



NAIROBI 1899-1939: HISTOIRE DE LA CREATION DUNE VILLE COLONIALE ET ETUDE DE LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA POPULATION BLANCHE

Sophie Picon-Loizillon

► **To cite this version:**

Sophie Picon-Loizillon. NAIROBI 1899-1939: HISTOIRE DE LA CREATION DUNE VILLE COLONIALE ET ETUDE DE LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA POPULATION BLANCHE. Histoire. Université Paris VII, 1985. Français. <tel-01266579>

HAL Id: tel-01266579

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-01266579>

Submitted on 3 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

U N I V E R S I T E P A R I S V I I

U.E.R. de Géographie, Histoire et Sciences de la Société

THESE DE DOCTORAT DE 3ème CYCLE
EN HISTOIRE

présentée par

Sophie PICON-LOIZILLON

Nairobi 1899-1939

Histoire de la création d'une ville coloniale
et étude de la vie économique et sociale de la
population blanche

sous la direction de

Madame Catherine COQUERY-VIDROVITCH

1 9 8 5

U N I V E R S I T E P A R I S V I I

U.E.R. de Géographie, Histoire et Sciences de la Société

THESE DE DOCTORAT DE 3ème CYCLE
EN HISTOIRE

CREDU
P. O. Box 58480,
Nairobi - Kenya.

présentée par

Sophie PICON-LOIZILLON

Nairobi 1899-1939

Histoire de la création d'une ville coloniale
et étude de la vie économique et sociale de la
population blanche

sous la direction de
Madame Catherine COQUERY-VIDROVITCH

1 9 8 5

N° 2854

PIC
967.17

P L A N

Introduction	1
<u>Première partie</u> : La population Européenne du Kenya	
I. Croissance de la population blanche	
1. Pour l'ensemble du Kenya	15
2. Immigration-Emigration	17
3. Natalité-Mortalité	20
4. La population de Nairobi	24
II. Origines géographiques et sociales de la population blanche	
1. Essentiellement des Britanniques	32
2. Une colonie " Upper Middle-Class "	39
<u>Deuxième partie</u> : La mise en place de la ville, urbanisme et ségrégation.	
I. Problèmes techniques	
1. Le tracé de la ville	47
2. Alimentation en eau et électricité, drainage ...	53
3. Hygiène et santé publique	61

II. La ségrégation

1. Justifications	72
2. Les quartiers Africains	74
3. Les quartiers Indiens	78
4. Les Private Township	82
5. Les transports	86

III. L'habitat et la spéculation

1. Le logement des fonctionnaires coloniaux et des ingénieurs de l'Uganda Railway Company ..	92
2. Les habitations des colons et la spéculation.	98
3. Critiques	105
4. Government House	108

IV. Gestion et protection de la ville

1. La municipalité de Nairobi	126
2. La loi et l'ordre	135

**Troisième partie : Activités économiques et vie sociale
des Blancs de Nairobi****I. Occupations et revenus des blancs**

1. L'optimisme des premières années et les effets de la Première Guerre Mondiale	150
---	-----

2. Les occupations des Blancs et la crise de 1929	163
3. Les frictions internes de la communauté Européenne	175
 II. La vie sociale des Blancs de Nairobi	
1. La vie de famille	189
2. L'éducation des enfants	197
3. Le culte	205
4. Les loisirs	210
 Conclusion	
	238
 Bibliographie	

C'est sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch que j'ai réalisé cette thèse de 3ème cycle en Histoire. Grâce à son soutien, j'ai été Allocataire de Recherche pendant deux ans, du 1er décembre 1982 au 30 Novembre 1984 au sein du Laboratoire Tiers-Monde, Afrique : Les sociétés dans leur Histoire et leur Environnement et de l'UER Géographie, Histoire et Sciences de la Société de l'Université PARIS VII. De même, j'ai bénéficié d'une bourse de mission " Jeune Chercheur " qui m'a permis de me rendre au Kenya au mois de mars 1983 et de consulter les archives de ce pays.

Antony Clayton, auteur avec Donald Savage de Government and Labour in Kenya 1899-1963, a très gentiment et patiemment accepté d'être mon " Professeur Britannique ". Il m'a considérablement aidée et encouragée dans mon travail par ses explications et ses conseils.

Le soutien de Bénédicte Picon et Chantal Loizillon ne fût en rien universitaire mais cependant très précieux. Chaque fois que j'ai dû me rendre en Grande-Bretagne ou au Kenya, elles ont accueilli mes enfants chez elles. Elles m'ont ainsi permis de partir l'esprit libre de toute préoccupation familiale pour me consacrer uniquement à mes recherches.

A ces quatre personnes, je dédie cette thèse.

Je remercie ici toutes les personnes qui par leur aide, leurs encouragements et leurs critiques m'ont assisté dans mon travail :

En Grande-Bretagne, John Lonsdale, Professeur à Trinity College, Cambridge ; Michael Redley, auteur de l'excellente thèse The Politic of a Predicament The White Community in Kenya 1918-1932 ; Trevor C. Colchester, Administrateur colonial au Kenya de 1933 à 1963 qui a bien voulu me recevoir chez lui et avec lequel j'ai eu une longue conversation portant essentiellement sur la vie sociale des Européens de Nairobi.

Au Kenya, le Professeur Muriuki, Chairman du Département d'Histoire de l'Université de Nairobi qui m'a aidée à obtenir le permis de recherche, délivré par le gouvernement du Kenya, obligatoire pour consulter les archives de de pays ; le Docteur Karim Janmohamed, Senior Lecturer au Département d'Histoire de l'Université de Nairobi qui a mis à ma disposition des travaux et des articles réalisés par des étudiants Kenyans.

Je remercie les archivistes du Public Record Office à Kew en Grande-Bretagne, des Kenya National Archives à Nairobi ; les bibliothécaires de Rhodes House à Oxford, de la Royal Commonwealth Society Library, de la British National Newspapers Library, de la School of Oriental and African Studies Library, à Londres ; de la Nairobi University Library et de la McMillan Memorial Library à Nairobi ; du Centre de Documentation du Laboratoire Tiers-Monde, Afrique de l'Université Paris VII, de la Bibliothèque d'Afrique et d'Outre-Mer à la Documentation Française à Paris, grâce auxquels mon travail de chercheur a été facilité.

Je remercie aussi pour leur hospitalité les Français rencontrés à Nairobi Jérôme Bourdon, Burney et Jean-François Médard, Daniel et Danielle Bourmaud. L'existence du CREDU à Nairobi est un encouragement pour les chercheurs français qui se consacrent à l'étude des pays d'Afrique Anglophone et Lusophone. Je suis très reconnaissante de l'enthousiasme et de l'intérêt à tous les sujets dont font preuve tous ceux qui travaillent au CREDU.

Et pour clore ce chapitre, je respecterai la tradition toute Britannique qui veut que presque chaque auteur universitaire remercie ses proches, avant tout pour la patience dont ils ont fait preuve pendant la durée de ces travaux absorbants que sont la recherche et la rédaction d'une thèse. Alors comme disent les Anglais " At last but not least " je remercie Nicolas Loizillon.

Liste des Abréviations

BAOM	:	Bibliothèque d'Afrique et d'Outre-Mer
BNNL	:	British National Newspapers Library
C.O.	:	Colonial Office
E.A.P.	:	East Africa Protectorate
E.A.S.	:	East Africa Standard
E.A.W.L.	:	East African Women League
F.O.	:	Foreign Office
KNA	:	Kenya National Archives
MMML	:	Mc Millan Memorial Library
PRO	:	Public Record Office
RCS	:	Royal Commonwealth Society
THE LEADER	:	The Leader of British east Africa, Uganda and the Lakes

Lieux géographiques et noms propres

J'ai orthographié les lieux géographiques en français quand ils sont situés hors de l'Afrique Orientale Anglophone. Dans les cas du Kenya, de l'Uganda et du Tanganyka, j'ai respecté l'orthographe anglaise pour une plus grande rapidité d'écriture car la différence avec l'orthographe française se situe surtout au niveau du - u - anglais qui s'écrit - ou - en Français. Exemple : pour Uganda prononcer Ouganda.

Je n'ai pas traduit en Français les noms des différents départements du gouvernement Britannique comme du gouvernement colonial, ni les grades des membres de l'administration. Maintenus en Anglais ces noms sont parfaitement compréhensibles et la modification de sens qu'apporte toute traduction est ainsi évitée.

Dans ces cas précis, j'ai toujours commencé le mot en Anglais par une majuscule. Exemple : Commissioner of the East Africa Protectorate.

Traductions

A part quelques ouvrages en Français cités dans la bibliographie, toutes les sources dont j'ai disposé sont en Anglais.

Toutes les citations dans cette thèse sont des traductions que j'ai faites de l'Anglais au Français.

Je demande au lecteur l'indulgence pour les maladresses que j'ai pu commettre.

Liste des Illustrations

PHOTOGRAPHIES :

1. Nairobi en 1898
2. Nairobi en 1904
3. Départ d'une chasse à Courre devant Government House en 1910
4. Palais de Justice de Nairobi vers 1910
5. Government House construit par Sir H. Baker
6. Kenya and Uganda Railways Headquarters
7. Le Palais de Justice 1930
8. Mc Millan Memorial Library 1930
9. National Bank of Kenya Limited 1930
10. Torr's Hotel 1930
11. All Saints Cathedral, telle qu'elle était à la veille de 1939
12. Vue aérienne de Nairobi vers 1936

CARTES :

1. Kenya : Frontières administratives et communications
2. Nairobi 1905
3. Nairobi 1937

" La compréhension de toute ville présuppose la compréhension de la société à laquelle elle appartient. Dans le cas de la ville coloniale, il s'agit de la société coloniale, dont une importante composante quoique numériquement faible est la communauté coloniale Européenne ".

King A.D. Colonial Urban Development p. 13, 1976

" Mais il y a des milliers de gens en Afrique qui pourraient être enlevés physiquement de leurs banlieues et transportés dans une ville de l'autre côté de la terre et à peine s'apercevoir de la différence ".

Lessing D. The Grass is singing p. 47, 1950

I N T R O D U C T I O N

A l'origine de ce sujet, une étude de la ville de Nairobi de 1899 à 1939 est une question : de l'époque coloniale, si brève dans le temps puisqu'elle n'a même pas duré un siècle, que reste-t'il comme signe visible dans l'espace, sinon les villes ?

Particulièrement en Afrique Noire où dans bien des régions les villes n'existaient pas et ont été fondées par le colonisateur. Créées " ex nihilo ", situées en fonction de la convenance stratégique, économique et politique du colonisateur, elles ont un rôle double. D'une part, elles prouvent aux autres pays Européens, par leur existence même, que la colonie est prospère et que la civilisation occidentale a pénétré le territoire. D'autre part, elles servent à affirmer au peuple colonisé la force du pouvoir colonial qui les gouverne.

C'est pourquoi, tout en ayant pour modèle et référence la ville métropolitaine, la ville coloniale n'est pas une ville européenne comme les autres. Son architecture, tout en s'adaptant à un climat différent de celui de l'Europe, doit être significative, elle doit avant tout impressionner.

La ville coloniale fondée en fonction des besoins du colonisateur, est d'abord pensée par lui comme une ville Européenne. Elle doit abriter les quartiers militaires, commerciaux, administratifs et résidentiels du personnel Européen, nécessaire au contrôle et au développement de la colonie. Toutes les normes du confort occidental sont respectées, le réseau routier est entretenu, des égouts mis en place, l'eau courante,

le téléphone, l'électricité sont installés dans chaque maison destinée à des Européens.

Les quartiers Africains, apparus spontanément parce que toute une population migre vers la ville pour y trouver du travail sont d'abord ignorés et laissés à l'écart (1).

Comme l'écrit Georges Balandier " *la topographie des villes coloniales, la ségrégation qui s'y exprime constituent en quelque sorte les témoignages matériels de l'importance prise par le facteur Européen* " (2).

C'est aussi ce " facteur Européen " que j'ai souhaité étudier. Nous sommes en présence d'une société de l'ère industrielle qui pratique la journée de huit heures, le repos de midi, le week-end et les vacances. La fin de la journée, ou de la semaine de travail est occupée par le loisir.

Les clubs entourés de terrains de sports ont une place importante dans la structure de la ville.

C'est à travers l'étude de la vie sociale que l'on perçoit les clivages de la société coloniale. Si la hiérarchie est très contraignante, si elle révèle l'existence de pauvres blancs, on peut difficilement parler de luttes de classes entre les Européens. La population blanche toute entière est dominante vis-à-vis des Africains, sinon les bases mêmes de sa supériorité pourraient être contestées.

C'est là que réside la différence entre la ville coloniale et la ville métropolitaine. La ville coloniale est l'expression de la domination d'une minorité sur une majorité racialement différente. C'est pourquoi il est intéressant d'étudier plus en détail la vie de la communauté

blanche. La ségrégation, simplement de fait, lui permet de sauvegarder son identité culturelle et sa sécurité psychologique de Blancs isolés en Afrique Noire.

La ville coloniale est un des révélateurs de la situation coloniale, en cela son étude m'a paru utile et passionnante. J'ai fixé comme limite à mon étude la date 1939 parce que la seconde guerre mondiale provoque un changement profond dans la situation politique du Kenya comme dans presque toutes les colonies Européennes. Le gouvernement colonial essaye, après cette date, de faire accepter à la communauté Européenne des concessions politiques envers les Africains, ce que cette dernière refuse dans sa majorité. Les rapports de force entre les différentes communautés raciales évoluent, il s'agit donc d'une autre Histoire.

Si j'ai choisi d'étudier Nairobi plutôt qu'une autre ville Africaine au passé colonial, c'est un peu par défi. Il suffit de consulter la bibliographie qui se trouve à la fin de cet ouvrage pour constater immédiatement que très peu de travaux en langue française sont consacrés à l'Histoire de l'Afrique Anglophone. J'ai voulu rompre avec une tradition qui veut que les historiens de l'Afrique Noire, dans leur grande majorité, limitent leurs recherches aux pays qui étaient anciennement des colonies de leur pays d'origine.

En ces années où les diplômés connaissent une certaine dévalorisation, où l'on entend dans la conversation courante qu'une thèse de 3ème cycle en Histoire " ne sert à rien ", j'ai souhaité augmenter la difficulté de mon travail pour pouvoir en nier le caractère inutile.

Il ne faut pas négliger le fait que travailler dans une langue étrangère est source de difficultés.

Dans le cas très précis de cette étude de Nairobi, toutes les archives nécessaires sont en Grande-Bretagne ou au Kenya. Pour le travail de documentation il faut donc pouvoir se rendre dans ces deux pays ce qui est assez coûteux. Sans la bourse d'Allocataire de Recherche pendant deux ans et la mission de Jeune Chercheur dont j'ai bénéficié, je n'aurais jamais pu réaliser cette thèse.

Ensuite la principale difficulté que j'ai eu à surmonter est l'impression de n'avancer que très très lentement dans mon travail. Il a fallu m'adapter à l'organisation des archives, à leur répartition dans des endroits différents, prendre contact avec des universitaires spécialisés dans l'histoire du Kenya et du colonialisme Britannique et je suis très reconnaissante à toutes les personnes qui m'y ont aidée. Pour pouvoir travailler dans les bibliothèques et les archives du Kenya il faut se munir d'un permis de recherche délivré par le gouvernement de ce pays, le délai d'obtention de cette autorisation est de six mois.

Le dépouillement de la documentation demande aussi plus de temps, j'ai certainement lu plus lentement des textes écrits en anglais que s'ils avaient été rédigés dans ma langue maternelle et j'ai dû faire oeuvre de traductrice, même malhabile, quand j'ai voulu en extraire des citations.

Pour ce qui est de la planification urbaine de Nairobi j'ai puisé mes informations essentiellement dans les archives officielles. Au Public Record Office à Kew en Grande-Bretagne, j'ai dépouillé les correspon-

dances, entre le Commissioner de l'E.A.P. et le Foreign Office, puis le Colonial Office, qui avaient pour sujet la construction des bâtiments administratifs et des logements des fonctionnaires et la prévention de l'hygiène dans la ville. Les Kenya National Archives à Nairobi au Kenya n'ont que peu d'archives au sujet de la ville elle-même, j'ai consulté les rapports du District Commissioner pour Nairobi. Les rapports de l'administration coloniale m'ont été très utiles. On les trouve au Public Record Office ou à la Royal Commonwealth Society Library, ils sont rédigés par une commission spécialement mandatée par le gouverneur ou sont simplement les rapports annuels que chaque département du gouvernement colonial devait rendre annuellement au gouverneur.

J'ai eu la chance de disposer, sous forme de microfilms qui se trouvent au Centre de Documentation du Laboratoire Tiers Monde, Afrique et de l'UER Géographie, Histoire et Sciences de la Société de l'Université Paris VII, des Annual Reports et des Blue Books que le gouverneur envoyait chaque année à Londres. Les Annual Reports décrivent d'une manière générale, le passé et le présent de la colonie et envisagent des perspectives. Ils sont rédigés dans un style simple et lisible partout, car ils peuvent faire l'objet d'une publication destinée au grand public.

Les Blue Books ont une utilisation officielle uniquement, ils contiennent des informations sur le personnel civil, le revenu colonial, les dépenses et des statistiques diverses.

C'est à Rhodes House, à Oxford, en Grande-Bretagne que se trouvent rassemblées les archives privées léguées par des personnes ayant vécu dans les colonies Britanniques pour des raisons privées ou officielles. J'ai

trouvé dans ces archives qui sont souvent des mémoires non publiées, pas toujours rédigées, des informations variées concernant à la fois la ville et la vie sociale des Européens.

J'ai aussi beaucoup consulté de mémoires publiés, que ce soit par des colons, des membres de l'administration coloniale ou des visiteurs du Kenya. Là encore, les informations données varient selon la personnalité ou les centres d'intérêt de l'auteur.

Dans les guides publiés à l'intention d'éventuels colons ou de voyageurs, j'ai obtenu surtout des renseignements sur la vie économique et sociale des Européens de Nairobi.

J'ai fait des recherches sur les mêmes thèmes en lisant les journaux de la colonie : *The Leader of British East Africa, Uganda and the Lakes* à la *McMillan Memorial Library* à Nairobi et *l'East African Standard* à la *British National Newspapers Library* à Londres.

Avec l'apprentissage du métier d'historien que permet la réalisation d'une thèse, on reçoit tout d'abord une dure leçon, qu'il est impossible de lire tous les livres et de consulter toutes les archives concernant un sujet. J'ai donc essayé d'utiliser des sources variées, officielles et privées, non-publiées et publiées, de manière à procéder aux recoupements nécessaires pour vérifier la solidité de chaque information.

J'ai le regret de ne pas avoir pratiqué d'interviews, ce qui aurait été possible puisque l'histoire de Nairobi est récente et que beaucoup de témoins sont encore vivants. Mais lorsque je me suis rendue au Kenya en 1983, je n'étais pas assez avancée dans mon travail pour me le permettre. Lorsqu'ultérieurement j'ai essayé de correspondre avec des personnes habitant encore aujourd'hui au Kenya, la communication s'est avérée

assez difficile, mes correspondants ayant toute facilité pour éluder certaines questions. C'est pourquoi la conversation que j'ai eu avec T.C. Colchester est très importante pour moi. Il a été administrateur colonial au Kenya de 1932 à 1963 et son épouse est née au Kenya, elle est la fille d'un avocat de Kisumu. Leur témoignage sur leur vie quotidienne à Nairobi à la fin des années trente m'a été très précieux. Et pour terminer cette description du travail de recherche que j'ai fourni, je voudrais exprimer un regret, celui dû au fait que le travail d'historien n'est pas toujours facilité quand il n'est pas entravé. Au Kenya, le Land Office et le City Council ont fermé actuellement leurs archives, privant les chercheurs de sources d'informations.

En Grande-Bretagne, faute de moyens financiers, de nombreuses archives ne sont pas enregistrées et dans le sous-sol de la Royal Commonwealth Society à Londres, on peut trouver entassés dans des cartons, toutes sortes de documents. C'est dommage.

Avant de commencer la description de Nairobi, je voudrais la situer dans le contexte de la fondation et du développement de l'Afrique de l'Est Britannique.

A la conférence de Berlin en 1886, l'Europe occidentale se partage l'Afrique, la Grande-Bretagne obtient un vaste territoire encore très mal connu dans l'Est du continent. Le gouvernement Britannique confie à l'Imperial British East Africa Company, le développement et l'administration de cette région qui s'étend de l'Océan Indien au Lac Victoria. Mais l'expérience de la compagnie impériale est un échec et le Foreign

Office reprend le contrôle du territoire, il établit l'Uganda Protectorate autour du Lac Victoria en 1894 et l'East Africa Protectorate sur la région qui va de l'Océan Indien à l'escarpement Mau en 1895. L'East Africa Protectorate est administré par le General-Consul à Zanzibar qui cumule cette fonction avec celle de Commissioner pour le protectorat (3).

C'est surtout le protectorat de l'Uganda qui importe aux Britanniques, ils sont fascinés par l'organisation du royaume Buganda et à partir du Lac Victoria, ils tiennent la région du Haut-Nil. C'est pour cette raison purement stratégique, relier le Lac Victoria à l'Océan Indien par une voie rapide, que le gouvernement Britannique finance, en 1896, la construction d'une voie ferrée, sous l'autorité du Foreign Office et réalisée par l'Uganda Railway Company, qui relie Mombasa sur la côte à Kisumu sur la rive orientale du lac Victoria.

Mais en 1901, lorsque le chemin de fer atteint Kisumu le but a perdu de son actualité, le Haut-Nil n'est plus à protéger et il reste le coût énorme de cette construction à justifier, c'est à dire 5 ½ millions de £. Il faut trouver un moyen rapide de rentabiliser le chemin de fer, cela signifie développer économiquement la région qu'il traverse.

Pour construire la voie ferrée le Foreign Office a organisé l'immigration d'une importante main-d'oeuvre Indienne. Pour deux raisons, l'expérience des ingénieurs Britanniques qui ont l'habitude des ouvriers Indiens et le sous peuplement local qui empêche le recrutement de travailleurs sur place.

Depuis 1890, une série d'épidémies a ravagé hommes et troupeaux dans

cette partie de l'Afrique. Les populations affaiblies et démoralisées ne s'opposent pas à ce que le chemin de fer traverse leur territoire mais n'y collaborent pas non plus.

Sur les 31.983 Indiens qui sont entrés au Kenya pour la construction de la voie ferrée, 6.500 décident de s'y établir définitivement. Certains restent travailleurs non qualifiés mais la plupart intègrent le petit commerce comme boutiquiers, employés, artisans ou clercs. Ils introduisent, en Afrique de l'Est, la roupie comme monnaie, elle ne sera remplacée par le Shilling Est Africain qu'en 1922 (4).

L'idée de faire de l'East Africa Protectorate une terre pour l'immigration Indienne est une fois évoquée et aussitôt abandonnée, le remède économique souverain apparaît être la mise en place d'un peuplement blanc extensif. La pénétration du chemin de fer a révélé un pays d'une grande beauté, où le climat est tempéré et le sol apparemment riche de possibilités agricoles.

Cependant le gouvernement colonial ne contrôle pas entièrement le territoire, la première division administrative révèle que seule la côte islamisée est vraiment administrée. Trois des quatre provinces, la Seyyidie, le Tanaland et le Jubaland sont côtières (les deux premières sont réunies en une seule province et le Jubaland sera cédé en 1925 à l'Italie pour sa collaboration à la victoire des alliés pendant la guerre de 1914-1918). La quatrième province l'Ukamba s'étend sur tout l'intérieur du territoire. En 1902 les provinces orientales de l'Uganda Protectorate sont transférées à l'East Africa Protectorate et deviennent les provinces de Kisumu et de Naivasha. A la veille de la deuxième

guerre mondiale, en 1938, le découpage administratif est encore différent, le Kenya est divisé en sept provinces : Coast, Northern Frontier, Turkana, Rift Valley, Nyanza, Masai et Central. Chaque province est administrée par un Sub-Commissioner, plus tard appelé Province Commissioner, qui a sous ses ordres les District Commissioner et District Officer. Les chefs Africains, Headmen et Sub-Headmen s'inscrivent aussi dans cette hiérarchie. Lorsqu'en 1905 le Foreign Office transmettra au Colonial Office la tâche d'administrer l'East Africa Protectorate, le Commissioner recevra le titre de Governor. Le protectorat deviendra Kenya Colony en 1920 (5).

Le Kenya, colonie de peuplement ou le Kenya, colonie d'encadrement ? L'attitude du gouvernement Britannique à l'égard de cette colonie est suffisamment ambiguë pour que l'on se pose cette question. C'est Sir Charles Eliot, deuxième Commissioner de l'histoire du protectorat et le premier à y être seulement Commissioner, il abandonne le poste de General-Consul à Zanzibar \ qui a l'idée de faire du Kenya une colonie de peuplement blanc. Mais le gouvernement Britannique ne fait passer aucune loi, le Foreign Office donne simplement son accord pour que des terres de la couronne soit vendues à des Européens qui en font la demande. Et tout au long de l'histoire de cette colonie cette attitude restera identique, même après 1923 et la Devonshire Declaration qui affirme la primauté des intérêts des Africains sur les autres peuples qui vivent au Kenya, le gouvernement Britannique tout en ne l'encourageant pas n'empêchera pas non plus l'installation de nouveaux colons Européens comme Indiens.

" Cherchant avant tout à jouir d'une liberté individuelle dont ils ne pouvaient jouir nulle part ailleurs, ces pionniers ont cru trouver au Kenya le paradis sur terre. Pas d'impôts ou très peu, pas de loi sociale en faveur de l'ouvrier, une main-d'oeuvre à bas prix, abondante et prête à s'engager dans des relations contractuelles pseudo-féodales, du gibier et des grands fauves pour chasser à loisir, un climat agréable et favorisant l'implantation permanente européenne, un pays d'une beauté sauvage, tous ces facteurs contribuaient à faire du Kenya le Paradis des Blancs " (4). C'est ainsi que Robert Buijtenhuijs résume la situation de la communauté coloniale européenne au Kenya.

Certes le plaisir avait son importance quand on avait choisi d'être un colon blanc au Kenya mais à condition de disposer de capitaux importants et de pouvoir acheter un vaste domaine dans un pays où les prix étaient élevés.

Autour de ce noyau de colons aisés, issus parfois de l'aristocratie Britannique, gravitaient des catégories plus modestes d'Européens. Dans les villes s'installaient des Blancs occupant des professions libérales ou des commerçants absolument indispensables à l'installation permanente d'une population Européenne.

Le mélange de ces Européens de différentes classes, leur pouvoir politique artificiel, qui n'est fait que de ce que le gouvernement colonial veut bien leur céder, les contraintes sociales de la métropole qui sont transportées dans la colonie, la peur des Africains plus nombreux et d'une culture bien différente, la compétition avec les Indiens aussi habiles en affaires si ce n'est plus que les Européens eux-mêmes, tous ces facteurs définissent la communauté des colons blancs du Kenya et expliquent

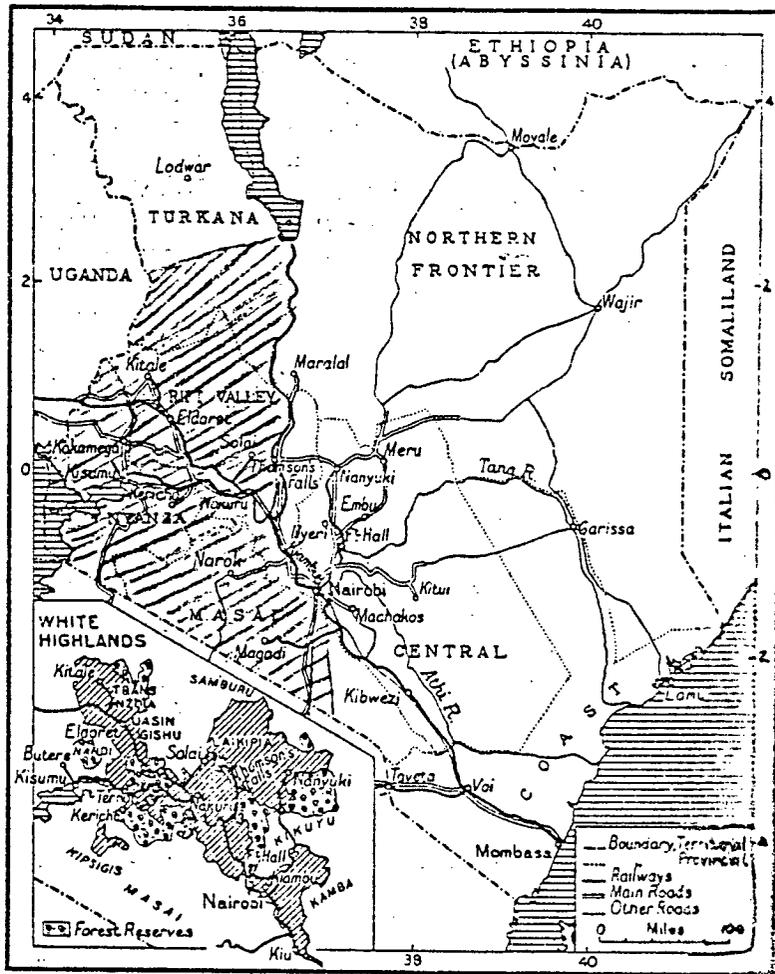
ses attitudes de défis.

Venus en Afrique avec comme argument le fait qu'ils apportaient la civilisation aux Africains, ils en sont venus à détester ces mêmes Africains qui assimilant les techniques et les connaissances Européennes se sentaient capables d'assumer aussi le pouvoir politique. Après la deuxième guerre mondiale, alors que des concessions politiques sont faites partout ailleurs dans les colonies Britanniques, les colons du Kenya refusent la participation des Africains au pouvoir. Le gouvernement colonial est alors gêné dans ses négociations avec les nationalistes Noirs, par l'attitude des Blancs qui considèrent eux aussi le Kenya comme leur pays natal.

NOTES DE L'INTRODUCTION :

1. Séminaire de Maîtrise et DEA de Catherine Coquery-Vidrovitch, U.E.R. d'Histoire, Géographie et Sciences de la Société de l'Université Paris VII en 1981 et 1982 avec pour thème principal les villes coloniales en Afrique Noire.
2. BALANDIER G. Sociologie Actuelle de l'Afrique Noire. 1963, p. 28
3. HARLOW V. and CHILVER E.M. editors, History of East Africa. Volume II 1965, LOW D.A. Chapter I British East Africa : The Establishment of British Rule 1895-1912. pp. 1-56.
4. CLAYTON A. and SAVAGE D. Government and Labour in Kenya 1895-1963. 1974. pp. 10-11
5. HARLOW V. and CHILVER E.M. editors, History of East Africa Volume II 1965, LOW D.A. Chapter I British East Africa : The Establishment of British Rule 1895-1912. pp 1-56
6. BUIJTENHUIJS R. Le mouvement Mau-Mau. Une révolte paysanne anti-coloniale en Afrique Noire. 1971 p. 55

1. KENYA : Frontières administratives et communication
1938-1939



Zone transférée de l'Uganda à l'East Africa Protectorate
en 1902

(Source : *History of East Africa* p. 208)

Première partie

LA POPULATION EUROPEENNE DU KENYA

Chapitre I - Croissance de la population blanche

1. POUR L'ENSEMBLE DU KENYA : Une population minoritaire.

En raison de la présence d'une communauté de colons européens au Kenya pendant la période coloniale, on considère ce territoire comme ayant été une colonie de peuplement.

Cependant, il n'y a jamais eu de véritable politique de peuplement blanc au Kenya de la part du gouvernement Britannique. Fondée sur la surévaluation des possibilités de développement agricole de l'East Africa Protectorate elle n'a été qu'une réponse ponctuelle et pragmatique à la construction de la voie ferrée reliant Monbasa au lac Victoria.

Dès les années 1920, la politique coloniale prend en compte la population africaine et les intérêts indiens par ailleurs puissamment soutenus par l'Inde elle-même (1).

La situation du colon est résumée ainsi par Michael Redley : " Dans le jargon officiel l'immigrant européen se voyait refuser un statut plus positif que celui de non-indigène non-officiel ". (2)

Et la première caractéristique de cette communauté européenne installée au Kenya est sa faiblesse numérique (3).

TABLEAU n° 1 : Evolution numérique de la population blanche pour l'ensemble de l'East African Protectorate puis de la Kenya Colony (4).

1901	.....	508 personnes	1921	.....	9651 personnes
1904	.....	886 personnes	1924	.....	11002 personnes
1908	.....	1737 personnes	1931	.....	16812 personnes
1914	.....	5438 personnes	1935	.....	17997 personnes
1918	.....	5570 personnes	1939	.....	22808 personnes

TABLEAU n° 2 : Composition de la population (*)

	1911	1921	1926	1931	1936
Européens	3175	9651	12529	16812	18269
Indiens	10651	22822	26759	39644	38325
Arabes	-	8804	10577	12166	-
Africains	3000000	2483500	2586000	2967000	3010000

Non seulement les Européens sont peu nombreux, mais ils sont tout à fait minoritaires par rapport aux autres populations du Kenya, Arabes, Indiennes et Africaines (voir tableau n° 2). Ce n'est qu'après 1931 que la population africaine du Kenya sera recensée, avant cette date on ne dispose que d'estimations établies à l'aide des recensements par districts nécessaires à la perception des impôts et, à partir de 1915, grâce au Kipande, carte de travail obligatoire pour tout homme Africain âgé de plus de 16 ans.

Il semble aujourd'hui que la population Africaine de l'EAP a été surestimée pendant les premières années de la colonisation. Les chiffres soumis varient de 3.000.000 à 4.000.000 d'individus, or on sait qu'à la fin du XIXe siècle et au début du XXe des épidémies de variole et de pleuro-pneumonies ont décimé les hommes et leurs troupeaux. La lecture du tableau n° 2 - p.16 révèle probablement cette erreur en estimant la population africaine à 3.000.000 personnes en 1911 pour redescendre à moins de 2.500.000 en 1921 et atteindre à peine plus de 3.000.000 en 1936. Il n'y a aucune raison pour expliquer une diminution de la population concernée entre 1911 et 1921, le chiffre donné pour 1911 ne peut être qu'une surestimation.

Pour évaluer la population Africaine, il faut rappeler les modifications territoriales du protectorat et de la colonie du Kenya évoquées dans l'introduction.

La comparaison avec une autre colonie Britannique, la Rhodésie, permet de penser que le Kenya n'était pas vraiment une colonie de peuplement. En 1931, en Rhodésie, il y avait 1 Européen pour 22 Africains, la même année au Kenya on comptait 1 Européen pour 176 Africains (5).

Malgré son petit nombre, la population européenne augmente d'années en années. Trop vite pour que cette croissance soit due à la seule natalité, même sans les encouragements du gouvernement Britannique des blancs viennent s'installer au Kenya.

2. IMMIGRATION-EMIGRATION : Une population changeante.

En étudiant le tableau n° 1 on observe que l'augmentation de la population européenne est particulièrement forte entre 1904 et 1914,

parce que le gouvernement Britannique encourage un peuplement blanc du protectorat commencé en 1903 et qui a son effet jusqu'à la première guerre mondiale. Par contre de 1914 à 1918, la population reste stable, l'aliénation de nouvelles terres étant suspendues pendant les années de guerre (6). En 1919, la mise en place du Soldier Settlement Scheme entraîne l'arrivée d'un certain nombre de nouveaux colons et de 1918 à 1921 la population européenne double presque. Le Soldier Settlement Scheme est un plan de distribution des terres de l'East Africa Protectorate, à d'anciens combattants Anglais de la guerre de 1914-1918. C'est la seule initiative pratique du gouvernement Britannique en faveur d'un peuplement européen au Kenya et en réponse à deux problèmes : la réinsertion des soldats une fois la paix retrouvée et la volonté d'accentuer la présence européenne dans une colonie qui, théâtre de la guerre, a vu son prestige diminuer auprès de nombreux Africains ayant combattu eux aussi.

De 1921 à 1924, la population blanche augmente à peine, le Kenya qui vit une crise économique voit le cours de sa monnaie changer entraînant de nombreuses faillites. L'unité monétaire du Kenya était la roupie indienne fixée au taux de 1 shilling 4 pences pour 1 roupie depuis 1905. Après la guerre de 1914-1918, l'abandon de l'étalon or entraîne la fluctuation de la roupie pièce d'argent. Son taux varie aux dépens de la livre, en Mars 1920, le colonial office la stabilise officiellement au cours de 2 shillings pour 1 roupie. Cette hausse a des conséquences dramatiques pour le commerce et les employeurs européens.

" Ce nouveau taux représentait une augmentation de 50% sur les dettes, les prêts, les découverts et les taux d'intérêts bancaires en livres

Sterling, un problème très sérieux pour les fermiers kenyans, forçant nombre d'entre eux à la banqueroute " (8).

Monsieur Kuczynski affirme même que l'émigration a été supérieure à l'immigration durant cette période de difficultés financières, malheureusement, il ne donne aucun chiffre à l'appui. A partir des années 1920 l'immigration de colons au Kenya n'est plus encouragée par le gouvernement britannique, l'éligibilité d'un candidat dépend d'assurances financières. C'est à dire d'un capital financier supérieur à £.5000 (9).

Le mouvement de l'immigration-émigration est un phénomène difficile à cerner en ce qui concerne la population européenne du Kenya. Les sources dont j'ai pu disposer ne me permettent pas de détailler les entrées et les sorties. Les chiffres concernant les passages maritimes omettent de distinguer les simples voyageurs, les fonctionnaires regagnant ou quittant leur poste des candidats à une installation définitive au Kenya.

Je me suis donc penchée sur les recensements et j'ai essayé de faire parler ~~leur~~ leurs chiffres.

D'après le recensement de 1931, il semble que la population blanche du Kenya est très instable puisque 50% de ses membres résident depuis moins de 5 ans dans la colonie. C'est d'ailleurs une population majoritairement masculine, mais l'écart entre le nombre d'hommes et de femmes va en s'atténuant, la population féminine augmentant plus vite. En 1911, on dénombrait 570 femmes pour 1000 hommes, il y en a 790 pour 1000 en 1931. les épouses ne craignent pas d'accompagner leurs maris dans la

colonie. En 1921, 37 % des hommes sont mariés pour 48 % des femmes, en 1931 ces pourcentages sont respectivement de 55 % et de 65 %.

C'est un signe notable de stabilisation de la population que cette évolution vers un équilibre du nombre d'hommes et de femmes.

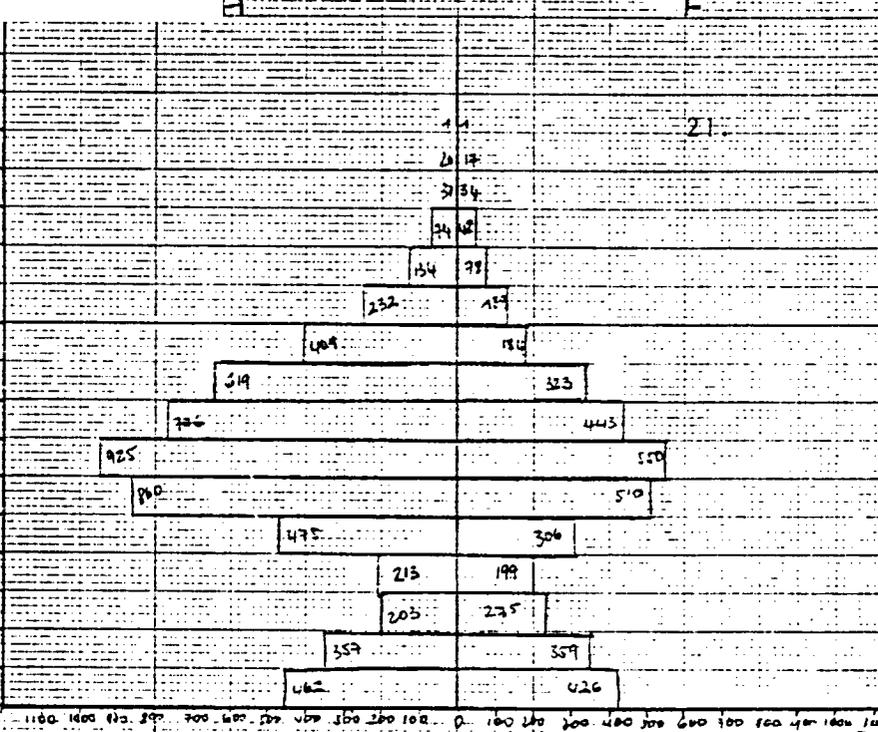
Il s'agit aussi d'une population active, en 1931, les enfants de moins de 15 ans représentent seulement 22 % de la population et les adultes de plus de 60 ans, 3,6 %. Les trois pyramides des âges qui suivent illustrent cette caractéristique de la population coloniale où la majorité est âgée de 25 à 45 ans avec un petit nombre d'enfants entre 10 et 20 ans qui laisse supposer qu'ils ont été envoyés en métropole pour leurs études. On peut aussi penser, en raison de l'instabilité de la population que de jeunes couples viennent s'installer au Kenya avec des enfants en bas âge, puis devant les difficultés, ils quittent ultérieurement le protectorat. Les personnes âgées sont encore moins représentées ce qui prouverait que dans les années trente, les colons eux-mêmes retournent en Angleterre pour finir leurs jours. Par contre le nombre croissant d'enfants en bas âge laisse penser que les femmes ne rentrent pas en Europe pour accoucher et ne craignent pas d'élever leurs nourrissons dans la colonie (10).

3. NATALITE-MORTALITE : Les hautes terres hospitalières.

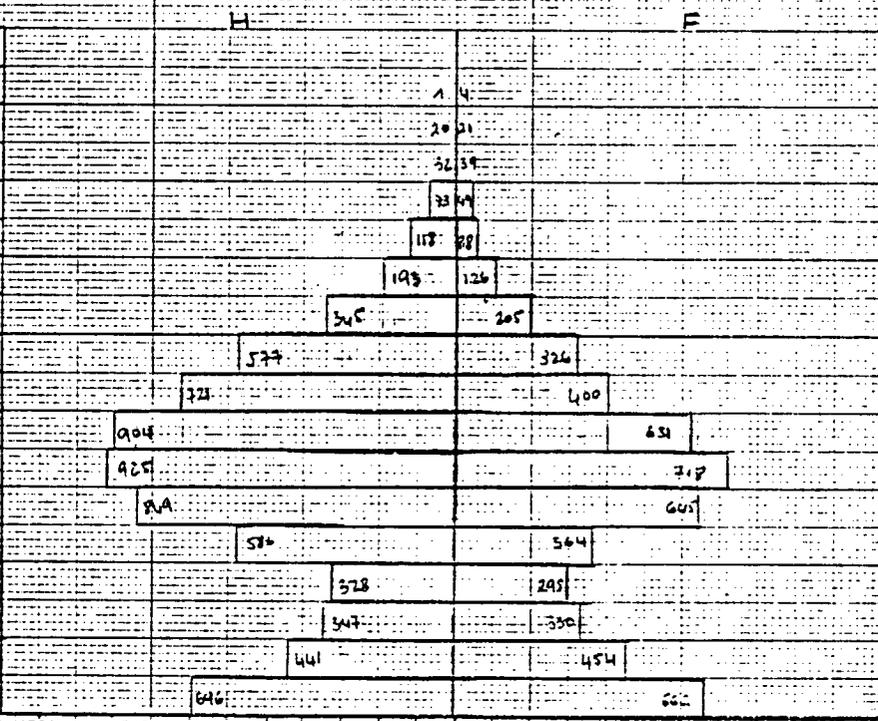
C'est en 1904 que l'enregistrement des naissances et des décès devient obligatoire pour toute personne née de parents d'origine ou d'ascendance européenne qui naît ou décède sur le territoire de l'EAP (11).

PYRAMIDES DES AGES POUR
 LA POPULATION EUROPEENNE
 DU KENYA - PAR SEXE

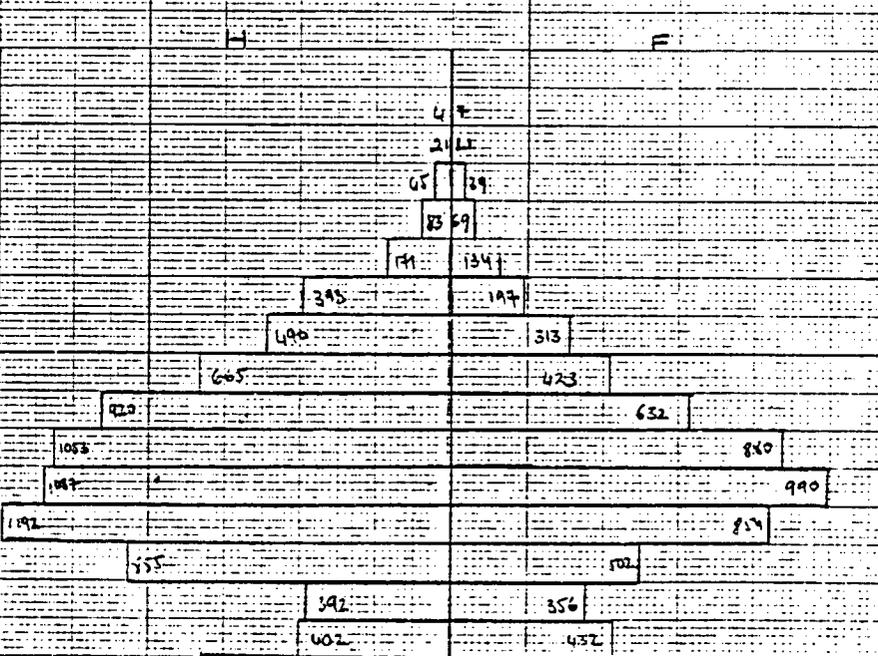
1921



1926



1931



Source Kenya Census 1921-26-31
 échelle 1/2 cm = 100 personnes
 1/2 cm = 5 années

Au Kenya, la natalité est toujours positive par rapport à la mortalité, les adultes sont jeunes, il n'y a pas de vieillards et pas de mortalité infantile. La natalité peu importante avant 1914, augmente après la première guerre mondiale. Max Salvadori remarque que dans la colonie les classes d'âge les plus fécondes sont plus représentées qu'en Europe (12).

TABLEAU n° 3 : Naissances et décès (13).

	Naissances		Décès		Population européenne totale
1911	(28%)	92	(13%)	42	3175
1921	(26%)	255	(9%)	90	9651
1924	(18%)	209	(7%)	81	11002
1931	(21%)	361	(6%)	107	16812
1939	(15%)	348	(4%)	111	22808

Cependant, en eux-mêmes ces chiffres de natalité sont très faibles et l'on imagine mal le peuplement d'un territoire avec 350 naissances par an ! (348 en 1939). Ils sont le reflet de ce que représente la communauté blanche, un petit groupe de personnes.

Pourtant l'un des deux arguments en faveur de la colonisation blanche du Protectorat est le climat tempéré de cette région. Sir Charles Eliot Commissioner de l'East Africa Protectorate de 1901 à 1904 et promoteur de l'installation de colons blancs au Kenya écrit dans son ouvrage paru en 1905, après sa démission : " *Mon objectif en écrivant ce livre est de donner une description du British East Africa Protectorate et particulièrement de ses attractions et avantages qui offrent à la fois du*

point de vue du climat et des denrées, un champ pour la colonisation européenne " (14). Il décrit les Hautes Terres comme une région où les Européens peuvent " *prospérer et se reproduire "* (15).

Le climat des Hautes de Terre de l'Afrique de l'Est est un climat équatorial d'altitude. Les fortes températures disparaissent, tempérées par l'altitude, les variations diurnes et saisonnières s'accroissent. Nairobi marque une température moyenne annuelle de 17°8, Mombasa, située au bord de l'Océan Indien de 26°7.

Les maladies tropicales telles que la fièvre jaune ou la maladie du sommeil sont inconnues dans les régions d'altitude de l'Afrique Orientale. " *Le paludisme s'est développé probablement par l'apport de nouvelles souches microbiennes apportées du bas pays "* écrit Pierre Gourou (16).

Si le climat tempéré est agréable par contre " *devant les irrégularités qui affligent la pluviosité de l'Afrique Orientale, il est curieux de constater que les colons européens se soient leurrés d'une légende de régularité climatique "* (17). En principe il y a deux saisons des pluies, de mars à mai et d'octobre à décembre, mais avec une pluviométrie très inégale d'une année sur l'autre.

Dans le cas du Kenya, l'Afrique n'est plus vue comme une terre inhospitalière et cruelle, porteuse de maladies contre lesquelles l'Européen ne peut lutter.

Au contraire, c'est une région accueillante que ses plus ardents admirateurs n'ont pas hésité à baptiser " *le pays de l'homme blanc "* (18).

Dans un guide à l'intention des colons rédigé en 1912, on peut lire :

" Le climat ne peut être mieux décrit que par l'éternel été. La chaleur est rarement oppressante et le gel pratiquement inconnu. Il y a deux saisons des pluies et à certaines périodes le ciel est gris sans pluie pendant plusieurs jours de suite, mais le ciel dominant est clair et le soleil brille pendant la majeure partie de l'année même entre les averses " (19).

Pourtant, par rapport à l'ensemble du Protectorat Est Africain, la région des Hautes Terres ne couvre qu'une très petite surface 50.000 square miles (80.000 km²) sur un territoire d'une superficie totale de 225.000 square miles (360.000 km²).

" En 1933, quand une division autoritaire des Hautes Terres entre les différents groupes raciaux fut réalisée, seulement 16.700 square miles (26.700 km²) (10.7 millions d'acres (4.28 millions d'hectares) incluant 2.5 millions d'acres (1 million d'hectares) de réserve forestière) furent allouées aux Européens. 9 % de la superficie totale de la colonie. En Rhodésie la superficie du territoire proposée pour la colonisation européenne par une commission dirigée par le même Président, Sir Morris Carter, en 1926, était de 76.000 square miles (121.600 km²). Soit 17 % du territoire ". (20).

4. LA POPULATION DE NAIROBI : Capitale des Hautes Terres.

Quoique la colonisation européenne du Kenya soit toujours présentée comme le fait de colons-fermiers, une grande partie de la population blanche réside en ville et cette caractéristique va s'accroissant au cours de la période étudiée.

TABLEAU n° 4 : Population européenne des 5 villes principales (21)

	1921	1926	1931			
Nairobi	2929	4813	7164			
Mombasa	656	869	1215			
Nakuru	}	}	}			
Kisumu				571	790	1546
Eldoret						
	4156 (43 %)	6472 (51 %)	9925 (59 %)			

(entre parenthèse le % de la population européenne totale)

C'est Nairobi qui attire la majeure partie de la population européenne urbaine : " En 1911 presque 31 % de la population européenne totale vivait à Nairobi, en 1947 ce chiffre s'élève à 51 % et la croissance de la population européenne de Nairobi est plus forte que la population totale du protectorat ". (22).

TABLEAU n° 5 : La population européenne de Nairobi et la population européenne totale (23)

	Population de Nairobi	Population européenne totale
1911	995 (31%)	3175
1921	2339 (42 %)	9651
1926	3565 (44 %)	12529
1931	7164 (48 %)	16812

(entre parenthèse le % de la population européenne totale).

Il y a aussi en ville une proportion de femmes par rapport aux hommes plus importante que dans le reste du pays. Elles sont 62 femmes pour 100 hommes en 1911 et 88 femmes pour 100 hommes en 1931 (24).

Si Nairobi attire une forte proportion de la population blanche résidant au Kenya les autres communautés Indiennes et Africaines sont largement représentées et de nouveau les Européens apparaissent comme très minoritaires. Cependant avant le recensement général de 1948, la population Africaine de Nairobi n'est pas dénombrée régulièrement et c'est un peu au hasard des sources dont je disposais que j'ai pu tracer le tableau suivant. Comme si en négligeant la population Africaine on faisait de Nairobi la capitale du " pays de l'homme blanc ".

TABLEAU n° 6 : Composition de la population de Nairobi par races (25)

	Européens	Indiens	Somalis	Africains	Totaux
1911	995	3273	401	11126	15595 -
1933	7564	17609	-	75536	100709 -
1948	10830	43749	-	64397	118976 -

Bénéficiant d'un climat tempéré puisqu'elle est située à 1700 m d'altitude Nairobi est dans les Hautes Terres.

Que le paludisme ait été apporté par des souches microbiennes venues du bas pays ou que les patients aient contracté cette maladie ailleurs sur le territoire, l'étude des cas admis à l'hôpital européen de cette ville montre que le paludisme est la maladie qui domine, elle est endémique, parfois épidémique et peut prendre une forme virulente. En 1928,

le manager de l'Uganda Railway Company décède à Nairobi des suites d'une violente crise de paludisme (26).

Autres cas qui reviennent souvent : les maladies respiratoires, sans plus de précision, la fièvre entérique à partir de 1910, la dysenterie est fréquente et parfois mortelle, la Blackwater fever est plus rare et disparaît d'après le Docteur Carman le jour où les médicaments synthétiques sont employés pour soigner le paludisme, cette maladie aurait donc été causée par des absorbtions abusives de quinine (27).

Ces quelques maladies étaient à évoquer parce que elles apparaissent comme étant les plus habituelles des cas soignés à l'hôpital européen, mais elles ne touchent qu'un très petit nombre de personnes par rapport à l'ensemble de la population blanche (28).

D'ailleurs, la lecture des guides destinés aux colons potentiels confirme que le Kenya n'est pas vu comme une région à risque pour l'Européen, jamais le lecteur n'est incité à se prémunir contre telle ou telle maladie (29).

Cependant, à partir des années 1930 apparaît une théorie affirmant que l'altitude jointe à la position équatoriale des Hautes Terres rendrait l'effet des rayons solaires plus dangereux notamment en raison de leur verticalité. Pour échapper à ce danger un certain nombre de précautions sont à observer. " Il faut faire aussi peu que possible de travail manuel, un Européen ne souffrira pas du climat s'il exerce dans une entreprise agricole ou pastorale des fonctions telles que celles de Directeur d'entreprise, comptable, surveillant. Sa femme ne souffrira pas non plus du climat si elle a des domestiques (toujours des indigènes ou autres

gens de couleur) pour l'aider dans ses travaux de la maison.

L'Européen doit avoir une nourriture saine et abondante, le régime, souvent extrêmement simple, des classes paysannes de certains pays européens, tels l'Irlande par exemple, n'est pas suffisant pour les Hauts Plateaux de l'Afrique Orientale. L'Européen doit pouvoir se reposer autant qu'il en sent le besoin. Chaque année, le colon et sa famille doivent pouvoir passer quelques semaines dans des endroits situés à faible altitude. Tous les trois ans, il faut faire un séjour de quelques mois dans les pays tempérés.

Les enfants doivent passer une partie (un tiers au moins) de la période allant de 5 à 16 ans dans un pays de la zone tempérée " (30).

Ce mythe tout à fait contradictoire avec le précédent qui faisait du Kenya un paradis sur terre pour l'agriculteur européen aurait eu pour but de décourager des gens avec peu de moyens de venir s'installer dans cette colonie (31).

Une telle machination n'était sans doute même pas nécessaire.

NOTES DU CHAPITRE I : CROISSANCE DE LA POPULATION BLANCHE

1. Sur l'attitude du gouvernement britannique à l'égard du peuplement européen du Kenya de nombreux travaux s'accordent sur cette analyse. Entre autres : SALVADORI M. La colonisation européenne au Kenya. (1938). BUIJTENHUIJS R. Le mouvement Mau-Mau. (1971). REDLEY M. The politic of Predicament. (1976).
2. REDLEY M. The politic of a Predicament. p. 12 (1976).
3. Les chiffres concernant la population européenne du Kenya dont j'ai pu disposer proviennent de deux sources : Quatre recensements réalisés en 1911, 1921, 1926, 1931 dans l'ensemble du protectorat et de la colonie sur la population " non-indigène " et l'énorme compilation réalisée par R. KUCZYNSKI. Demographic Survey of the British Colonial Empire. (1949). Volume II. East Africa etc... le chapitre concernant le Kenya commence p. 126.
4. KUCZYNSKI R. A demographic Survey of the British Colonial Emprie. (1949).
5. REDLEY M. Politic of a Predicament. (1976). p. 3
6. KUCZYNSKI R. A Demographic Survey of the British Colonial Empire. (1949). p. 126
7. HUXLEY E. White Man's Country. Volume II. p. 55-56 (1935).
8. CLAYTON A. and SAVAGE D. Government and Labour in Kenya 1899-1963. p. 139-140 (1974)

9. REDLEY M. Politic of a Predicament. p. 9
10. 1911 - 1921 - 1926 - 1931. Census RCS
11. KUCZINSKY R. A demograpic Survey of the British Colonial Empire. (1949). p. 126. A partir de 1906 la même loi s'applique à toutes les populations vivant en ville elle est sans effet jusqu'en 1922. C'est seulement dans les années 30 que le taux de natalité et de mortalité des populations non-européennes du Kenya sera enregistré.
12. SALVADORI M. La Colonisation Européenne au Kenya. (1934). p. 107
13. KUCZYNSKI R. A demographic Survey of the British Empire. (1949).
14. ELIOT Sir Charles. The East Africa Protectorate. (1905). p. 1.
Sir Charles Eliot donna sa démission après un désaccord entre lui-même et le Foreign Office à propos de terres de pâturages Masaï dont il avait promis la concession à des Européens. Avant d'être en poste au Kenya, Sir Charles Eliot avait occupé des postes diplomatiques, en Russie, au Proche-Orient et aux Etats-Unis. Après sa démission en 1904, il devient Vice-Chancellor de l'Université de Sheffield jusqu'en 1911-1912. Vice-Chancellor de l'Université de Hong-Kong 1920-1926. Ambassadeur au Japon.
15. ELIOT Sir Charles. The East Africa Protectorate. (1905). p. 151
16. GOUROU P. L'Afrique. (1971). p. 242
17. GOUROU P. L'Afrique. (1971). p. 262
18. C'est le titre de l'ouvrage d'Elspeth Huxley White Man's Country.
19. WARD H.F. and MILLIGAN J.W. Handbook of BEA 1912-1913.

20. REDLEY M. Politic of a Predicament. (1976). p. 19
21. Kenya Census 1921-1926-1931. RCS
22. PARKER M. Political and social aspects of the development of Municipal government in Kenya with special references to Nairobi. (1947). p. 7
23. Kenya Census 1921-1926-1931. RCS
24. Calcul fait par moi-même d'après les chiffres concernant la population de Nairobi par sexe dans les recensements de 1911 à 1931.
25. Nairobi District Census. 1911, KNA. Blue Book 1933. General Census 1948 in Anderson, Silberman and Thornton White. Master Plan for a colonial capital. (1948).
26. CARMAN J. A medical History of Kenya. A personal memoir. p. 14
27. CARMAN J. A Medical History of Kenya. (1976). p. 14
28. Annual Reports années 1904-1916. European Hospital, admissions. Après 1916 les rapports ne font plus état des cas soignés à l'hôpital.
29. Voir les guides du Kenya suivants : WARD H.F. and MILLIGAN J.W. Handbook of British East Africa. 1912-1913. STRANGE N.K. Kenya to day. 1934. WELLER H.O. Kenya without prejudice. 1931. The Traveller's guide to Kenya and Uganda. 1937.
30. SALVADORI M. La colonisation Européenne au Kenya. 1934. pp. 147-148.
31. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976. p. 54.

Chapitre II - Origines géographiques et sociales de la population blanche

1. ESSENTIELLEMENT DES BRITANNIQUES

Ce sont les Britanniques qui dominent massivement la population européenne du Kenya. En 1931, sur 16.812 Européens 14.556 sont originaires du Royaume Uni (1).

Au cours des premières années de la colonisation européenne on a dénombré comme Européens, les Eurasiens (métis Anglo-Indiens, Indiens des comptoirs Portugais émigrés au Kenya, Seychellois etc...).

A partir de 1907 ces derniers sont assimilés aux Indiens (2). Mais ce problème des Eurasiens apparaît ponctuellement dans la presse locale et le 2 Octobre 1910 un des journaux locaux " The Leader of British East Africa, Uganda and the Lakes " en fait le sujet de son éditorial avec comme titre " La ligne de démarcation " " Ici en Afrique de l'Est Britannique le terme Eurasien couvre vraiment un très large champ - si large qu'il tend à devenir vraiment embarrassant. Des gens de la couleur la plus basanée, parfois complètement noire, d'origine indienne, avec quelques prétentions à un mélange racial Européen, remontant à une date ancienne et qui adoptent les coutumes européennes sont Eurasiens. De même des individus et des familles sans distinction dans leur apparence ordinaire des Européens ayant une situation sociale, de l'édu-

cation, des habitudes et des coutumes européennes sont quelquefois découverts par une personne particulièrement sensible, quelquefois avec raison et quelquefois sans, comme *Eurasiens*". Le journal continue en expliquant que si une famille Européenne a brisé "*la loi de la préservation raciale*" par un mariage interraciel puis réparé cette erreur par des mariages ultérieurs intra-européens, on ne doit pas classer cette famille dans la catégorie des *Eurasiens*. Cet article révèle l'agacement des colons vis-à-vis d'Indiens qui ont la nationalité Européenne et donc revendiquent les mêmes droits que les descendants de métis Anglo-Indiens. Ces métis Anglo-Indiens sont venus au Kenya pour participer à la construction de la voie ferrée Kenya-Uganda. c'est le cas de la famille Preston, probablement d'origine Anglo-Indienne. Ronald O. Preston, Ingénieur du chemin de fer a passé la plus grande partie de son enfance dans un orphelinat indien. Sa femme, Florence, fut une des rares femmes blanches à suivre la construction de la voie ferrée de bout en bout. (3).

Mais les Anglais venus des Indes comptent peu dans la population du protectorat, une poignée d'ingénieurs ayant participé à la construction du chemin de fer de Mombasa jusqu'au lac Victoria et qui ont été séduits par ce nouveau protectorat au point de s'y installer (4).

Pour attirer en nombre des colons efficaces pour l'occupation de terres vierges le High Commissioner de l'East Africa Protectorate Sir Charles Eliot a lancé une campagne publicitaire en Afrique du Sud et jusqu'à la première guerre mondiale l'influence des Sud-Africains marquera le protectorat. En 1931, l'élément Sud-Africain ne compte plus que pour

7% de la population blanche (5). On dénombre aussi parmi les Britanniques des colons venus d'autres dominions, du Canada, de Nouvelle-Zélande ou d'Australie. mais l'illusion de faire du Kenya une nouvelle terre de peuplement blanc avec l'accession à l'autonomie et une politique du travail calquée sur celle de l'Afrique du Sud s'évanouit assez rapidement.

Après 1919, les colons Britanniques viennent surtout de Grande-Bretagne (6).

Parmi les différentes communautés Européennes présentes au Kenya, la plus nombreuse est celle des Afrikaans. Ces boers arrivés en chariots ou par la mer sont 813 en 1931. Ils se sont isolés géographiquement et culturellement des anglophones en s'installant sur le plateau de Uasin Gishu, allant jusqu'à avoir leurs propres écoles en Hollandais (7).

Il existe aussi une communauté juive au Kenya mais très peu nombreuse. Des juifs d'Europe Centrale s'installent dans les environs de Nairobi en 1903 fuyant les pogroms de Russie et en 1912, une synagogue est construite en ville (8). Quand dans les années 30 la communauté juive du Kenya souhaitera accueillir des juifs fuyant les persécutions nazies, le gouvernement colonial donnera son accord à la condition que ces derniers justifient de revenus élevés (9).

Pourtant une partie du protectorat Est Africain a manqué devenir une " anti-chambre pour la Terre Sainte ". Sur une idée du Colonial Secretary, Joseph Chamberlain, le congrès sioniste de Bâle réuni en 1903 et quoique divisé a accepté qu'une mission de délégués de ce congrès et d'officiels Britanniques se rendent en Afrique de l'Est. L'idée était

d'examiner les possibilités d'installation de communautés juives de Pologne ou de Russie victimes de Pogroms, dans une région du protectorat (10).

Ce projet est officiellement abandonné par le congrès sioniste de Bâle de 1905. Il n'avait d'ailleurs pas l'approbation de tous les officiels Britanniques. Sir Charles Eliot en poste au moment de la proposition s'adresse ainsi par lettre à Lord Delamere : "*Je ne suis pas anti-sémite et je ne partage pas vos objections vis-à-vis des colons Indiens ou d'autres nationalités non-Anglaises, mais je confesse que aussi bien que je comprenne la présente proposition je la vois avec des sentiments contradictoires*". (11)

Si les membres de l'administration coloniale expriment leur désaccord avec prudence et en termes modérés, cela n'a pas été le cas de la population européenne déjà installée au Kenya quand cette affaire a lieu. L'East African Standard se fait l'écho de la fureur et du refus du projet par les colons : un "Comité contre l'immigration sioniste" est fondé avec Lord Delamere pour président et des arguments contre l'installation de juifs au Kenya sont définis : les juifs épuisent les ressources d'un pays plutôt que de l'enrichir, avant d'aider les juifs, il faut aider les pauvres fermiers anglais, les juifs ne sont pas de bons agriculteurs, le gouvernement ne peut donner à des juifs ce qu'il a promis à des Anglais, donner de la terre à des juifs pauvres ne permettra pas de rembourser la construction de l'Uganda Railway, les juifs créeront une autre minorité ne se mêlant ni aux Européens, ni aux Africains (12).

Tous ces arguments anti-sémites, virulents rendent surtout compte de deux choses : tout d'abord la communauté Européenne installée au Kenya n'a fait qu'exprimer des sentiments communs à l'ensemble de l'Europe en ce début du XXe siècle, elle transporte avec elle tous les préjugés de la société dont elle est issue.

Et cet incident est très caractéristique de l'attitude qu'auront les colons, tout au long de la période coloniale, frondeuse et agressive à l'égard du gouvernement britannique lorsque Londres prendra une décision qui leur déplait.

Les juifs venus s'installer dans le colonie à titre individuel ne subiront aucune mise à l'écart de la part des colons britanniques.

La communauté britannique du Kenya a tendance à rejeter tout élément qui pourrait mettre en cause sa pureté anglo-saxonne, sa culture ou sa langue. C'est une question de survie pour cette communauté en elle-même faible numériquement. Elle rejette les juifs mais aussi les Allemands et les Italiens pendant la montée du fascisme dans les années trente; quand les gouvernements de ces deux peuples revendiquent la reconquête de leurs territoires coloniaux perdus, le Tanganýka pour l'Allemagne ou la conquête de nouveaux territoires ayant une frontière avec le Kenya, l'Abyssinie pour l'Italie. C'est à l'égard des Scandinaves que les colons du Kenya se montreront les plus accueillants.

Les autres communautés européennes sont en très petit nombre au Kenya, le recensement de 1931 dénombre 314 Allemands, 202 Italiens, 87 Français et 687 diverses nationalités.

Beaucoup de ces européens sont employés par les missions, sinon ils

sont venus s'installer au Kenya pour des raisons individuelles. Les sources sont rares à leur sujet et il faudrait avoir accès à des archives privées pour pouvoir dire qui ils sont et ce qu'ils font au Kenya. D'autre part, ils sont si peu nombreux qu'il est certainement difficile de créer des groupes différents. Parce qu'ils apparaissent dans les archives officielles, je peux évoquer quelques cas. Celui de Monsieur Mayer par exemple, cet Allemand venu d'Afrique du Sud au Kenya dès le début de la colonisation est le fondateur du principal journal de la colonie, l'East African Standard. Installé d'abord à Mombasa, puis à Nairobi quand celle-ci devient capitale du protectorat. Il est associé avec un Anglais, Monsieur Anderson dont l'épouse est Belge. Ils agrandissent leur entreprise qui devient la Standard Printing and Publishing Works qui imprime ainsi leur propre journal.

En 1914, Monsieur Mayer est arrêté comme tous les sujets allemands et autrichiens résidant dans le Protectorat et qui en raison de la déclaration de guerre sont à priori considérés comme des ennemis.

L'East African Standard publie à ce sujet un article très optimiste, puisque Monsieur Mayer est fidèle à la cause de l'Alliance il sera rapidement libéré. Enfin Madame Anderson, associée dans l'entreprise et Belge de naissance, a des membres de sa famille combattant en Europe contre l'Allemagne. mais en 1916, Madame Anderson divorce de son mari pour épouser Monsieur Mayer, l'entreprise devenant ainsi à majorité allemande, donc ennemie, elle est soumise à la liquidation obligatoire.

Le Governor Sir Henri Belfield intervient auprès du Colonial Office pour demander la suspension de la liquidation. Il invoque pour cela

l'appartenance de Monsieur Mayer à la Military Intelligence Service au grade de Lieutenant et sa demande de naturalisation britannique qui n'a pas été satisfaisante en raison des lenteurs dues aux règlements de la colonie et à la guerre. Il obtient gain de cause.

En 1918, R.F. Mayer vend la majorité des actions de l'East African Standard, Lord Howard de Walden et Ewart Gorgan sont parmi les principaux actionnaires.

Monsieur Mayer garde cependant le poste de managing director. Il est maire de Nairobi de 1930 à 1931 et décède au Kenya en 1934 (13).

Le Baron et la Baronne Von Finecke Blixen sont Danois et achètent une ferme à Ngong près de Nairobi en 1913. Après leur divorce, celle qui sera connue comme écrivain sous le nom de Karen Blixen, continue d'exploiter leur plantation de café seule mais elle échouera et vendra la propriété en 1931 avant de rentrer définitivement au Danemark. Achetée par une compagnie son terrain est divisé en lots constructibles qui devient un des quartiers résidentiels chic de Nairobi et qui porte son nom, Karen (14).

Northrup McMillan est un milliardaire américain, aussi volumineux qu'il est riche. Il est venu s'installer au Kenya pour chasser du gros gibier à loisir et est propriétaire d'une maison à Nairobi, Chiromo, et d'un grand domaine Donyo Sabuk. Après sa mort, sa veuve offre à Nairobi une bibliothèque, la McMillan Memorial Library construite au centre de la ville dans le plus pur style néo-classique cher aux Américains (15). Delamere qui prononce un discours inaugural le jour de la cérémonie d'ouverture de la bibliothèque rend hommage " à un pionnier et un

ami ". " Il repose ici au Kenya dans la montagne de Donyo Sabuk - au sommet du versant qui domine le pays qu'il aima et à la lisière du parcours des buffles et du grand gibier - qui associés avec ses instincts pionniers - l'attirèrent en premier lieu au Kenya pour commencer l'oeuvre de sa vie ". (16).

Si il est facile d'évoquer des personnages comme Karen Blixen et Northrup McMillan, que ce soit pour leur aristocratie ou leur richesse, ils ne sont en aucun cas représentatifs des colons européens du Kenya. Pas plus que ne le sont les quelques aristocrates britanniques qui, installés au Kenya, ont donné lieu à une littérature biographique abondante. Les principaux sont Lord Delamere, Ewart Grogan, Lord Francis Scott parce qu'ils ont joué un rôle politique local et n'ont pas hésité à faire parler d'eux et de leurs revendications jusqu'en Grande-Bretagne. On peut aussi nommer the Honourable Galbraith et the Honourable Berkeley Cole, beaux-frères de Lord Delamere, the Honourable Denys Finch Hatton, Lord Errol, etc ... Si ces personnages defrayent la chronique locale, donnent un parfum aristocratique à l'installation européenne au Kenya, fascinent quelques hagiographes, ne voir qu'en eux la réalité coloniale est une erreur un peu facile. Evidemment, cerner les différentes composantes sociales des blancs du Kenya n'est pas chose simple (17).

2. UNE COLONIE " UPPER MIDDLE CLASS "

Après la première guerre mondiale et la mise en place du Soldier Settlement Scheme, l'immigration au Kenya se limite aux personnes dis-

posant d'un certain capital pour pouvoir payer le prix élevé du terrain. Dans le cadre du Scheme lui-même, seulement 2% des terres sont allouées à des hommes sans capitaux pour le reste, l'éligibilité du candidat dépend de moyens supérieurs à £ 1000 élevés à £ 5000 à la fin du Scheme (18).

Pour disposer d'une telle somme il faut appartenir à une catégorie sociale aisée en Grande-Bretagne.

Venir de cette classe moyenne supérieure dont " la fortune familiale provient d'une entreprise de fabrication, de commerce ou de ces professions qui ont brouillé les distinctions de classe de la société victorienne. L'enseignement des " Public School " a fourni la base d'une référence pour ceux qui ne peuvent se réclamer d'aucune autre distinction commune avec ceux qui peuvent. L'origine des colons de l'après-guerre doit beaucoup plus aux propriétaires de moulins et d'usines, aux presbytères de campagnes et aux mess des Officiers de l'armée des Indes qu'aux lignages aristocratiques " (19).

Cette origine sociale explique peut être la fascination exercée par la minorité aristocratique qui réside au Kenya et donne le ton. D'autre part, il coûtait moins cher d'entretenir des domestiques au Kenya qu'en Grande-Bretagne et pour certains la satisfaction psychologique de mener une vie agréable sous un climat agréable comptait plus que le réel profit financier. On disait pendant l'époque coloniale " le Kenya pour les Officiers et la Rhodésie pour les Sergents ".

Beaucoup de ces colons issus du milieu des affaires en Grande-Bretagne n'hésitent pas au Kenya à diversifier leurs activités. Certes ils sont

propriétaires de domaines agricoles mais ils investissent aussi dans les entreprises industrielles (alimentaires, scieries) ou des compagnies d'affaires (ventes immobilières, transports). Sans que cela signifie pour autant qu'ils obtiennent des profits.

D'autres classes sociales britanniques sont présentes au Kenya, mais dans cette communauté européenne si peu nombreuse, la classe moyenne supérieure domine largement.

Il y a en ville de nombreux salariés qui viennent au Kenya sur contrat et ne restent que s'ils trouvent un emploi sûr et définitif. Des colons échouent dans leur entreprise et rentrent alors en Angleterre.

Dans les années 1930 apparaît une certaine proportion de petits blancs mais très difficile à évaluer et elle n'affecte sans doute pas la caractéristique sociale principale de la colonie décrite ici.

NOTES DU CHAPITRE II : ORIGINES GEOGRAPHIQUES ET SOCIALES
DE LA POPULATION BLANCHE

1. KUCZINSKY R. A Demographic Survey of the British Colonial Empire.
1949 p. 164
2. SALVADORI M. La Colonisation Européenne au Kenya. 1934 p. 74
3. MILLER C. The Lunatic Express. 1971 p. 336
4. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976 p. 9
5. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976 p. 9
6. BUIJTENHUIJS R. Le Mouvement Mau-Mau. 1971 p. 6
7. KUCKZYNSKI R. A Demographic Survey of the British Colonial Empire
1949 p. 164

Sur la raison du " Grand trek " des Boers d'Afrique du Sud vers le Kenya, les avis divergent. Pour SORRENSON M.P.K. dans Origins of European Settlement in Kenya. 1968 p. 64, il s'agit " d'irréconciliables " mécontents des termes de la paix, pour REDLEY M. dans Politic of a Predicament. 1976 p. 9, ces immigrants étaient partisans des Anglais pendant la guerre des Boers et craignant des représailles préfèrent quitter l'Afrique du Sud.
8. CARLESBACH J. The Jews of Nairobi. 1903-1962 p. 9
9. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976 p. 11

Confirmé par Monsieur T.C. Colchester, G.B., entretien 29.11.1984
Fonctionnaire colonial au Kenya 1928-1963

10. HUXLEY E. White Man's Country. 1935 Tome I p. 117 à 125.
 Chapitre 6 " An Antechamber to Holy Land " : Madame Huxley tout en n'adhérant pas à l'anti-sémitisme violent exprimé par les colons européens du Kenya profite de cette anecdote pour ridiculer la mission composée d'officiels Britanniques et de délégués juifs: Elle suggère que celle-ci n'a duré que trois jours et que le renoncement au projet est dû aux ampoules résultant d'une longue marche et aux nuits blanches passées dans l'angoisse d'une éventuelle attaque de lions ou de guerriers Masai. L'aspect polémiste du livre d'Elspeth Huxley apparaît de façon évidente dans ce chapitre. Julius CARLEBACH dans son court ouvrage The Jews of Nairobi ne manque pas de répondre à cette ironie et affirme la compétence des délégués juifs. Le septième congrès sioniste réuni à Bâle en 1905 a passé une résolution expliquant " que la région proposée n'était pas suffisante dans son étendue et ses ressources pour la colonisation sur une large échelle " p. 22
11. Lettre de Sir Charles ELIOT à Lord DELAMERE, citée par Elspeth HUXLEY p. 122
12. East African Standard. 5 septembre 1903
13. Cette courte biographie de R.F. MAYER a pu être établie grâce à l'East African Standard du 21 Novembre 1914, le document CO 533/168, REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976 p. 46 et p. 12.
 FARRANT L. The Legendary Grogan. 1981 p. 128. HUXLEY E. White Man's Country. 1935. Volume I p. XIV. ONYUKA R. The First Citizens of Nairobi.

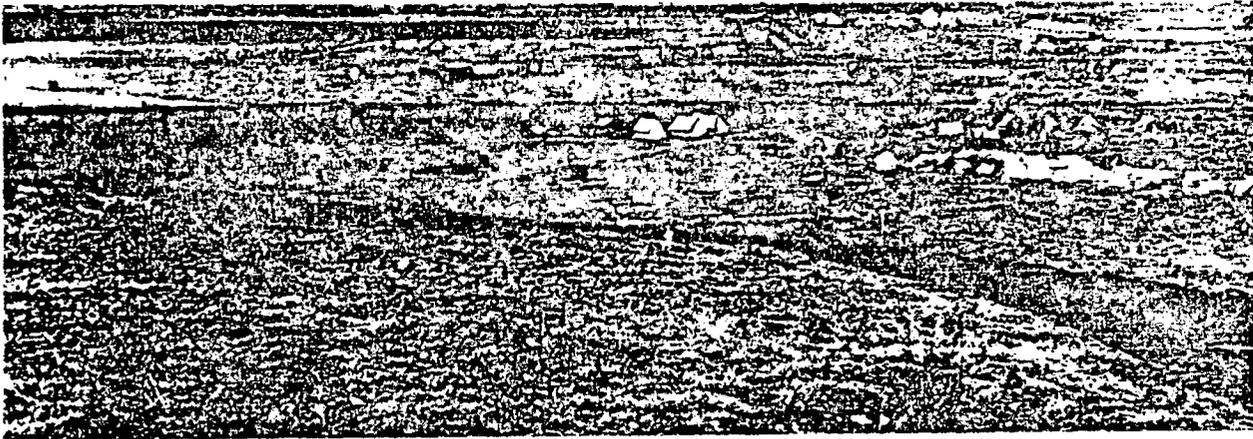
14. Karen BLIXEN est connue pour son oeuvre littéraire, son séjour au Kenya lui inspirera La ferme Africaine. Folio n° 1037, Paris Gallimard. Elle a aussi écrit Sept Contes Gothiques et les Contes d'Hiver. Une abondante littérature biographique lui a été consacrée. La plus complète est certainement la biographie de THURMAN J. Isak Dinesen The Life of Karen Blixen.
15. East African Standard. 20 Juin 1931. Sont présents à cette inauguration Lord Delamere, R.F. Mayer, Maire de Nairobi, le Gouverneur Sir Joseph Byrne, Lady Mc Millan et ses invités. Cette bibliothèque est toujours en usage et s'appelle toujours la Mc Millan Memorial Library. On y trouve au sous-sol la collection des journaux coloniaux. L'E.A.S. et le Leader, au rez-de-chaussée, une bibliothèque de prêt d'ouvrages variés et au premier étage l'Africana Room qui ne contient que des ouvrages à consulter concernant l'Afrique.
16. Discours inaugural de la Mc Millan Memorial Library prononcé par Lord Delamere et reproduit par l'East African Standard du 20 Juin 1931.
17. De nombreux ouvrages très récents sont consacrés à ces personnages de la colonie du Kenya : FARRANT L. Legendary Grogan. 1981.
TRZEBINSKI E. Silence Will Speak. 1977. FOX J. White Mischief. 1981. BEST N. Happy Valley. 1979
18. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976. La source d'informations que j'ai retenue pour une présentation de l'origine sociale des colons, nulle part ailleurs je n'ai trouvé une telle analyse et je n'ai disposé de sources me permettant de la réaliser moi-même

Michael Redley explique qu'il a interviewé une cinquantaine de colons venus au Kenya avant 1930 pour obtenir ces informations p. 10.

19. REDLEY M. Politic of a Predicament. p. 10

Deuxième partie

LA MISE EN PLACE DE LA VILLE, URBANISME
ET SEGREGATION



i. NAIROBI en 1899

(from H. Binks African Rainbow, London,
Sidgwick and Jackson, 1954, p. 33)

Chapitre II - Problèmes techniques

1. LE TRACE DE LA VILLE.

En 1899, Sir George Whitehouse, ingénieur en chef de l'Uganda Railway Company, décide de mettre en place un dépôt de matériel rapproché avant le difficile franchissement de l'escarpement Mau par la voie ferrée reliant Monbasa au lac Victoria. Le site choisi est situé au pied de collines, à la fin des plaines Athi, à une altitude de 1700 m. Il est connu des Masaï qui l'appellent " Enkare Nairobi ", " l'eau fraîche ", mais aucun habitat africain permanent n'y est établi (1). Dans un livre de souvenirs, le Colonel Patterson, ingénieur de l'Uganda Railway Company raconte ainsi les débuts de la ville :

" La voie ferrée atteint Nairobi et je reçus la charge de la nouvelle division de la ligne. Nairobi devait devenir le quartier général de l'administration du chemin de fer et il y avait une immense quantité de travail à fournir pour convertir une plaine absolument dénudée à 327 miles de la localité la plus proche où même un clou devait y être acheté, en un centre actif de chemin de fer " (2).

Mais Nairobi ne reste pas longtemps une ville ferroviaire, trois mois après l'installation de l'Uganda Railway Company, le gouvernement colonial décide de transférer l'administration provinciale de l'Ukamba de Machakos à Nairobi, pour une plus grande facilité de communication avec

Mombasa. C'est le Provincial Commissioner, John Ainsworth qui est responsable du transfert :

" Je reçus des instructions pour faire les arrangements nécessaires au déplacement du quartier général de Machakos à Nairobi, où la voie ferrée était maintenant en place. Le 24 août (1899) je me rendais à Nairobi pour sélectionner et réserver les emplacements des bureaux, des résidences et des quartiers de la police " (3).

Le Foreign Office a ordonné le déplacement du centre administratif de Machakos à Nairobi mais aucune instruction n'a été donnée quant à la mise en place de la ville. L'Uganda Railway Company est propriétaire du terrain qui s'étend sur un mile de part et d'autre de la voie ferrée, John Ainsworth doit donc négocier avec Sir George Whitehouse pour que la compagnie cède des terrains à l'administration coloniale : toute la rive nord de la Nairobi River, quelques parcelles sur la rive sud et le nord ouest de Nairobi Hill sont mis à la disposition du Provincial Commissioner pour qu'il y établisse les quartiers de l'administration (4).

Dans ses mémoires, John Ainsworth décrit ainsi la Nairobi des premières années : *" A la fin de 1899 l'administration du Railway avait tracé une route appelée Victoria Street qui partait du côté ouest de la gare jusqu'à la Nairobi River sur laquelle un pont était bâti. (...) Une autre route parallèle avec Victoria Street quittait l'entrée de cette gare. Cette route prit le nom de Government Road. Elle prenait un tournant à droite à peu près à 400 yards de la gare et entra dans le prolongement de Victoria Street près du pont. A partir du tournant*

jusqu'à la proximité du pont un espace était à l'usage du bazar indien. Plus tard, je me chargeais de tracer la route à partir du tournant et d'aller selon une ligne appelée Government Road jusqu'à l'endroit où la Nairobi River est traversée par le pont Ainsworth. Ensuite, la route appelée plus tard Ngara Road fut tracée le long du sommet de la rive nord de la rivière pour rejoindre Kiambu Road. A une distance assez courte du sommet de Ainsworth Hill, un embranchement rejoignit ce qui est maintenant Parklands et à partir de là Sclater Road " (5).

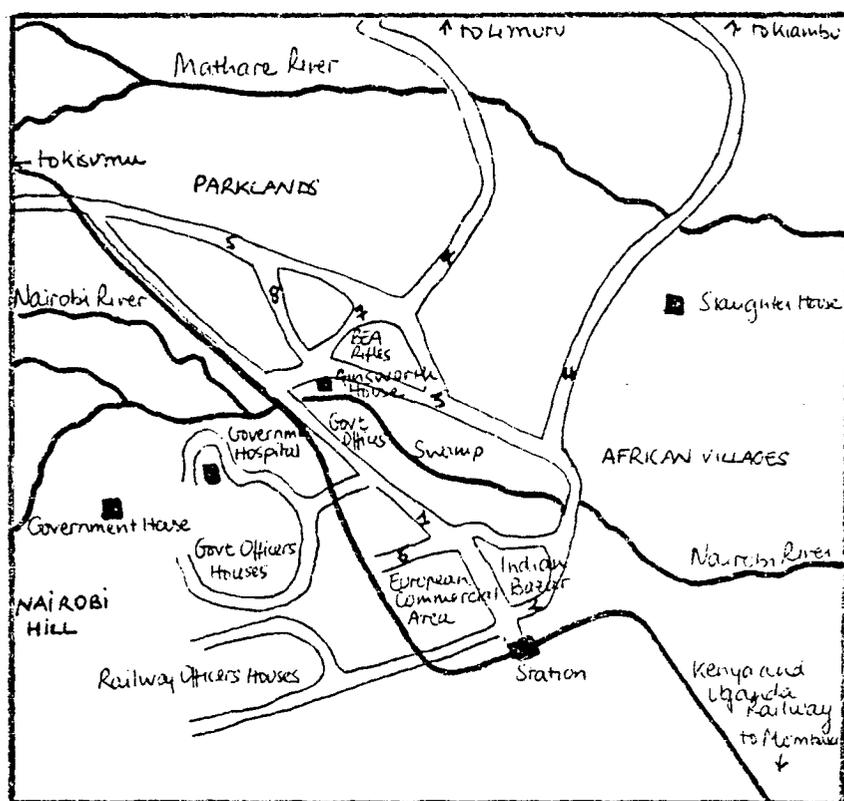
Le long de ces premières rues se répartissent les différents quartiers : les coolies employés par l'Uganda Railway Company sont logés dans la plaine à l'ouest de la gare, les ingénieurs ont leur quartier sur Nairobi Hill dans la partie sud de la colline. Le long de Victoria Street s'établit un petit centre commercial européen composé, comme le décrit encore John Ainsworth, d'un magasin général, d'un petit hôtel, de magasins d'équipement, d'une poste et d'une succursale de la National Bank of India (5). Les bureaux de l'administration coloniale se trouvent sur Government Road et les bungalows des fonctionnaires dans la partie nord de Nairobi Hill. Government House, la résidence du Commissioner est aussi construite sur Nairobi Hill.

John Ainsworth choisit pour l'emplacement de son bungalow la colline qui domine la rive nord de la Nairobi River, au dessus d'Ainsworth Bridge (6). Le quartier militaire des Kings African Rifles se trouve sur la même colline mais derrière Ngara Road, il sera ensuite déplacé sur Nairobi Hill.

En 1900, les limites de la municipalité de Nairobi sont fixées à l'intérieur du district de Nairobi par un cercle imaginaire de 1 mile et demi de rayon à partir d'un point situé sur Government Road face au bureau du Provincial Commissioner (7). La zone ainsi délimitée couvre une surface de 7 square miles et le Superintendent of Public Works dans un rapport sur Nairobi demandé par le High Commissioner, Sir Charles Eliot prévoit certaines difficultés : *" En raison de la grande superficie de Nairobi complètement hors de proportion avec sa population, et de ses différents quartiers séparés par de longues distances, tout système d'ensemble de drainage par canalisation coûterait extrêmement cher et serait très difficile à réaliser en raison de la nécessité d'une pente suffisante. Pour les mêmes raisons l'éclairage et la police coûteront cher "* (8).

Cet extrait du rapport du Superintendent Baty résume l'essentiel des problèmes que rencontre le gouvernement colonial avec la fondation de Nairobi. Sir Charles Eliot, Commissioner, est à l'origine de la politique de peuplement Européen des hautes terres, il est donc très favorable à la création d'une capitale administrative au centre du pays. Le site de Nairobi offre un certain nombre de difficultés spécifiques auxquelles le Foreign Office ne lui donne pas les moyens financiers de répondre. Pour chacune d'elles le gouvernement colonial cherchera une réponse pragmatique, avec comme seul impératif que cela lui coûte le moins cher possible.

2. NAIROBI vers 1905



1. Government Road
2. Victoria Street
3. Ngara Road
4. Kiambu Road
5. Sclater's Road
6. 6th Avenue
7. Limuru Road
8. Kikuyu Road

(carte tracée d'après la carte de Nairobi en 1937 in *The Traveller's Guide to Kenya and Uganda* p. 90).



2. NAIROBI EN 1904

(from H. Binks African Rainbow, London,
Sidgwick and Jackson, 1954, p. 33

2. L'ALIMENTATION EN EAU ET EN ELECTRICITE, LE DRAINAGE DE LA VILLE DE NAIROBI.

En créant Nairobi les ingénieurs de l'Uganda Railway Company ont eu comme premier souci de l'alimenter en eau courante et potable. L'eau de Nairobi River pompée et acheminée par des tuyaux jusqu'au quartier du chemin de fer a permis un premier approvisionnement. Le débit s'avérant rapidement insuffisant, la compagnie construit un petit barrage sur la rivière à la hauteur de la mission catholique. Pendant la saison des pluies l'eau du réservoir se trouble, prend la couleur d'une soupe de pois et est imbuvable si elle n'est pas traitée, selon le Docteur Boedeker qui est un des premiers médecins de l'administration coloniale en poste à Nairobi (9).

L'Uganda Railway Company décide alors d'aller chercher l'eau d'une source éloignée, à 13 miles de la ville, et qui est une des sources de la Nairobi River. Un pipeline conduit l'eau jusqu'à Nairobi Hill, elle est répartie dans plusieurs réservoirs à partir desquels elle est distribuée dans toute la ville. Cent mille à cent trente mille gallons d'eau par jour sont ainsi acheminés jusqu'à Nairobi (10). (380.000 à 494.000 litres).

En 1901, Sir Charles Eliot, a informé le Secretary of State for Foreign Affairs, Lord Lansdowne, qu'il avait passé un accord avec Sir George Whitehouse pour l'alimentation en eau du quartier militaire. L'Uganda Railway Company se charge de tous les travaux nécessaires pour conduire l'eau jusqu'aux baraquements moyennant une location mensuelle de 25 roupies par mois (11). Cet accord s'élargit à toute la distribution

de l'eau dans la ville et le Docteur Boedeker estime que l'Uganda Railway Company réalise un profit non négligeable en percevant une redevance de 5 roupies par mois pour chaque arrivée d'eau installée par ses soins (12).

La correspondance entre le Foreign Office et le Commissioner au sujet de la construction de Nairobi révèle que ce dernier ne dispose que d'un budget très limité ne lui permettant pas d'investissements coûteux. C'est ce qui explique que Sir Charles Eliot ait laissé à l'Uganda Railway Company le monopole de la distribution de l'eau de la ville. Le Superintendent of The Public Works Department recommandait pourtant que l'eau soit distribuée par le gouvernement colonial et à prix coûtant (13).

C'est seulement en 1921 que le conseil municipal de Nairobi obtient de l'Uganda Railway Company la vente de l'eau de la ville, et pour la somme de £ 20.000 payables en vingt ans à raison de £ 1.700 par an. Pour les cinq années qui suivent la date de la vente, l'Uganda Railway Company est distribuée gratuitement en eau, à échéance de cet accord la municipalité s'engage à ne facturer qu'à prix coûtant la consommation de la compagnie (14).

Certains documents rédigés à des époques variées critiquent le choix du site de Nairobi en raison de l'insuffisance du débit de l'eau potable. Dès 1912, le Political Record Book of Nairobi district affirme que la production d'eau de la ville est trop basse pour une population sans cesse croissante. Ce rapport chiffre à 9 gallons par jour et par personne la quantité d'eau disponible pour chaque habitant et estime ce volume très insuffisant (34,2 litres par jour et par personne).

En 1911, Nairobi compte, selon le recensement local 16.107 habitants et le débit de l'eau acheminée jusqu'à la ville est de 130.000 gallons environ. mais une question se pose alors : peut-on comparer la consommation quotidienne d'eau d'un habitant Européen, Indien et Africain ? Cela suppose que tous ont l'eau courante et payent les cinq roupies par mois de redevance à l'Uganda Railway Company (15). L'argument principal du Superintendent Baty en faveur d'une prise de contrôle de la distribution de l'eau de la ville de Nairobi par le gouvernement colonial, est une distribution à prix coûtant de façon à ce qu'un plus grand nombre d'habitants puissent en disposer pour éviter que la population n'aille s'approvisionner à l'eau de la rivière qu'il considère comme non potable (16).

En 1940, un plan d'urbanisme est réalisé pour Nairobi, là encore le bilan concernant l'alimentation en eau est défavorable. Les auteurs ont calculé que Nairobi ne pouvait fournir en eau que 70.000 habitants, à raison de 50 gallons d'eau par jour et par personne (190 litres d'eau par jour et par personne) alors qu'elle en compte plus de 100.000 (17). En l'espace de 30 ans le volume d'eau par jour et par personne a considérablement augmenté et le débit de l'eau à Nairobi a suivi ces exigences grâce au Ruiru Water Supply qui fournit à la ville 2.000.000 de gallons d'eau par jour (7.600.000 litres d'eau par jour) depuis 1938 (18).

Par contre, c'est le même calcul abstrait qui est de nouveau réalisé, comme en 1912 : une division de la production d'eau par le nombre d'habitants que compte Nairobi. Je me pose alors la même question, peut-on

comparer la consommation d'eau d'une famille européenne résidant dans un bungalow équipé du confort moderne, de l'eau courante et qui voudra arroser son jardin, et celle d'une famille africaine qui ne dispose que d'un robinet extérieur commun à tout le quartier ? Ce calcul me semble un peu réducteur par son simplisme.

D'autre part, il est impossible d'évaluer la quantité d'eau nécessaire par personne et par jour. Y-a-t'il une normalité dans ce domaine ? Monsieur T.C. Colchester, à qui j'ai posé la question, m'a répondu que Nairobi n'avait jamais manqué d'eau mais que les Européens en Afrique en consommaient toujours beaucoup trop (19).

La réputation de Nairobi qui serait construite sur un site impropre pour une ville parce que sans eau, me paraît erronée. La nécessité d'aller chercher l'eau de la ville à une distance éloignée est tout à fait surmontable techniquement, bien que coûteuse. C'est plutôt les variations pluviométriques selon les saisons et les années qui sont responsables de l'irrégularité du débit de l'eau, celle-ci venant même jusqu'à manquer pendant quelques heures par jour ou pendant quelques journées entières, désagrément très mal ressenti par les habitants. Au Kenya, ce phénomène n'est pas exclusif à Nairobi, d'autres villes connaissent les mêmes difficultés d'irrégularité de l'approvisionnement en eau (20).

Au contraire de la distribution de l'eau, l'éclairage de la ville est de la responsabilité du comité municipal dès la fondation de la municipalité de Nairobi en 1900 (21). Les premiers réverbères installés dans le centre-ville sont des lampes à huile. Elspeth Huxley raconte

quel fut leur sort : " Un de ses (il s'agit de Lord Delamere) exploits le plus spectaculaire eut lieu à Nairobi. Il avait eu une joyeuse soirée au vieux club de Nairobi. C'était juste après que l'éclairage des rues, une grande innovation, ait été mis en place. Après le dîner, la compagnie décida de sortir faire une course de pousse-pousse. (Avant-guerre, ces courses de pousse-pousse après dîner qui avaient lieu de haut en bas de Government Road et de 6th Avenue, remplaçaient le cinéma). Delamere avait toujours son revolver sur lui et les réverbères de la rue offraient une cible trop tentante pour y résister. Il tira dans les lampes de Government Road l'une après l'autre, avec une aisance remarquable vu les circonstances, et termina sa soirée en expédiant les lumières juste à proximité de la maison du Commissioner "

(22). Cet incident est surtout évoqué pour révéler un des aspects de la personnalité de Lord Delamere, mais d'après les mémoires de John Ainsworth, servir de cibles, semble bien avoir été le sort des premiers réverbères de Nairobi. Il écrit :

" Elles (les lampes à huile) étaient fréquemment brisées par les enfants et parfois par des adultes sous l'emprise de l'alcool " (23).

En 1906 commence l'électrification de l'éclairage des rues de Nairobi, très progressivement, quartier par quartier. Clement Hirtzel a obtenu pour sa compagnie, la Nairobi Electric Lighting and Power Syndicate, le monopole de l'approvisionnement en électricité de Nairobi. L'accord est signé pour dix ans avec une possibilité d'extension de vingt-cinq ans (24).

En 1910, le journal " The Leader " informe ses lecteurs que soixante-

quinze lampes ont été installées pour éclairer les rues du quartier de Parklands : cela concerne Kikuyu Road. Sclater's Road. Masara Road. Limoru Road et une partie de 2nd Avenue (25).

Au cours de la Première Guerre Mondiale, l'énergie électrique produite est destinée en priorité à l'armée, les rues de Nairobi restent obscures et les personnes privées reprennent leurs lampes à pétrole. Mais la guerre n'est pas seule responsable, en février 1915, Bruce Bremner, Assistant loco-superintendent pour l'Uganda Railway Company, écrit à sa soeur en Angleterre qu'il a dû remettre en usage ses lampes à pétrole. En raison de la sécheresse il n'y a plus d'électricité à Nairobi (26). En 1916, le contrat d'exclusivité de la Nairobi Electric Lighting and Power Syndicate n'est pas prolongé ; trop d'usagers se sont plaints de l'irrégularité de l'approvisionnement et des coupures de courant de longue durée pendant les saisons sèches. Le Chief Engineer de la société, Charles Udall, forme une nouvelle compagnie l'East African Power and Lighting Company dont il est le Manager. En 1923 il obtient le monopole de la production d'énergie non seulement pour Nairobi, mais aussi pour Mombasa. Etant conseiller municipal, puis maire de Nairobi quatre fois (en 1924, 1929, 1942 et 1943) il est certainement bien placé pour négocier ce monopole en sa faveur, malgré le désaccord de certains conseillers municipaux (27).

Le problème du drainage des eaux de pluies et des eaux usées est vu comme le plus difficile à résoudre par les autorités coloniales du protectorat dès les premières années de l'existence de Nairobi et ceci, jusqu'à la veille de la première guerre mondiale.

Dans son rapport annuel de 1903, Sir Charles Eliot exprime clairement sa pensée à propos de la ville de Nairobi :

" C'était à l'origine une ville ferroviaire, et le site qui a été choisi pour des raisons purement techniques n'est pas en même temps approprié pour une grande ville. C'est une plaine plate où le drainage est difficile " (28).

Dans son rapport daté de 1901 le Superintendent of The Public Works Department Baty a lui aussi jugé le site mal choisi :

" La plaine sur laquelle s'étend le quartier ferroviaire se transforme en marécage en saison des pluies et n'est pas facile à drainer " (29).

D'ailleurs les ingénieurs du chemin de fer ont fait construire leurs bureaux et les logements des employés, situés dans la plaine, sur des pilotis de 3 pieds de hauteur (environ 90 cm).

Ils ont aussi fait creuser des tranchées le long des rues pour drainer les eaux de pluie. Elles ont 4 pieds de profondeur (environ 1,20 m), 2 pieds de largeur au fond (environ 60 cm) et 4 pieds de largeur en surface. Le Superintendent Baty conclut :

" Il est à espérer que ces tranchées ne seront utilisées qu' pour l'eau de pluie et que ni les eaux usées, ni les détritiques et ordures ménagères ne seront jetés dans ces caniveaux (30).

En 1902, Sir Charles Eliot a adressé un télégramme au Foreign Office, signé par tous les Medical Officer du protectorat, condamnant le site actuel de Nairobi et recommandant le déplacement de la ville (31).

Ce télégramme est suivi d'un rapport sur les conditions sanitaires de la ville. Ce texte insiste surtout sur le fait que le site choisi par

les ingénieurs de l'Uganda Railway Company et eux seuls, ne convient pas à la création d'une ville. La raison principale invoquée par les rapporteurs est l'analyse de la composition du sol dans la plaine : le balsate, lave et fer, qui compose le sous-sol retient l'eau de pluie, celle-ci imbibe la faible couche de terre, 4 pieds maximum, qui le recouvre. La meilleure preuve de son impropriété au drainage est la Nairobi River qui forme un marécage (32). Sir Charles Eliot demande donc au Foreign Office le déplacement de la ville vers les collines du nord et de l'ouest, il en évalue le coût à £ 1.700. Cette demande est refusée par le Foreign Office qui la juge d'un prix trop élevé et d'une dépense inutile (32).

Avec une plus grande disponibilité financière ce problème de drainage aurait sans doute été résolu plus rapidement. En attendant, le Colonial Office envoie en 1906 à Nairobi, Bransby-Williams pour rédiger un rapport sur les conditions sanitaires et le drainage de la ville. Il recommande la construction d'un système d'égout qui rejetterait les eaux de pluie et les eaux usées dans la Nairobi River (33).

C'est très progressivement que ce système sera mis en place, jusqu'en 1913 les rapports annuels rappellent chaque année la mauvaise qualité du système de drainage à Nairobi. Si les eaux de pluies s'écoulent dans des caniveaux plus ou moins entretenus, les eaux d'égouts sont collectées et enterrées dans des tranchées à l'extérieur de la ville (34).

En 1913, le professeur Simpson, Professeur d'Hygiène à King's College à l'Université de Londres, visite l'East Africa Protectorate, l'Uganda

et Zanzibar afin d'en étudier les problèmes sanitaires.

" L'état de Nairobi en 1913, quand je l'ai visitée, montrait que peu de progrès avaient été accomplis dans l'intervalle. (depuis le rapport Bransby-Williams). Le bazar indien est toujours surpeuplé, le plan de drainage et d'égoût en est seulement à ses débuts et les clauses d'une Public Health Ordinance n'ont pas été rédigées " (35).

Le 29 septembre 1913, un décret de santé public est voté par le conseil législatif de l'East Africa Protectorate, sur la demande du Governor Belfield. Il ne concerne que Nairobi et sera bien entendu modifié et élargi par la nouvelle General Public Health Ordinance que prépare le Professeur Simpson et qui concerne l'ensemble du protectorat.

D'ici là elle oblige toute compagnie commerciale qui se rend propriétaire d'un terrain à usage agricole pour le revendre par parcelles constructibles, à réaliser les aménagements nécessaires à la santé publique, tels que branchements de l'eau courante, fosse septique, tout à l'égoût, etc ... Les plans de la compagnie doivent au préalable être soumis au contrôle du gouvernement et ce dernier peut se charger des travaux contre le versement par la compagnie concernée d'un certain pourcentage de ses revenus (36).

3. L'HYGIENE ET LA SANTE PUBLIQUE.

Si les médecins du gouvernement colonial du protectorat, si les administrateurs coloniaux comme le Superintendent Baty et le Commissioner lui-même s'opposent ainsi au choix du site de Nairobi parce que la solu-

tion du problème du drainage s'avère longue et coûteuse, c'est aussi par crainte du développement de certaines maladies.

Durant la saison des pluies, lorsque l'eau stagne, les médecins en poste à Nairobi constatent une augmentation des cas de bronchites et de pneumonies. Dès le premier rapport médical concernant Nairobi et daté de 1900, le Medical Officer insiste sur le fait que toute personne venant s'installer à Nairobi attrape un jour ou l'autre la fièvre malariale. Au début du siècle le paludisme est encore assez mal connu, et l'incubation de cette maladie étant d'une durée très variable selon les sujets, les cas dénombrés à Nairobi peuvent avoir été contaminés dans un autre lieu. Cependant le Medical Officer écrit :

" La situation du poste sur la pente d'une crête s'élevant au-dessus d'un marais est malheureuse ... Il ne peut y avoir de doute que la brume qui monte le soir, du marais, doit être impaludée " (37).

Mais Nairobi connaît aussi des épidémies graves telles que la peste, qui fait à plusieurs reprises des ravages. Dans ses mémoires, le colonel Patterson évoque la première épidémie, qui apparaît en 1902, dans le bazar :

" Je donnais aux natifs et aux Indiens qui l'habitaient un délai d'une heure pour décamper et sous ma propre responsabilité je fis brûler rapidement tout le quartier. Pour un procédé ainsi arbitraire je fus légèrement réprimandé, comme je m'y attendais, mais en même temps cela arrêta effectivement l'épidémie qui ne réapparut plus pendant le temps que je passais dans la région " (38).

Ce que le Colonel Patterson omet de mentionner c'est que l'épidémie

contamine 69 personnes, entre 50 et 60 d'entre elles meurent. D'autre part, sa technique radicale pour arrêter l'épidémie coûte cher, le gouvernement colonial débourse à cette occasion £ 23.000 de " compensation " et autres dépenses (39).

En Avril 1902 un avis paraît, imposant des restrictions de déplacement aux Asiatiques : durant l'épidémie de peste aucun d'entre eux ne peut quitter Nairobi sans un certificat assurant que pendant les dix derniers jours il n'est pas allé dans la zone infectée. Ce certificat ne peut être établi que par un officier européen du service public, par un supérieur de l'Uganda Railway Company ou par un employeur si ce dernier est Européen. Cet avis prend le titre de " Réglementation de la Peste, 1902 " (40).

La seconde épidémie de peste a lieu en 1905, le Commissioner, Sir Donald Steward envoie un télégramme très laconique au Colonial Office, date du 30 août : " *Un cas de peste à Nairobi. Un Africain* ". Le 5 septembre un autre cas est signalé. Le 8 septembre on dénombre quatre pestiférés à Nairobi, tous les quatre meurent. Le 9 septembre Sir Donald Stewart qui a déjà dépensé £ 1000 pour des mesures contre la propagation de la peste demande au Colonial Office de pouvoir dépenser £ 200 de plus. Cette dépense supplémentaire lui est accordée.

Le 24 octobre 1905 la quarantaine est levée à Nairobi et le Commissioner adresse au Colonial Office le rapport des officiers médicaux sur l'épidémie de peste de la ville.

Les quatre personnes décédées de la peste sont deux adolescents Africains, une jeune prostituée Masaï et un bébé Indien. La famille du bébé réside

dans le bazar et les trois Africains s'y rendaient quotidiennement, pour les médecins il est sans aucun doute le foyer de contamination. Immédiatement après la découverte de la cause du décès de ces quatre personnes, des mesures sont prises pour empêcher la propagation de l'épidémie.

Leurs logements sont désinfectés et toutes les personnes habitant avec eux placées en quarantaine. Le bazar est fermé en tant que marché et les commerçants installent leurs marchandises en plein air sur Ngong Road et Kikuyu Road. Le train est interdit aux Africains et aux Indiens sur les tronçons de Kijabe et Machakos au départ de Nairobi. Mais cette mesure se révèle peu efficace, ceux qui veulent quitter la ville partent à pied et prennent le train un peu plus loin. Pendant 14 jours, la ville est placée sous contrôle sanitaire ; elle est divisée en douze quartiers chacun sous la responsabilité d'un administrateur qui inspecte chaque maison tous les jours et fournit un rapport quotidien au Medical Officer of Health.

Ce dernier qui rédige le rapport final s'interroge sur les causes de l'infection et n'en trouve pas. La peste ne peut être endémique dans le bazar puisque celui-ci a brûlé en 1902 et que le bacille de peste ne résiste pas au feu. Le bacille est peut-être venu de Zanzibar avec des marchandises, alors pourquoi Nairobi seule aurait-elle été contaminée ? La peste serait endémique dans la région mais malgré une forte mortalité de rats dans les villages Kikuyus environnants, aucun n'est mort de la peste. Au mois de septembre, en saison sèche il y a peu de rats dans le bazar et ils n'entrent pas dans les maisons. Tous ceux

qui ont pu être attrapés et examinés par le bactériologiste ne portaient aucun bacille de peste (41).

C'est après un répit de six années que la peste se déclare de nouveau, en 1911 à Nairobi et Kisumu. Dans les deux villes elle fait son apparition dans le bazar. Le 22 mai 1911, Nairobi est déclarée zone infectée. Il y a eu un cas de peste mortel dans le bazar et des rats morts, eux aussi de la peste, sont ramassés dans ce même quartier. Cependant les cas se répandent dans différents quartiers de la ville. Les maisons sont inspectées, un centre de vaccination est ouvert à l'hôpital civil, 6.140 personnes seront vaccinées. Un bâtiment est construit pour les isolements en quarantaine, les biens entreposés pour l'exportation sont fumigés dans un hangar construit spécialement à côté de la gare. Les rats sont systématiquement tués et les analyses prouvent qu'ils sont presque tous porteurs du bacille de peste. Sont affectés à la dératisation les effectifs de police, des détenus, des soldats, des employés du Public Work Department et de l'Uganda Railway Company. Le 16 août on compte trente-sept cas de peste et vingt décès. Les rats, porteurs de l'épidémie seraient venus de la côte et les mauvaises conditions sanitaires du bazar ont favorisé la propagation de l'épidémie. Les Africains sont les plus nombreux à être atteints par la maladie comme le montre le tableau n° 7. Le 25 août, Nairobi est déclarée hors de danger, on dénombre trente-neuf pestiférés dont vingt deux-cas décédés.

TABLEAU n° 7 : Nombre de cas par races

Races	nombre de cas	mortalité
Goanais	3	1
Asiatiques	12	7
Africains	24	14

En septembre toutes les mesures sanitaires qui pèsent sur la ville sont levées.

Il est à remarquer qu'aucun Européen n'est touché par ces différentes épidémies de peste. Il en va pratiquement de même en ce qui concerne les autres épidémies (42).

En 1909, lors de l'épidémie de variole on dénombre soixante-sept décès, tous sont des cas Africains et Indiens. Six Européens sont atteints par la maladie mais guérissent. En 1913, c'est une épidémie de méningites cérébro-spinales qui fait cent quatre-vingt trois morts Africains et Indiens et un seul décès parmi les Européens. (43)

Si les rapports médicaux et administratifs font grand cas de ces épidémies, il est notable que d'autres sources disponibles et qui concernent les premières années de Nairobi les ignorent : John Ainsworth dans ses mémoires (il a tout de même été Sub-Commissioner à Nairobi de 1901 à 1906), le Docteur Boedeker dans son manuscrit racontant l'histoire des premières années de la fondation de Nairobi les ignorent. Quant aux guides destinés aux personnes souhaitant s'installer au Kenya, ils évitent consciencieusement tout chapitre médical, et ne mettent même pas

en garde le futur colon contre la paludisme (44).

Pourtant pour la planification urbaine ces épidémies seront utilisées comme argument principal de justification de la ségrégation raciale.

Eviter tout risque de contamination de la communauté européenne, voilà la raison de la séparation des races par quartiers.

2ème PARTIENOTES DU CHAPITRE I : PROBLEMES TECHNIQUES

1. HAKE A. African Metropolis p. 22
2. PATTERSON Colonel J.H. The Man Eaters of Tsavo. 1907, p. 165
3. Ainsworth Private Papers, Rhodes House, Chapitre 18. Mémoires rédigées et dactylographiées par le Colonel J.D. Ainsworth d'après les notes de son journal. Arrivé au Kenya comme employé de l'I.B.E.A. Company, John Ainsworth intègre l'administration coloniale comme Civil Servant en 1895, à la fondation de l'East Africa Protectorate, il y fera toute sa carrière jusqu'à sa retraite en 1920.
4. COLDSMITH F.H. John Ainsworth, Kenya Pioneer Administrator 1864-1946. 1951, p. 52
5. Ainsworth Private Papers. Chapitre 18
6. Sur le site de la maison de John Ainsworth se trouve aujourd'hui le National Museum du Kenya. Les jardins qui l'entourent portent d'ailleurs le nom d'Ainsworth Garden.
7. DC/NBI 1/1 KNA Political Record Book Nairobi 1899-1911
8. F.O.2/795 PRO Nairobi Buildings, Change of Site, Drainage etc...
9. BOEDEKER D The original Manuscript of the Early History of Nairobi. Township. 9 pages dactylographiées. Kabete 1936. MMLL
10. DC/NBI 1/1 KNA. F.O.2/795 PRO
11. F.O.2/795 PRO

12. BOEDEKER Dr. The Original Manuscript of the Early History of Nairobi Township . 1936
13. F.O.2/795 PRO
14. Colony and Protectorate of Kenya, Report of the Local Government Commission. 1927, Volume I Nairobi and its environs, prêt de M. Michael Redley.
15. DC/NBI 1/1 KNA
16. F.O.2/795 PRO
17. THORNTON L.W., ANDERSON P.R., SILBERMAN L. Nairobi, Master Plan for a Colonial Capital. 1948. BAOM.
18. SMART J. Nairobi 1900-1950 Jubilee Year Book. MML
19. Entretien avec T.C. COLCHESTER, GB, 29 Novembre 1984. Pour l'année 1920, dans le ville de Cardiff (RU) la consommation d'eau quotidienne par personne est de 16.25 gallons (62 litres). A Southampton (RU) la même année la consommation d'eau par jour et par personne est de 22.08 gallons (84 litres). Ces deux informations m'ont été adressées par Monsieur Anthony Clayton qui a eu l'amabilité d'écrire à la Water Authorities Association à Londres en leur demandant des informations sur la consommation domestique en eau courante en Grande-Bretagne, durant les années 1910 et 1920. Ces deux chiffres fournis par le Research and Information Officer sont les seuls dont il dispose.
20. GOUROU P. L'Afrique. 1971, p. 252

21. CO 630/1 PRO
22. HUXLEY E. White Man's Country, 1935. Volume I p. 150
23. Ainsworth Private Papers. Chapitre 23. La phrase exacte d'Ainsworth est la suivante : " *These were frequently broken by the children and at times by adults when the " spirits " moved them* ". Le jeu de mots contenu dans la dernière partie de cette phrase est intraduisible en Français, c'est pourquoi j'ai privilégié une des versions possibles, la plus réaliste, mais j'aurais pu aussi écrire : " Quand le coeur leur en disait ". Ce détail rend compte de toute la discrétion de John Ainsworth dans ses mémoires qui ne se permet aucune critique franche de ses compatriotes.
24. WARTH F., MILLIGAN J.W. Handbook of British East Africa 1912-1913
SMART J. Nairobi 1900-1950 Jubilee Year Book MML
25. The leader of British East Africa, Uganda and The Lakes 12.2.1910
MML
26. Lettres de Bruce Laing Bremner à sa mère et à sa soeur, Assistant loco-Superintendent à Nairobi pour l'Uganda Railway Company, 1914-1915. Rhodes House.
27. SMART J. Nairobi 1900-1950 Jubilee Year Book. Il est tout à fait déplorable que les archives de la municipalité de Nairobi soient fermées, pour des sujets tels que la distribution de l'eau et de l'électricité qui dépendent directement du conseil municipal, seules ces archives permettront une étude complète.

28. Annual Report 1903. Centre de Documentation Université Paris VII
29. F.O. 2/795 PRO
30. F.O. 2/795 PRO
31. F.O. 2/795 PRO
32. F.O. 2/795 PRO
33. DC/NBI 1/1 KNA. En 1905 l'East Africa Protectorate a été transféré de l'autorité du Foreign Office à celle du Colonial Office.
34. Annual Report 1913. Centre de Documentation. Université Paris VII
35. C.O. 533/168 Report on Sanitary Matters in the E.A.P., Uganda and Zanzibar by Professor W.J. Simpson
36. C.O. 533/123 Ordinance 10 1913, Public Health PRO
37. F.O. 2/795 PRO
38. PATTERSON Colonel J.H. The Man Eaters of Tsavo. 1907. p. 166
39. DC/NBI 1/1 KNA
40. C.O. 630/1 Act n° 14 of 1902 PRO
41. C.O. 533/102 PRO
42. C.O. 533/102 Plague at Nairobi and Kisumu PRO
43. DC/NBI 1/1 KNA
44. J'ai fait cette constatation à la lecture d'un certain nombre de guides : WARD H.F. MILLIGAN J.W. Handbook of British East Africa 1912-1913, WELLER H. Kenya without Prejudice, 1931, STRANGE N. Kenya To Day, 1934.

Chapitre II - La ségrégation

1. LES JUSTIFICATIONS : LE RAPPORT SIMPSON DE 1913

Le Professeur Simpson éminent spécialiste d'hygiène tropicale, venu en Afrique de l'Est pour y rédiger un rapport sur les conditions sanitaires et l'hygiène dans les villes insiste particulièrement sur la nécessité de la ségrégation raciale dans les villes du Protectorat. Et cela pour trois raisons :

- * La première est qu'entre chaque race il y a des différences sociales et que l'on ne peut faire cohabiter ces différentes catégories, pas plus qu'elles ne cohabitent en Europe au sein d'un même pays.
 - * La deuxième raison est culturelle, le Professeur Simpson estime qu'il ne faut pas mélanger dans un même quartier des populations aux modes de vie et coutumes différentes, qui peuvent se gêner mutuellement.
 - * Mais la principale justification de la séparation des races est sanitaire, si les épidémies apparaissent à Nairobi dans le quartier du bazar, c'est parce que les Indiens ne respectent pas les mêmes habitudes d'hygiène que les Européens, il faut absolument les séparer pour éviter toute contamination de ces derniers.
- Et puis l'East Africa Protectorate est un cas particulier, on peut lire dans le rapport du Professeur Simpson :

" En connexion avec ce qui précède il faut garder présent à l'esprit que les villes et les centres commerciaux en Afrique de l'Est, excepté Mombasa, sont nouveaux et ne peuvent supporter aucune comparaison avec les anciennes villes d'Orient dans des pays devenus possessions Britanniques, et dans lesquelles comparativement peu d'Européens se sont installés pour y faire du commerce ou prendre en charge l'administration du pays.

Même dans ces villes il a été nécessaire d'avoir le plus vite possible un quartier Européen. L'Afrique de l'Est cependant est unique par le fait que ses habitants d'origine ne vivent pas en ville. Ce sont les Européens et les Asiatiques arrivant de toutes parts dans le pays qui ont créé les villes et les centres commerciaux, et c'est pour les besoins de l'industrie créée dans ces villes que les Africains y sont attirés.

Jusqu'ici toute chose en rapport avec la croissance de ces villes a été laissée au hasard ; il y a eu une proximité trop grande des habitations de ces gens ayant des habitudes différentes et le résultat offre des conditions malsaines et des maladies.

Cela s'accroîtra avec l'accroissement de la population et, à moins que des mesures telles que je les ai indiquées ne soient prises, Nairobi perdra l'opportunité de devenir principalement une ville européenne, que, en tant que centre du district européen des hautes terres et comme capitale du pays elle est en droit et en devoir de posséder " (1).

J'ai jugé ce passage extrêmement intéressant parce qu'il dit ce qui apparaît lorsque l'on étudie la mise en place de la ville. Même sans plani-

fication, Nairobi n'est en aucun cas une ville d'Afrique, mais est uniquement conçue comme une ville Européenne en Afrique.

L'histoire des quartiers Africains de la ville confirme cette impression.

2. LES QUARTIERS AFRICAINS.

Ce ne sont pas tant des employés de l'Uganda Railway Company qui ont formé la première population Africaine de Nairobi, celle-ci faisait plutôt travailler des coolies venu d'Inde, pour la construction de la voie ferrée (2). Ce sont des porteurs et des domestiques qui se sont installés au nord-est de la ville, de l'autre côté de la rivière. Leur origine côtière se lit dans les noms donnés à leurs villages et qui sont Swahili : Mombasa, Maskini (qui signifie Pauvres), Unguja (qui est le nom Swahili de Zanzibar), Pangani (du verbe Panga, Louer). Dans chacun de ces villages l'administration coloniale nomme un responsable qui lève l'impôt sur les huttes et l'impôt capitaire. A part le Somali village qui comme son nom l'indique rassemble des Somaliens, tous les autres villages accueillent des arrivants de toutes les régions (3). Ces villages créés spontanément ne sont pas du tout aménagés par l'administration coloniale. Aucune route n'est tracée, ni le drainage ni le ramassage des ordures n'est organisé. Dès 1907 le rapport Bransby-Williams recommande le regroupement de ces villages en un quartier Africain. A la veille de la première guerre mondiale ce quartier n'existe toujours pas (4).

En 1916, le Governor Belfield écrit au Secretary of State for the Colonies :

" J'ai l'honneur de vous rendre compte que pour assurer un site convenable au quartier Africain de Nairobi, conformément à la politique de ségrégation des races préconisée par le Professeur Simpson, il a été nécessaire de déplacer et reconstruire ailleurs certains bâtiments de quarantaine " (5).

Le nord-est et l'est de la ville resteront les zones dans lesquelles logeront Africains et Indiens. Les villages Africains sont déguerpis par le feu pour permettre la construction du quartier résidentiel d'Eastleigh réservé aux Indiens, aux Somaliens et aux domestiques Africains que leurs maîtres ne peuvent pas loger. Pumwani est construit en 1921-1922, c'est le seul quartier dans lequel les Africains ont légalement le droit de loger, mais Pāngani, village illégal reste en place jusqu'à sa démolition en 1938. Pendant l'entre deux guerres, la majorité des Africains qui s'installent à Nairobi sont des hommes seuls qui ont laissé leur famille dans les régions rurales. Souvent leur migration n'est que saisonnière, pendant la morte saison agricole ils viennent chercher un emploi en ville pour gagner de l'argent liquide. Le gouvernement colonial encourage cette migration masculine et se refuse à faciliter l'installation des familles en ville. Les salaires étaient basés sur le taux nécessaire à un célibataire pour subsister et ne leur auraient en aucun cas permis de faire vivre leurs familles. C'est ce qui explique la construction de Kariokor en 1929 sur le site du camp de travail militaire de la guerre de 14-18, le Carrier Corps qui transformé par le Swahili devient Kariokor. C'est un quartier de dortoirs pour hommes, construits en briques et équipés de cuisines

et salles d'eau collectives. Cette politique de logement est d'ailleurs un échec, les travailleurs réaménageant l'intérieur de ces dortoirs en chambres individuelles (6).

La construction des quartiers Africains est une course contre la montre, la population augmentant toujours plus vite que les logements :

" La première réaction fut de regarder ailleurs, d'ignorer les cabanes, les conditions immondes, le manque d'hygiène, l'approvisionnement en eau limité et cher et les maladies telles que la tuberculose qui croissaient dans les bidonvilles de Nairobi et de Mombasa. Le paternalisme n'avait aucune signification dans ces baraquements, excepté pour quelques employeurs importants tel l'Uganda Railway Company ... " Telle est la description des quartiers Africains dans les années trente faite par Anthony Clayton et Donald Savage (7).

Le paternalisme de l'Uganda Railway Company s'illustre par la construction de Kaloleni, quartier réservé aux employés Africains du chemin de fer.

Les cuisines y sont communes à plusieurs employés mais la compagnie insiste sur le fait qu'il y a une clinique, un club, une bibliothèque avec une salle de lecture, une salle de bal, un salon de thé, des terrains de foot et même un cours de tennis à la disposition du personnel logé dans ce quartier (8).

L'idée selon laquelle la population Africaine ne serait pas responsable du mauvais état sanitaire de ses quartiers mais que la faute en incomberait au mauvais entretien des services publics apparaît dans un mémorandum rédigé par le Municipal and Town Planning Engineer à

Nairobi, Henri Fitzgibbon en 1928 :

" Il suffit d'une inspection de Pumwani, Pangani, Railway, Municipal et des autres quartiers indigènes pour démontrer que d'un point de vue sanitaire on y découvre aucun inconvénient, sauf l'évidente négligence des services publics indispensables, tels que le ramassage des ordures, l'aménagement de latrines, etc... Les maisons indigènes sont propres, bien tenues et sans insectes. En contraste avec cela la deshonorable négligence des Public Services est le lot des Indigènes pour l'entretien de leurs quartiers " (9).

Henry Fitzgibbon pense que de reprocher aux Africains de ne pas avoir les mêmes règles d'hygiène que les Européens est leur faire un mauvais procès, il attaque plutôt le gouvernement colonial qui manque à son devoir en n'assurant pas l'entretien du quartier.

Il s'oppose aussi à la destruction des quartiers Africains pour leur reconstruction selon un seul modèle de maison, cubique et en ciment avec un toit de tôle ondulée :

" Même un seul de ces bâtiments construit quelque part offenserait les regards ; des alignements ou des groupes de tels bâtiments ne sont pas seulement des offenses pour les yeux mais composent un environnement déprimant et humiliant pour ceux qui sont contraints à y vivre, et sont des monuments durables au mauvais goût et au manque d'imagination de toute communauté qui peut les sanctionner.

Les Indigènes n'habiteront jamais volontairement dans de tels bâtiments, ils sont froids et antipathiques, dénués des rudiments du confort ; ressemblant à l'intérieur à des cellules de prison et à l'extérieur

à des latrines publiques telles celles que les Européens construisent pour eux-mêmes ou plutôt pour leurs armées " (10).

L'insolence du ton de Henry Fitzgibbon, s'il est notable, n'a sans doute pas servi sa cause. Il propose au gouvernement colonial de laisser les Africains construire leurs maisons et de se charger de l'entretien des routes et des égouts, du drainage des eaux usées, du ramassage des ordures, de l'alimentation en eau et en électricité des quartiers. Ces propositions ne sont suivies d'aucun effet. Mais on peut se demander si elles satisferaient les intéressés dans la mesure où les travailleurs Africains ne viennent en ville que pour gagner de l'argent liquide nécessaire pour les impôts ou l'achat d'une nouvelle femme ou d'une bicyclette avant de retourner chez eux. Sont-ils réellement motivés par l'entretien de leur lieu de résidence ? Il faut attendre la fin de la deuxième guerre mondiale pour que des décisions en faveur d'un réel aménagement des quartiers Africains soient prises (11).

3. LES QUARTIERS INDIENS.

Le problème des quartiers Indiens est bien différent. Le principal reproche des autorités coloniales vis-à-vis de cette communauté est son entassement dans le bazar. Les commerçants logeant avec toute leur famille, parfois élargie à leurs employés, au dessus de leur boutique. C'est pour tenter d'éviter une densité de population trop élevée que le gouvernement crée le quartier d'Eastleigh. D'autre part, il est

aussi reproché aux Indiens leur manque d'hygiène, ordures et eaux usées sont rejetées dans les rues, les provisions de toute sorte accumulées dans les magasins attirent les rats.

En visitant Nairobi, la première idée qui vient au Professeur Simpson est de déplacer le bazar pour le reconstruire. Mais ce projet est trop coûteux, il recommande alors son aménagement et prévoit le quartier d'Eastleigh tout en sachant qu'il sera difficile d'empêcher les commerçants Indiens de loger au dessus de leurs boutiques.

Et le Professeur Simpson définit son idéal, basé sur des principes généraux et qui doit pouvoir s'appliquer à toute ville de la colonie :

" Il devrait y avoir une ceinture neutre de terrain ouvert et inoccupé d'au moins 300 yards (270 mètres) de largeur entre les résidences européennes et celles des Asiatiques et des Africains. Cette zone neutre ou protective, empêcherait définitivement les maisons européennes de se rapprocher ou d'empiéter sur le quartier Africain ou Asiatique et vice-versa ; cela peut aussi être un espace ouvert utile qui peut être utilisé pour des activités de loisir par toutes les races " (12).

En fait, en raison de la première guerre mondiale, l'application de cette politique de ségrégation raciale en ville attendra la fin des hostilités et va susciter de nombreux problèmes.

La séparation des races par quartier résidentiel est de toute façon effective depuis la création de Nairobi, mais l'aménagement de ces espaces neutres souhaités par le Professeur Simpson est trop coûteux quand les terrains concernés ont déjà été vendus par le gouvernement à des particuliers, et qu'il faudrait les racheter.

D'autre part, dans le centre commercial de Nairobi les intérêts financiers des communautés Indienne et Européenne sont étroitement mêlés et aux yeux des Européens comme des Indiens, le gouvernement colonial commet l'erreur d'amalgamer ségrégation résidentielle et communauté d'intérêts économiques. Car si le gouvernement colonial n'a pas les moyens financiers de concevoir entièrement la ville de Nairobi et de procéder à de grands travaux, il applique dès la fin de la première guerre mondiale la loi qui interdit de vendre des terrains privés à des individus qui n'appartiennent pas à la race à laquelle la zone est allouée.

Michael Redley décrit ainsi la situation :

" Le gouvernement était obligé de se débattre avec les difficultés de détail de cette politique à une période où la demande augmenta énormément pour des terrains en ville.... Les délais et les complications du marché discréditèrent cette politique au fur et à mesure qu'il devenait clair que le surpeuplement et le manque d'hygiène étaient le résultat de la planification plutôt que son absence " (13).

Les intérêts économiques des Indiens et des Européens étaient étroitement mêlés dans le quartier commercial de Nairobi : depuis la création de la ville les premiers avaient investi dans le bâtiment et la construction, pour diversifier leurs activités les Européens voulaient pouvoir investir dans le commerce Indien.

D'autre part, aucune définition raciale précise n'était donnée pour l'application de la loi et les fonctionnaires coloniaux devaient résoudre des questions telles que : Un Arménien est-il un Européen ou un

Asiatique ? Faut-il mettre un veto sur un transfert de terrain entre un Goanais et un Indien ? Entre un Eurasien et un Indien ? Entre un Indien et un Somalien ? C'est " l'apparence physique du demandeur " qui décide de l'accord à donner pour le transfert.

Face aux protestations, le Land Officer suggère que le gouvernement cesse de s'opposer aux investissements Européens en zone indienne, cependant " le cas inverse est bien sûr différent ".

Et au cours de l'année 1919, le président de la Chambre de Commerce de Nairobi se déclare opposé à la ségrégation urbaine :

" Il ne peut y avoir de raison sanitaire pour exclure ... le capital de l'investissement dans une zone ségréguée ". Et il poursuit ainsi :

" La discrimination raciale n'est pas en accord avec la pensée moderne "
(14).

Les colons fermiers des hautes terres sont bien entendu en désaccord avec les citadins qui s'opposent à la ségrégation raciale, la Crown Land Ordinance de 1902 empêche tout individu non-européen d'acheter des terres dans cette région. Cependant en 1923 la loi de ségrégation raciale dans les villes est abolie. Pourtant elle se maintient de facto car les contrats de ventes dans les quartiers résidentiels contiennent presque tous des clauses restrictives qui interdisent aux propriétaires de vendre à des personnes qui ne sont pas Européennes elles aussi.

Et entre temps sont apparus des quartiers résidentiels européens d'un type très particulier, les " Private Township " qui sont d'après Michael Redley les résultats du gel des ventes de terrains dû à la loi de ségrégation (15).

4. LES PRIVATE TOWNSHIP.

Depuis 1919 les limites de la ville de Nairobi ne correspondent plus à un cercle imaginaire mais se sont adaptées au développement de la ville en incluant le quartier résidentiel de Parklands.

Cependant, à l'extérieur de ces limites des zones résidentielles se sont développées. Des terrains cédés par le gouvernement pour un usage agricole ont été rachetés par des compagnies, divisés en lots constructibles et revendus par parcelles. Leurs occupants ont ainsi les avantages pratiques de la proximité d'un centre urbain et le charme d'une vie semi-rurale dans une maison entourée d'un vaste jardin (16).

En 1926, sur la demande du gouverneur Sir Edward Grigg une commission se réunit pour étudier l'intégration de ces quartiers péri-urbains à faible densité de population dans les limites de la municipalité. Nairobi gardera ces nouvelles limites établies par la Feetham Commission jusqu'à l'indépendance du Kenya en 1963.

Cette commission qui porte le nom de son Président, Justice Feetham, rassemble deux représentants du gouvernement colonial, le Commissioner of Lands H.T. Martin et l'Attorney General W.C. Huggard ; et deux représentants des habitants de Nairobi, Thomas Wood et Vaman Vishnu Phadke. Ce rapport permet de constater que plus de dix ans après le Rapport Simpson, la majorité des Indiens de Nairobi résident en ville, certains d'entre eux ont investi Parklands mais bien peu se sont installés à Eastleigh qui a pourtant été créé pour eux. Le rapport remarque d'ailleurs que du point de vue sanitaire l'état du bazar laisse toujours à désirer et qu'il est toujours surpeuplé. D'une manière générale ces zones péri-

phériques qui vont être intégrées à la municipalité sont très peu peuplées même par les Européens, elles ne rassemblent que le tiers des habitants européens de la ville (voir tableau ci-dessous).

TABLEAU n° 8 : La population non-indigène de Nairobi et de ses environs en 1926 (17).

	Européens	Indiens	Arabes	autres	total
<u>Zone Municipale</u>					
The Town	513	7.304	15	1.075	8.907
Parklands	1.112	403	49	241	1.805
The Hill	1.040	34	12	66	1.152
Total	2.665	7.741	76	1.382	11.864
<u>Zone suburbaine</u>					
Upper Parklands	434		1	2	437
Muthaiga	170	4	3	15	192
Kilimani	287	15		5	307
Eastleigh	4	292	2	42	345
Total	900	311	6	64	1.281
<u>Zone rurale</u>	47	4		5	56
TOTAL NAIROBI	3.612	8.056	82	1.145	13.201

De ces quatre zones péri-urbaines, Eastleigh, Muthaiga, Upper Parklands et Kilimani seules les deux premières sont réellement ce que l'on appelle des " Private Township " c'est-à-dire des " Municipalités Privées ". Les habitants ayant élu un comité municipal paient des impôts locaux pour l'entretien des routes et l'administration générale de la commune. Mais tous ces domaines ont en commun l'interdiction de cession d'une parcelle à une personne d'une race différente.

Eastleigh couvre une superficie de 564 acres (225 ha) divisées en 3.332 parcelles mises en vente exclusivement à des Indiens de la classe des artisans, des clercs Goanais et Somaliens. Depuis 1921, Eastleigh est une " Commune Privée " et en 1922 les habitants ont commencé à payer des taxes municipales. Cependant le Superintendent of Suburban Areas W.W. Ridout vient déposer devant la commission pour déplorer le mauvais entretien de ce quartier qui à son avis abrite une population nettement supérieure à celle officiellement recensée. On peut penser qu'Eastleigh est peut-être un échec de la planification urbaine puisque en 1925, le gouvernement s'est porté acquéreur de la balance des parcelles invendues, au nombre de 1.580.

Muthaiga, 754 acres (301 ha), a été divisé en parcelles de 4 à 5 acres (2 à 2½ ha) en 1912, revendues à des particuliers exclusivement Européens. 468 acres ont ainsi été réparties (187 ha). Sur les 286 acres restantes (114 ha), 99 acres sont propriété du Muthaiga Club et de son terrain de golf (39 ha) et 30 acres (12 ha) sont laissées à l'état de nature. En 1922, Muthaiga s'organise en commune et les résidents élisent un comité municipal composé de sept Européens, ceux-ci nomment un secrétaire

de Mairie pour assumer l'administration. Chaque propriétaire à Muthaiga paie 20 shillings par an et par acre d'impôts locaux.

L'eau est fournie par la ville de Nairobi au tarif pratiqué à l'extérieur de la municipalité, c'est-à-dire 25% plus cher. Chaque maison est alimentée en électricité par arrangement privé avec l'East African Power and Lighting C° Ltd. Tout propriétaire à Muthaiga est tenu de faire construire une maison de pierres au toit de tuiles. Les terrains alloués étant vastes le ramassage des ordures n'est pas effectué par la commune, de même chaque propriétaire doit faire installer sa propre fosse septique.

Upper Parklands, d'une superficie totale de 1.261 acres (500 ha), rassemble trois domaines différents, Westlands, Malborough et Upper Parklands. Depuis 1912, ils sont la propriété de l'Upper Nairobi Township and Estate Company qui a obtenu du gouvernement l'autorisation de revendre ces terrains en parcelles constructibles à condition d'en assurer l'accès et le drainage.

A Westlands, le plus proche de la ville, les parcelles sont de petites tailles, elles varient entre 1/4 et 1/3 d'acre (100 à 120 m²). Malborough Estate d'une superficie de 137 acres (54 ha), a été entièrement vendu par lots individuels, par contre Upper Parklands ne trouve pas d'acquéreurs, les parcelles étant trop grandes, selon la compagnie propriétaire.

Kilimani, qui couvre 287 acres (115 ha), a été divisé en 83 lots qui ont tous été vendus et sur lesquels sont bâties 45 maisons. Un espace public de 19 acres (9 ha) est protégé (18).

Chacun de ces quartiers comporte en général sa propre école primaire, son église et quelques commerçants. Muthaiga, plus organisée ne souhaite pas être intégrée à la municipalité de Nairobi, un compromis est trouvé et Muthaiga reste une municipalité satellite jusqu'en 1936, date à laquelle elle devient partie intégrante de la ville de Nairobi (19).

Ces nouvelles limites de Nairobi, définies en 1927 ne font pas qu'absorber les Private Township ou des quartiers résidentiels éloignés, elles incluent aussi la mission catholique française et des terres de la couronne encore non-attribuées. En tout 15.107 acres (6000 ha) sont ajoutées à la ville, dont seulement moins de la moitié, 5.900 acres (2.400 ha), sont couverts par des projets de construction. Pour la commission qui a rédigé le rapport Feetham, ce qui justifie l'intégration de cet espace périphérique à la ville est qu'il dépend directement des services publics de la municipalité pour l'entretien des routes, pour l'alimentation en eau et pour le contrôle de la santé publique (20).

5. LES TRANSPORTS

La dispersion des quartiers résidentiels à des distances éloignées du centre ville pose le problème du moyen de transport utilisé par ceux qui vont quotidiennement travailler dans le quartier commercial ou administratif.

Avant la première guerre mondiale, pour circuler dans Nairobi, il était

possible de louer des attelages, des poneys ou moins élégamment des bicyclettes. Mais le moyen de transport le plus couramment utilisé par les Européens était le pousse-pousse. Dans leur guide daté de 1912, les auteurs H.F. Ward et J.W. Milligan écrivent que "*visiteurs et résidents à Nairobi trouvent le pousse-pousse tiré par l'indigène un moyen de circulation confortable*" (21).

Lady Eleanor Cole arrive au Kenya en 1916, elle se souvient dans ses mémoires. "*Le transport à Nairobi à cette époque se faisait en pousse-pousse. Un homme à l'avant entre les brancards et un à l'arrière poussant ou freinant. Certains avaient leur pousse-pousse privés et habillaient leurs pousseurs en uniforme. Il y avait aussi des pousse-pousse de louage*" (22).

On compte 500 pousse-pousses en ville en 1911 et ils ne disparaîtront que progressivement après la guerre chassés par l'apparition de l'automobile.

La première automobile arrive au Kenya en 1902 et le gouverneur lui-même en commande une en 1907, mais c'est à partir des années 1920 que celle-ci envahit tout le territoire (23).

Dès l'Annual Report de 1921 on constate que les véhicules automobiles et leurs pièces détachées sont au troisième rang des importations.

En 1923, le nombre de voitures et de motos immatriculées au Kenya s'élève à 2.865, on compte un véhicule pour quatre Européens. En 1928, le rapport est d'un véhicule pour deux Européens. En l'espace de cinq ans, la proportion de véhicules en circulation sur le territoire a doublé, l'importation de camions et de tracteurs a suivi la même progression

de même les pièces détachées et l'essence. L'importation de bicyclettes fait un bon énorme elle aussi pendant cette décennie 1920-1930. Elles sont plutôt prisées par les Africains et les Annual Report précisent, parce que les chiffres d'importation concernent le Kenya et l'Uganda, que les voitures sont essentiellement destinées au Kenya et les bicyclettes à l'Uganda. Si les bicyclettes proviennent de Grande-Bretagne, les automobiles sont plutôt de marque américaine ou canadienne, essentiellement parce qu'elles étaient mieux adaptées aux pistes, leur châssis étant plus haut et les moteurs plus puissants. C'est après la deuxième guerre mondiale, avec la Land Rover que la Grande-Bretagne concurrença la suprématie des voitures américaines (24).

La voiture était donc très importante pour les colons Européens, à la fois par commodité et comme emblème social.

TABLEAU n° 9 : Nombre de véhicules automobiles importés au Kenya et en Uganda (25).

1922 ... 134	1926 ... 1.403	1930 ... 1.262
1923 ... 309	1927 ... 1.585	
1924 ... 945	1928 ... 1.616	
1925 ... 1.558	1929 ... 1.552	

En raison du nombre de véhicules en circulation au Kenya dès les années 1920, on peut penser que les Européens qui résident dans des quartiers éloignés de leur lieu de travail s'y rendent en voiture personnelle. C'est seulement en 1934 que l'Overseas Motor Transport Compagny inaugu-

re un réseau de transport urbain commun, par bus, pour la ville de Nairobi. Les Africains et les Indiens qui peuvent payer leur transport les utilisent pour se rendre à leur travail. Dans la journée, aux heures de non-affluence, les femmes de fonctionnaires ou d'employés Européens aux revenus moyens, prennent ces bus pour circuler en ville, mais ce n'est pas un transport en commun utilisé par la majorité des Européens. Leur apparition, ultérieure à celle de la voiture, est sans doute la preuve qu'ils n'étaient pas indispensables à la communauté européenne de Nairobi.

(26).

NOTE DU CHAPITRE II : LA SEGREGATION

1. C.O. 533/168 PRO
2. CLAYTON A. and SAVAGE D. Government and Labour in Kenya 1899-1963
1976. p. 11
3. DC/NBI 1/1 KNA
4. DC/NBI 1/1 KNA
5. C.O. 533/168 PRO
6. WHITE L. Women's domestic labour in colonial Kenya. Prostitution in Nairobi 1909-1950. A paper presented at the African Studies Center, Boston university on 24 april 1980. J'ai pu consulter cet article au département d'histoire de l'Université de Nairobi en mars 1982. La présence à Nairobi de ces hommes seuls explique l'existence de nombreuses prostituées Africaines. Luise White étudie dans sa thèse soutenue en 1984, l'histoire de la prostitution à Nairobi.
7. CLAYTON A. and SAVAGE D. Gouvernement and Labour in Kenya 1899-1963
1976. p. XX
8. THORNTON L.W., ANDERSON P.R., SILBERMAN L. Master Plan for a Colonial Capital. 1948. BAOM.
9. Fitzgibbon Private Papers, Rhodes House, Oxford.
Henri Elliot Fitzgibbon est né en 1899, arrivé au Kenya en 1928 pour prendre le poste de Municipal and Town Planning Engineer, il en repartira en 1933, son poste étant supprimé pour raison d'économies.

10. Fitzgibbon Private Papers, Memorandum on Native location.
11. HAKE A. African Metropolis. 1977, p. 56
12. C.O. 533/168 PRO
13. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976, p. 85
14. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976, p. 86
15. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976, p. 88
16. MORGAN T.W.T. Editor, Nairobi City and Region. 1967, p. 105
17. Report on the Local Government Commission 1927, Volume I Nairobi and its environs, prêt de Michael Redley
18. Report of the Local Government Commission, 1927
19. THORNTON L.W., ANDERSON P.R., SILBERMAN L. Master Plan for a Colonial Capital. 1948
20. Report of the Local Government Commission, 1927, déjà cité.
21. WARD J.H. and MILLIGAN F.W. Handbook of British East Africa 1912-1913.
22. COLE Lady E. Random Recollections of a pioneer Kenya Settler, p. 30
23. HAKE A. African Metropolis. 1977, p. 60
24. Annual Report 1920 à 1930 au chapitre des importations. Microfilms du Centre de Documentation, Université Paris VII.
25. Chiffres relevés dans les Annual Report de 1922 à 1930.
26. SMART J. Nairobi Jubilee Year Book 1900-1950 MMLL. Entretien avec T.C. Colchester, G.B., 29.11.84

Chapitre III - Habitat et spéculation

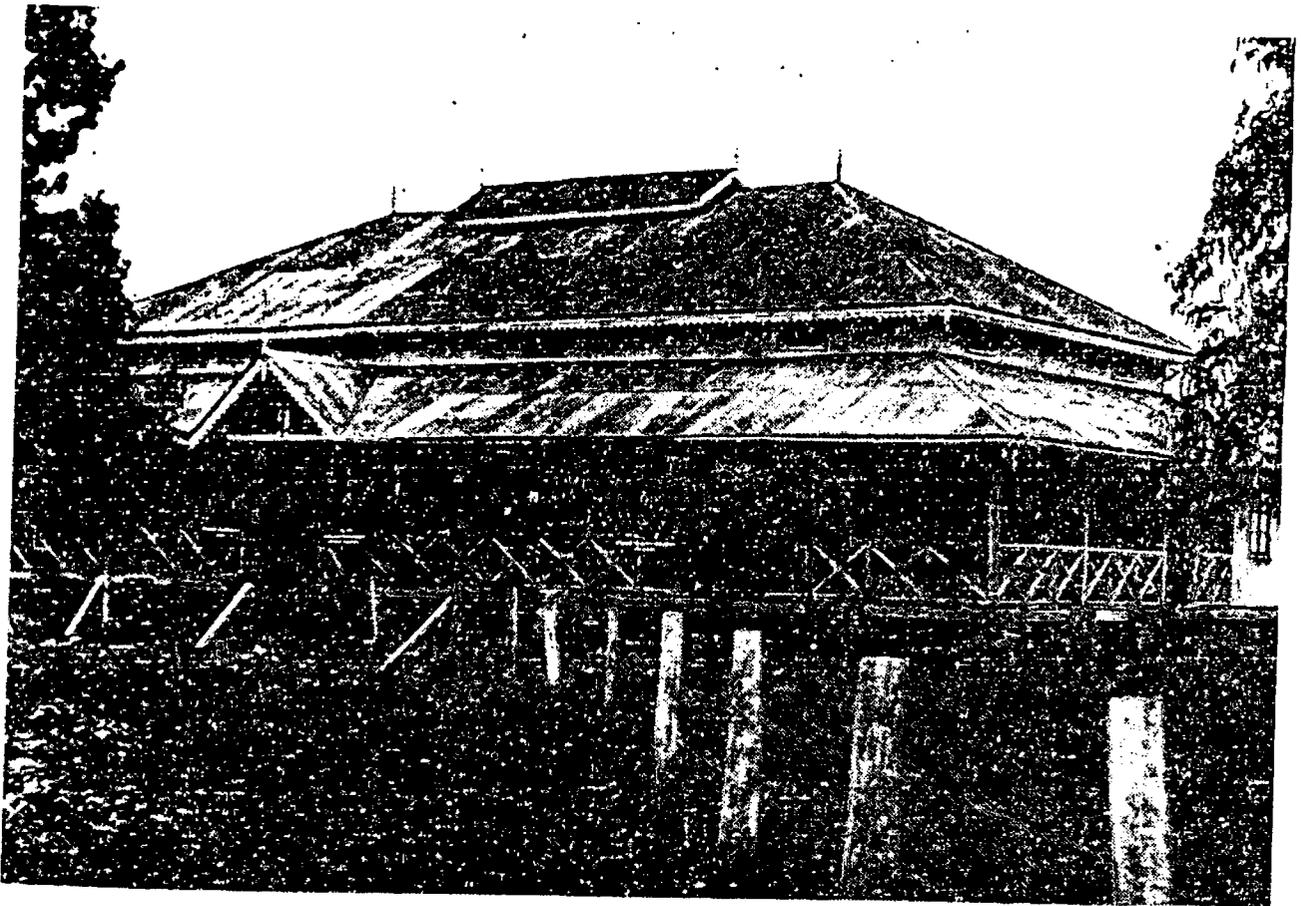
1. LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES COLONIAUX ET DES INGENIEURS DE L'UGANDA RAILWAY COMPANY.

Au moment de la création de Nairobi, les premiers Européens qui viennent y habiter s'installent sous la tente. Très rapidement, les ingénieurs de l'Uganda Railway Company sont logés dans des bungalows de bois aux toits de tôle ondulée sur la partie sud de Nairobi Hill, tandis que les Civil Servants occupent la partie nord de cette même colline (1). La première et unique maison de pierre est celle de l'Ingénieur en Chef de la compagnie ferroviaire, Sir George Whitehouse. En 1901, Sir Charles Eliot, le Commissioner, écrit au Foreign Office pour se plaindre du mauvais état des bungalows des fonctionnaires du gouvernement, ce qui met leur santé en danger. La pluie traverse les toits de tôle ondulée et pourrit le bois. Le Foreign Office s'étonne alors que ce type de bungalow qui convient si bien en Afrique de l'Ouest se détériore si vite en Afrique de l'Est. Sir Charles Eliot en rend responsable l'Uganda Railway Company qui entrepose les matériaux de construction, qu'elle a la charge de transporter, en plein air où ils subissent les intempéries. Il incrimine aussi les constructeurs Indiens qui ne travaillent pas correctement. Enfin, il souligne :

" Si je me souviens, j'ai déjà attiré l'attention de Votre Seigneurie sur le fait qu'en cinq ans le Railway n'a perdu qu'un officier alors que le Protectorat en a perdu cinq l'an dernier, sans compter les assassinats. Cette différence s'explique largement par les logements de meilleure qualité dont disposent les officiels du Railway " (2).

A la clef du problème se trouve le manque d'argent du gouvernement colonial qui a moins de disponibilités financières que l'Uganda Railway Company et moins de liberté aussi. En aucun cas les revenus locaux du Protectorat ne peuvent être affectés aux dépenses locales, le gouvernement colonial dispose d'un budget et le Commissioner doit rendre compte de ses dépenses au Foreign Office dans les moindres détails. Lorsqu'il demande un supplément par rapport à ses estimations, il est évidemment très mal reçu. Parfois des sommes accordées tardent à arriver, en 1901, Sir Charles Eliot se plaint que les 8.500 roupies qui doivent être consacrées à la construction des quartiers de la Police ne soient pas arrivées, en attendant les policiers sont installés sous des tentes qui leur appartiennent personnellement. Au ton des lettres du Commissioner on sent qu'il s'exaspère d'avoir à consacrer tant de temps à cette comptabilité (3).

Pour la construction des bâtiments administratifs, comme des logements des fonctionnaires coloniaux, le gouvernement fait appel à des entrepreneurs Indiens avec lesquels il conclut des contrats qui lui permettent de ne pas déboursier des sommes trop élevées. Dans sa thèse, Mary Parker décrit le plus important de tous les entrepreneurs Indiens :



4. PALAIS DE JUSTICE DE NAIROBI VERS 1910

(from Strange N.K. Kenya to day, London,

Stanley Paul, 1934, p. 16)

" Monsieur Jeevanjee était un Indien riche et à la vue longue, qui à l'époque où personne d'autre n'avait le capital nécessaire (ou la confiance) construisit les bâtiments du gouvernement pour un prix de contrat selon les termes suivants. Le terrain sur lequel le bâtiment devait se tenir lui était loué à bail, et le gouvernement devait payer une location du bâtiment d'un taux de 10% du prix de contrat, se réservant le droit d'acheter n'importe quand et au prix fixé par le contrat ... Plus tard, Monsieur Jeevanjee fut connu comme un bienfaiteur public pour ses dons aux villes de Mombasa et Nairobi et pourrait être mieux décrit comme un " Rockefeller " Indien " (4).

Si la majorité des bâtiments construits à Nairobi au cours des premières années de son existence sont faits de bois et de tôle ondulée, ils sont progressivement remplacés par des constructions en matériaux plus divers. Une carrière de pierre est ouverte à l'Est de la ville, derrière le champ de courses. Le maître carrier dépend du District Commissioner auquel il remet les revenus de la carrière. A partir de 1911, le maître carrier devient un employé municipal et les revenus de la carrière entrent dans le budget de la municipalité, puis le poste de maître carrier sera supprimé et c'est l'inspecteur de la construction qui contrôlera les carrières. Le Public Works Department a lui aussi une carrière à Nairobi, au-delà de Parklands, mais réservée à son propre usage et aucune taxe n'y est perçue par le gouvernement ou par le conseil municipal (5).

Ce n'est pas une belle pierre de construction que l'on extrait à Nairobi. La plus prisée au Kenya, l'argigolithe, se trouve dans les vallées

encaissées, son extraction et son transport sont coûteux mais les Européens à Nairobi l'utilisent pour faire construire leurs maisons quand ils en ont les moyens. Les briques et les tuiles sont fabriquées localement, le sable abonde dans les lits des rivières, la chaux provient des carrières de marbre de la côte, ils sont transportés par train jusqu'à Nairobi (6).

Une fois les problèmes de budget, de matériaux, d'emplacement de la ville résolus, les Civil Servants en poste à Nairobi sont logés selon leurs grades, sauf ceux recrutés localement. La règle est la même pour les employés du Railway et des grandes compagnies commerciales (7). Les membres de l'administration qui préfèrent choisir leur logement individuellement, en louant ou achetant une maison perçoivent alors une allocation logement en supplément de leur salaire, mais le règlement est strict et cette allocation ne leur est versée que lorsque le bungalow qui leur était destiné est occupé par un autre fonctionnaire (8). Le gouvernement colonial dépense beaucoup d'argent à loger ses fonctionnaires, aussi en 1928, un programme, pour encourager et aider les fonctionnaires à acheter leurs propres maisons, est élaboré, avec l'espoir de les fixer définitivement au Kenya après leur retraite. Les fonctionnaires ont une bonne connaissance de la colonie, ils prennent leur retraite assez jeunes ce qui leur laisse le temps d'entreprendre et leurs enfants seront tentés de rester au Kenya et ne connaîtront pas les difficultés d'adaptation de colons fraîchement arrivés. Ce projet est unique dans l'empire colonial Britannique où au contraire le gouvernement britannique ne souhaitait pas voir ses administrateurs prendre leur retraite.

Cette politique différente au Kenya est d'ue surtout à la pression des colons qui souhaitent voir les Civil Servants s'identifier complètement à la société blanche.

Pratiquement ce schéma propose l'achat du terrain selon un bail amphythéotique de 99 ans, l'acheteur apportera 20% du capital net et pendant les 80 ans restant il versera 6% par an de ce même capital. les prêts du gouvernement porteront sur la construction de la maison. Pour les salaires de 300 à 600 £ annuels les prêts seront d'un maximum de 1000 à 1.200 £ au taux d'intérêt de 6,5 %. Pour les salaires supérieurs les prêts pourront aller jusqu'à 3000 £, toujours au même taux d'intérêt. Ce plan de financement est réservé aux Civil Servants en poste permanent à Nairobi et ayant droit à la retraite. Le crédit sera accordé après examen des candidatures par un jury composé du Treasurer, du Commissioner for Local Government, Lands and Settlement, du Director of the Public Works Department, de deux membres non-officiels et un membre officiel du Legislative Council, d'un représentant de l'European Civil Servants Association.

Ce schéma prévoit aussi des facilités de crédit pour les fonctionnaires qui après dix ans de service au minimum, souhaitent prendre leur retraite et s'établir au Kenya pour y créer une entreprise agricole de culture intensive (9). Ce projet proposé par le gouverneur Sir Edward Grigg et entériné par le conseil législatif semble plus être un plan pour l'immigration de nouveaux colons, certes en nombre limité par l'intérieur, qu'un projet permettant de réelles économies du gouvernement Britannique à l'égard du Kenya. Depuis 1923, la Devonshire Declaration affirme la

primauté des intérêts Africains sur les autres communautés, cependant les Africains sont considérés comme incapables de se gouverner eux-mêmes et la domination Européenne reste nécessaire. Le gouvernement Britannique a tout intérêt à ce que les colons du Kenya adhèrent à cette politique et qui peut mieux le faire que des Civil Servants qui l'auront pratiquée pendant leur carrière ? (10).

2. LES HABITATIONS DES COLONS ET LA SPECULATION.

Les récits qui témoignent des premières années de Nairobi insistent sur l'aspect Western de la ville avec ses maisons de bois et ses toits de tôle ondulée, les premiers colons dans l'attente de l'attribution de leur terre par le land Office campent sous la tente au bord de la rivière.

Lord Delamere lui-même habitera sous une hutte d'herbes pendant plusieurs mois (11). Dès 1905, Ewart Grogan fait construire Chiromo, une vaste maison équipée du confort moderne, deux salles de bain et une cuisine avec un four à bois, des pièces de réception et de nombreuses chambres (12).

Selon le rapport Simpson, les maisons construites pour abriter les Européens vivant sous les tropiques doivent être spacieuses, les plafonds élevés et une grande véranda doit entourer complètement l'habitation (13).

A Nairobi, en raison du climat tempéré qui n'impose aucune règle architecturale, chacun fait construire sa maison selon son goût et ses moyens.

Elles sont même souvent équipées de cheminées et une flambée est bienvenue en saison des pluies. Si la cuisine est située dans la maison, les domestiques, cuisiniers, boys et nounous sont logés dans les Servant Quarters un bâtiment modeste construit dans le jardin, à l'écart de la maison.

A propos des quartiers Européens de Nairobi on peut lire dans le Feetham Report : " Quand la zone résidentielle de Parklands fut créée la plupart des gens qui étaient habitués en Angleterre à vivre dans des espaces limités décidèrent qu'au moins quatre ou cinq acres (2 ou 2½ ha) autour d'une maison seraient nécessaires, ils ne réalisaient pas l'impossibilité d'entretenir d'aussi larges espaces " (14).

Il faut dire aussi que le prix de la terre était très bas.

La Crown land Ordinance de 1902, si elle ne fixe pas de prix, autorise la vente définitive de terrains si la superficie ne dépasse pas 1000 acres (400 ha), au-dessus, l'acte est un bail amphithéotique de 99 ans. Tout terrain vendu en pleine propriété ou à bail doit être développé, si au bout d'un an il est toujours inoccupé, il redevient terre de la couronne (14 bis).

En ce qui concerne Nairobi, il y a trois types de concessions, celles pour des terrains dans le quartier commercial, celles pour des terrains résidentiels et celles pour des propriétés agricoles qui doivent fournir la ville en produits laitiers et maraîchers.

Les parcelles commerciales sont vendues à bail amphithéotiques de 25 ans avec une possibilité d'extension à 99 ans, selon un prix et un loyer fixé par le Land Department et offert aux enchères.

Dans les zones résidentielles les parcelles entre 5 et 10 acres sont vendues en pleine propriété si elles se trouvent à plus d'un mile de distance de la voie ferrée, à moins d'un mile les baux sont de 25 ans avec une possibilité d'extension à 50 ans et 99 ans (15).

Les exploitations agricoles bénéficient à la création de la ville de prix très bas et sont encouragées, sans doute parce qu'il paraissait urgent à l'administration que la ville soit alimentée en produits frais. Elles ne font pas à proprement parler partie de la ville puisqu'elles ne sont pas situées dans le cercle qui délimite la municipalité en 1901, mais au fur et à mesure que Nairobi se développera elle englobera ces propriétés maraîchères qui vont être l'objet de spéculations. C'est pourquoi j'ai pensé qu'il fallait les prendre en compte dès le départ.

La situation est confuse dès la fondation de la ville puisque deux propriétaires sont en présence, l'Uganda Railway Company qui possède un mile de terrain de part et d'autre de la voie ferrée et la Couronne qui est propriétaire du restant administré par le Land Office.

Le premier vendeur de terrain est d'ailleurs l'Uganda Railway Company qui publie une offre dans l'Official Gazette du 1er février 1900 : Sept parcelles de 100/75' (6750 m²) chacune sont proposées à bail de 25 ans. Le prix de départ de chaque parcelle est de 300 roupies et de 20 roupies par année de location. L'acheteur doit déposer 100 roupies comptant pour chaque parcelle qu'il convoite (16).

La vente a lieu aux enchères et John Ainsworth écrit dans ses mémoires : *" Une parcelle fut achetée 500 roupies, les autres entre 400 et 200 roupies "* (17). Le Land Office procède de la même façon, la vente a

lieu aux enchères. Malheureusement il est actuellement impossible d'avoir accès aux archives du Land Office qui se trouvent à Nairobi au Kenya, l'histoire foncière de la ville pourra peut-être être faite lorsque ces archives seront ouvertes. Cependant de 1906 à 1912, les Annual Report publient la liste des concessions de terrains par province, avec le nom du demandeur, la nature et la surface de la concession, la localité, la date de la demande, le type d'acte enregistré (en pleine propriété ou à bail) et pour quelle durée, le prix ou loyer, si la demande est accordée, si le demandeur s'est adressé au Foreign Office ou a fait sa demande localement et la date d'enregistrement du contrat. J'ai jugé cette information directe intéressante et grâce à l'étude de ces listes de concessions on peut avoir une idée de l'histoire de la vente de terrains de la ville par le gouvernement colonial avant la première guerre mondiale (18). Certaines institutions ne paient qu'un loyer annuel symbolique pour l'acquisition des terrains qui leur sont nécessaires :

La brigade des Pompiers de la municipalité ne paie qu'un grain de poivre par an pour l'acquisition de son terrain d'une superficie de 13.312 pieds carrés (39.000 m²) à bail pour 99 ans à partir de l'année 1908.

En 1910, la communauté musulmane de la ville obtient ce même paiement symbolique pour l'achat du terrain de son cimetière de 2.97 acres (1½ ha).

Ces deux cas sont exceptionnels, le prix appliqué pour une surface d'une acre (500 m²) achetée à bail pour 99 ans par une institution religieuse et si le terrain sert à l'édification d'un lieu de culte ou d'un cimetière est de 5 roupies annuelles, ce qui reste tout de même un prix symbolique.

Les prix des terrains résidentiels à Parklands, Nairobi Hill ou Ngong Road se divisent en deux catégories, ceux vendus en pleine propriété le sont à 20 roupies pour 5 acres, 16 roupies si la surface du terrain est inférieure ; les terrains loués à bail pour 25 ans ont un loyer annuel de 15 roupies pour une surface de 1 à 5 acres et de 75 roupies pour une surface supérieure. Le prix de vente des concessions à caractère commercial s'échelonne selon la superficie de la parcelle et sans doute aussi de son emplacement dans la ville. Les baux sont la plupart du temps de 25 ans et pour une surface de 3.750 pieds carrés (9.000 m²) l'acheteur doit verser annuellement 24 ou 36 roupies, pour une surface de 5000 pieds carrés (15.000 m²) le prix est de 48 roupies annuelles et pour une surface de 1 à 2 acres (500 m² à 1 ha) il est de 72 roupies annuelles.

Il y a bien sûr des exceptions dans le cadre de cette échelle de prix que j'ai pu discerner dans les listes de concessions que j'ai étudié mais je ne dispose pas de suffisamment d'informations pour trouver des explications.

Par contre j'ai pu remarquer, parce que le cas se produit plusieurs fois, que sont avantagés les acheteurs de concessions commerciales qui vont développer sur ce terrain dont ils deviennent propriétaires une entreprise locale. Dans ce cas, ils ne paient pas de loyer annuel pendant les trois premières années de bail, mais celui-ci est plus élevé pendant les 96 années restantes.

La première concession de ce type qui apparaît dans la liste des Annual Report est pour la Unga Ltd en 1908. Cette société, dont le nom Swahili

signifie farine acquiert un terrain de 1,510 acre (700 m²) et ne paiera qu'après 3 ans et pour les 96 ans restant un loyer annuel de 370 roupies. Unga Ltd est un moulin créé par Lord Delamere pour moudre le blé et le maïs produits localement, la farine de blé est ensuite commercialisée sous la marque Kenia's Mist (19).

La Nairobi Motor Transport C^o Ltd achète de la même manière en 1910 0,83 acre à Nairobi et ne commence les versements de son loyer de 206,3 roupies qu'après trois ans. Le dernier cas qui apparaît est celui de la British East Africa Saw Mills, une scierie créée en 1911 et qui achète pour 99 ans avec paiement pendant les 96 années restantes 2,06 acres (1,3 ha) au prix de 512 roupies annuelles.

En 1911, l'échelle des prix des concessions commerciales change, pour une parcelle de 6.562 pieds carrés (19.686 m²) vendue pour 99 ans le loyer annuel est de 132 roupies, pour une parcelle de 7.500 pieds carrés (22.500 m²) le loyer annuel s'élève à 150 roupies et pour une parcelle de 9.750 pieds carrés (29.250 m²) le loyer annuel est de 195 roupies. En 1912 le versement d'une prime de redevance apparaît pour l'achat du terrain le coût de cette redevance varie d'une concession à l'autre même si elles ont la même superficie. la raison la plus plausible de cette différence de prix est sans doute l'emplacement de la parcelle dans le quartier commercial. Les acquéreurs de terrains à usage agricole à la périphérie de la ville bénéficient d'un prix d'achat en pleine propriété de 2 roupies l'acre, pour un bail de 99 ans ils ne payent leur loyer qu'après 3 ans de la même manière que les entreprises commerciales citées précédemment.

Un des premiers agriculteur installé aux environs de Nairobi est Monsieur Sandbach-Baker encouragé par John Ainsworth en 1901 à développer un élevage laitier pour fournir la ville en beurre et lait frais (20).

C'est sans doute à ce propriétaire que William McGregor Ross fait allusion quand il écrit :

" Un fermier anglais reçut en pleine propriété environ 2000 acres (1000 ha) à proximité de Nairobi qu'il exploita en ferme laitière lucrative pendant dix ou douze ans et vendit ensuite plus de £ 2000 comme quartier résidentiel " (21).

La propriété des Sandbach-Baker est devenue la Private Township Muthaiga et le Feetham Report confirme les affirmations de William McGregor Ross tout en les nuancant quelque peu : la propriété ne faisait pas 2000 acres mais presque 1000 (500 ha, ce qui n'est tout de même pas négligeable) et les propriétaires l'ont vendue au Major Morrison pour £ 20 l'acre. L'ayant payée 2 roupies l'acre douze ans plus tôt leur profit n'est pas négligeable non plus !

C'est le Major Morrison qui a divisé la propriété en parcelles constructibles pour en faire le quartier résidentiel le plus huppé de Nairobi et le Feetham Report reste malheureusement muet sur le prix de vente de ces parcelles (22).

tous les quartiers résidentiels européens de Nairobi ont la même origine que Muthaiga, ce sont des propriétés agricoles rachetées avant la première guerre mondiale par l'Upper Nairobi Private Township Company qui met en place les lotissements et revend les parcelles individuelles.

Etant donné le peu de sources disponibles il est difficile d'évoquer

le problème de la spéculation à Nairobi. William McGregor Ross écrit dans son livre que dans les années 20 et dans certains cas extrêmes, des concessions commerciales particulièrement bien situées pouvaient atteindre le prix de 60.000 £ l'acre et dans les quartiers périphériques 300 £ l'acre (23). Mais en raison du ton polémique de son livre il est difficile d'être sûr des chiffres qu'il avance.

3. CRITIQUES

Le Land Office est très critiqué sur sa manière de vendre les terres de la couronne et de tenir le plan cadastral de la ville. Toujours en raison de l'impossibilité de consulter les archives du Land Office ces critiques sont invérifiables. Il est notable tout de même qu'elles sont le fait de personnes ou d'opinions souvent défavorables à l'administration coloniale ou ayant eu des désaccords avec elle.

Le journal *The Leader of British East Africa, Uganda and the Lakes* se plaît à décrier en général toute action du gouvernement colonial, d'après l'opinion qu'il exprime le gouvernement ne cesserait de créer des difficultés aux colons les empêchant de réaliser un réel développement du pays. L'article suivant, intitulé : " Vente de terrains par le gouvernement, cela peut-il s'appeler un succès ? " en témoigne. Le reproche principal exprimé à cette occasion est que le gouvernement met en vente trop peu de terrains pour faire monter les prix. Un premier lot de terrains mis à prix 200 roupies a été vendu 2000 roupies. Les deuxième et troisième lots ont atteint respectivement 2050 roupies et 2000 roupies. Mais l'ar-

ticle ne précise ni la situation ni la superficie des lots concernés et préfère polémiquer :

" D'une manière générale la vente ressemblait à la mise aux enchères d'une propriété par un spéculateur entreprenant et n'avait rien à voir avec une répartition de terrains par un gouvernement dans une colonie pionnière ".

Le journal exprime trois raisons de mécontentement, premièrement seulement trois sites de la ville ont été mis en vente alors qu'environ vingt résidents attendent d'acheter les terrains pour leurs affaires qui existent déjà ; deuxièmement les loyers annuels sont trop élevés ; troisièmement la vente aux enchères favorise ceux qui ont de l'argent liquide et ce ne sont pas toujours ceux qui sont arrivés les premiers l'article conclue ainsi :

" L'ensemble de la procédure a tout simplement fait le jeu des spéculateurs et des capitalistes, privant la firme du colon de bonne foi d'une pleine propriété ou d'une location en l'accordant à la bourse la plus longue sans attacher d'importance au fait que le propriétaire soit un résident aisé ou un individu absent " (24).

Un reproche qui apparaît plusieurs fois concerne l'allotement de parcelles sans planification, il faut ensuite les racheter pour tracer des routes. Dès son premier rapport en tant que Directeur du Public Work Department en 1906, William McGregor Ross se plaint d'avoir non seulement à racheter des parcelles, ce qui est long et coûteux, mais que celles-ci ne sont pas toujours enregistrées au cadastre comme étant vendues (25).

Dans son journal le Colonel Richard Meinertzhagen raconte que cette mésaventure lui est arrivée. Il a acheté 10 acres de terrain sur Nairobi Hill, derrière le quartier militaire en 1902, quand il revient à Nairobi en 1906 il écrit : " J'ai visité mes misérables petites 10 acres maintenant désertées par les pintades et les duika. Je me suis bien amusé quand on m'a dit que la nouvelle Government House allait être bâtie sur ma propriété ; personne ne m'a demandé mon avis et je n'aborderai certainement pas le sujet " (26).

Dans la liste des concessions publiée par les Annual Report on retrouve l'achat effectué par le Colonel Meinertzhagen mais il est daté de 1904 et enregistré en 1907 ; les dates que donne l'auteur sont différentes, d'autre part il semble ignorer que tout terrain inoccupé plus d'un an retourne automatiquement à la couronne. Enfin en 1912, est enregistré l'achat d'un terrain par un certain John Cook qui a effectivement eu lieu en 1904 et dans la colonne " Remarques " on peut lire :

" A l'origine concession du Capitaine Meinertzhagen de 10 acres. Rachetée pour la construction de routes et l'ouverture de nouvelles communications. Accordée en échange du terrain rendu à la couronne " (27).

Il y aurait eu deux opérations successives, le Colonel Meinertzhagen a acheté un terrain que le gouvernement lui a échangé contre un autre pour pouvoir tracer une route et comme il n'a pas occupé son terrain il a été revendu à Monsieur John Cook mais le gouvernement a bien enregistré toutes les différentes opérations. Evidemment la version de Richard Meinertzhagen est plus pittoresque.

Un des véritables problèmes de concession de longue durée à une personne

privée dans le centre de Nairobi est celui du " Swamp ". Les deux rives de la Nairobi River entre Ainsworth Bridge et Race Course Road sont marécageuses, Ewart Grogan les achète en 1906 pour un bail de 99 ans. Pour drainer le marécage il le loue à des maraîchers Indiens qui le mettent en culture vivrières. En 1929 le conseil municipal de Nairobi propose à Ewart Grogan de lui racheter son bail et lui offre 60.000 £, il en demande 300.000£ et l'affaire n'est pas conclue. Ewart Grogan vendra son terrain 180.000 £ à un homme d'affaires Indien en 1948 (28). Dans ce cas de spéculation évidente il est reproché au gouvernement d'avoir fait preuve de négligence en vendant un tel terrain à une personne privée, mais cette affaire pourra elle aussi être étudiée plus en profondeur quand les archives du land Office et du Municipal Council seront ouvertes. Malgré le peu de sources disponibles il me fallait évoquer ces sujets des concessions de terrain et de la spéculation.

4. GOVERNMENT HOUSE ET LA VILLE-JARDIN

Karen Blixen, l'écrivain danois, qui a vécu au Kenya de 1913 à 1930 évoque Nairobi dans son livre La ferme Africaine. Voici ce qu'elle en dit : " Du temps où je la fréquentais, Nairobi était une ville hétéroclite, avec quelques beaux bâtiments administratifs bâtis en pierre et des quartiers entiers de tôle ondulée, comprenant aussi bien des magasins et des habitations que des dépôts et des bureaux. Le tout soigneusement aligné, le long de rues poussiéreuses bordées d'eucalyptus... Nairobi n'en était pas moins une ville où l'on venait faire des emplettes,

apprendre les nouvelles, manger au restaurant ou danser au club. Une grande animation y régnait. C'était une ville toujours en mouvement, elle ressemblait à un fleuve, ou à un enfant en pleine crise de croissance.

D'une année sur l'autre on voyait la ville se transformer ; il suffisait même de partir en expédition pour la trouver changée au retour. La nouvelle résidence du Gouverneur dominait fièrement la ville, elle était vaste, aérée, avec une belle salle de bal et un jardin savamment dessiné. De grands hôtels surgissaient en même temps que s'organisaient des expositions d'animaux et de fleurs " (29).

On trouve dans d'autres documents l'impression exprimée par Karen Blixen de voir la ville changer très rapidement, dans cet article de " L'East African Standard " par exemple :

" Nairobi change énormément d'année en année et même de mois en mois et son évolution produit une ville plus en accord avec la dignité d'une capitale qu'avec le curieux conglomérat architectural d'une ville coloniale champignon " (30).

Au cours des années qui ont précédé la première guerre mondiale, le gouvernement colonial a fait construire les bâtiments administratifs au plus vite et à meilleur marché, après la guerre il s'est agi de remplacer progressivement les bâtiments de bois et tôle ondulée par des constructions de pierre plus représentatives de la puissance du pouvoir colonial.

Un symbole particulièrement intéressant est celui de Government House, la résidence des Commissioner puis des Governor du Kenya.

En 1904, lorsque Sir Charles Eliot quitte l'East Africa Protectorate, Mombasa et Nairobi se partagent les départements centraux du gouvernement et le Commissioner réside officiellement à Mombasa. A son avis :

" Il est impossible de concentrer le gouvernement à Mombasa puisque pour diverses raisons les quartiers généraux des militaires, du chemin de fer ainsi que le Land Office et tous les officiels qui ont à traiter les questions de colonisation doivent être à Nairobi, et il est extrêmement incommode pour eux d'être séparés du Commissioner et de ses Conseillers économiques et financiers " (31).

C'est pour les raisons qu'il vient d'invoquer que le Commissioner est lui-même souvent présent à Nairobi il est alors logé, comme les autres fonctionnaires, dans un bungalow de bois et tôle ondulée posé sur des pilotis.

Ce bâtiment avait été prévu à l'origine pour loger 4 Junior Officers, il comprend deux pièces de réception et quatre chambres avec quatre salles de bains attenantes. Il est entouré d'une véranda. Les quartiers des domestiques et la cuisine sont situés dans le jardin, un peu à l'écart de la maison. L'ameublement et la vaisselle, l'éclairage aux lampes à pétrole sont aux frais du gouvernement. Le jardin, d'une superficie de 3/4 acre (300 m²) est planté de fleurs et entretenu par une équipe de prisonniers (32).

Lorsque en 1904, le gouvernement est transféré à Nairobi, le nouveau Commissioner Sir Donald Stewart s'installe dans une nouvelle résidence mais considérée comme temporaire. Elle est composée de quatre pièces de réception, une salle à manger, un fumoir et deux bureaux ; et de

de deux pièces privées réservées au Commissioner. Sur le terrain de deux acres (1 ha) qui entoure la maison, se trouvent à l'écart la cuisine et les quartiers des domestiques, et un jardin d'agrément entretenu par les employés de la maison et occasionnellement par des équipes de prisonniers. Six personnes sont quotidiennement employées pour l'entretien de Government House et leurs salaires sont à la charge du gouvernement, le Commissioner paie pour la consommation d'eau et les taxes municipales (33). C'est en 1908 que la construction d'une nouvelle Government House digne de ce nom est terminée. Située dans un parc de 287 acres (72 ha), elle est certainement bâtie en pierre puisqu'il est précisé qu'il y a " *différentes vérandas qui entourent le bâtiment au rez de chaussée et aussi un large portique pour les attelages avec un balcon en symétrie relié à la principale porte d'entrée* ". Au rez de chaussée il y a quatre pièces de réception et un grand hall, on accède au premier étage par un large escalier et un palier sépare les appartements privés du gouverneur et de sa famille, des appartements destinés aux hôtes. Les domestiques disposent d'un escalier de service pour se rendre à l'étage. Les appartements privés comportent trois chambres avec chacune une salle de bain attenante. Les appartements des visiteurs se composent de deux chambres et deux salles de bains. La cuisine et les quartiers des domestiques se trouvent dans un bâtiment construit non loin de la maison et relié à elle par une véranda ouverte. Le chauffage de la maison se fait par des cheminées installées dans chaque pièce. L'éclairage électrique est à la charge du gouvernement mais l'eau chaude et courante dans chaque salle de bains est à la charge du gouver-



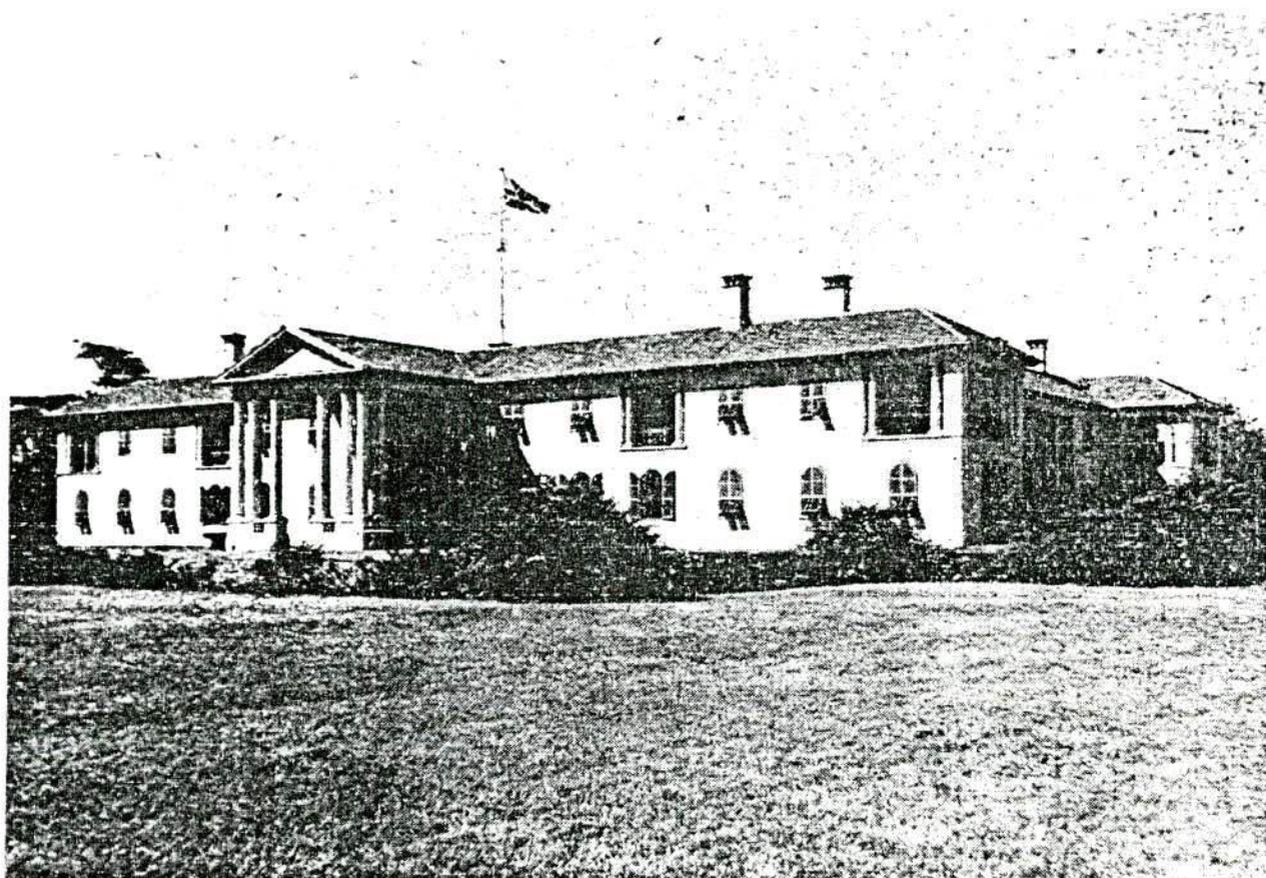
3. DEPART D'UNE CHASSE A COURRE DEVANT GOVERNMENT HOUSE EN 1910
(from Lord Ganworth A Colony in the Making
London, McMillan, 1912, 334 p.)

neur. Pour l'entretien de la maison le gouvernement paie les salaires d'un contremaître Européen, d'un chef d'équipe et de vingt-neuf travailleurs Africains (34).

Lorsqu'en octobre 1925 Sir Edward Grigg le nouveau gouverneur vient prendre son poste, le conseil législatif en accord avec Londres a voté un budget de 80.000£ pour la construction de deux nouvelles résidences pour le gouverneur, une à Nairobi, une à Mombasa. Le nouveau gouverneur met le projet en route en faisant appel à Sir Herbert Baker, un architecte britannique connu à l'époque pour avoir réalisé la construction de la Bank of England à Londres et différents bâtiments publics à Pretoria. Cette nouvelle Government House n'est pas le seul bâtiment officiel construit pendant le gouvernement de Sir Edward Grigg, il fait aussi bâtir des hôpitaux, des écoles, un tribunal, une mairie et d'autres bâtiments administratifs. Il s'en explique :

" La Nairobi que ma femme et moi découvrirent n'avait jamais envisagé le style ou la durée alors que déjà les ambitions de ceux auxquels elle servait de capitale étaient de haut niveau ... Loin d'égaliser de telles ambitions, ses caractéristiques dominantes étaient la mauvaise qualité et la petitesse dans les bâtiments et dans les déplacements, la boue collante ou la poussière suffocante. Pour une colonie britannique ayant un rôle décisif à jouer en Afrique, cette allure de poste frontière à la Buffalo Bill ne me satisfaisait pas ... Je décidai une semaine après mon arrivée de révolutionner tout cela " (35).

Les " ambitions de haut niveau " auxquelles Sir Edward Grigg fait allusion en ce qui concerne les officiels du gouvernement est le projet



5. GOVERNMENT HOUSE construite par Sir. H. Baker

(from Thornton W.L., Anderson and Silberman)

Nairobi, Master Plan for a Colonial Capital, 1948, 90 p.)

de Londres de fédérer les trois colonies du Kenya, de l'Uganda et du Tanganyka, en ce cas Nairobi deviendrait la capitale de la fédération et le gouverneur du Kenya, le Gouverneur-en-chef. Finalement en 1929 le gouvernement Britannique renoncera définitivement à cette idée de fédération et Sir Edward Grigg sera rappelé à Londres en 1930 (36).

Néanmoins, il aura eu le temps de faire de Nairobi une ville qui soit une capitale et de faire construire une vaste Government House qui sera très contestée par l'opinion publique locale parce que trop chère et trop monumentale. Sir Edward Grigg l'évoque dans ses mémoires :

" Les frais engagés devinrent un sujet de violente controverse quand la construction commença ; et moi en tant que gouverneur, bien qu'en aucun cas responsable de cette décision, je devais payer de ma personne " (37).

La nouvelle Government House est située dans le même endroit que celle bâtie en 1908, sur Nairobi Hill et entourée d'un vaste parc. Le rez de chaussée de la maison est réservé aux pièces officielles. Il comprend un hall d'entrée avec des vestiaires pour dames et pour messieurs et leurs toilettes adjacentes. Le corridor principal conduit à la salle à manger dont le sol est recouvert de marbre. Ensuite les pièces de réception qui comptent un hall, un fumoir, une salle de billard et un salon. Dans la partie des bureaux se trouvent le bureau du gouverneur et celui de son épouse, les bureaux des secrétaires particuliers et le bureau des clercs, une salle de conférence.

La cuisine est dans l'aile du bâtiment avec toutes les autres pièces nécessaires au service : le garde-manger, l'épicerie, l'argenterie,

la réserve de fuel. Dans la cave, il y a le cellier, la réserve de vin et la chaudière.

Au premier étage se trouve la suite de Son Excellence, deux chambres et deux salles de bains pour le gouverneur et son épouse, une salle de jeux et une chambre avec elle aussi une salle de bains attenante pour les enfants.

La suite des hôtes se compose de treize chambres avec chacune des toilettes et une salle d'eau attenantes. Le chauffage de la maison se fait par des cheminées installées dans chaque pièce. L'eau chaude et froide est courante dans chaque salle de bains, les frais d'eau sont acquittés à 25% par le gouverneur et à 75% par le gouvernement. L'éclairage électrique est payé par le gouvernement mais le gouverneur verse 3shs50 par jour pour régler sa consommation personnelle. Le terrain de 287 acres est clôturé, un verger et un potager sont entretenus à l'écart de la maison qui est entourée d'un jardin d'agrément. Il y a aussi deux cours de tennis. Les jardins sont cultivés par des travailleurs Africains embauchés selon les besoins et dirigés par un jardinier en chef Africain qui est lui-même sous les ordres d'un jardinier Européen. Leurs salaires sont payés par le gouvernement. Aux alentours de la maison principale s'élèvent les maisons du clerc en chef, du jardinier européen et du chauffeur du gouverneur, Européen lui aussi. Le maître d'hotel, le valet de chambre et la femme de chambre sont logés dans des bungalows et les domestiques Africains ont leurs Servant Quarters. Il y a une écurie pour douze chevaux, deux garages, une sellerie, une grange à fourrage et une pièce pour entreposer du matériel divers. En 1927, une salle

de bal et une loggia sont ajoutées à Government House pour sa finition et en 1928 un garage pouvant abriter dix voitures est construit (38). Sir Edward Grigg et l'architecte avaient vu très grand pour cette résidence et c'est avec une certaine amertume que Sir Edward Grigg conclut à son sujet : " *Sir Joseph Byrne mon successeur immédiat et Sir Philipp Mitchell en service au Kenya de 1944 à 1952 voyaient Government House comme un incubateur et ne l'utilisaient pas pour le but principal dans lequel, dans mon esprit elle avait été conçue* " (39). C'est à dire pour recevoir. A bien des égards Government House apparaît comme le symbole d'un échec, échec de la confédération Est-Africaine et échec politique pour les colons (40).

Dès la création de Nairobi, les administrateurs de la ville ont eu le souci de planter des arbres et des fleurs. John Ainsworth fait planter des eucalyptus le long des routes qu'il trace. Il choisit cet arbre non seulement pour son effet décoratif mais parce qu'il a la réputation de drainer les marécages, de pousser vite et de permettre aux animaux de pacager dessous. Le premier jardin public de la ville est un don de Monsieur Jeevanjee, il est orné en son centre d'une statue de la Reine Victoria (41).

City Park est inauguré en 1923 par Sir Robert Coryndon le gouverneur. Nora Strange en donne une description dans son guide du Kenya :

" *Une des transformations les plus notables, en dehors de Nairobi même, est la création de City Park et de ses parterres bien dessinés. La partie de forêt restée à l'état naturel est contenue par une haie basse de rosiers grimpants rouges. La partie de forêt qui s'étend vers le*

le cimetière a été transformée en un labyrinthe d'allées, avec de belles perspectives à travers les arbres, des charmilles artistiquement dissimulées et des ponts rustiques " (42).

Mais ce qui fait surtout que Nairobi apparaît comme une ville jardin est sa grande étendue qui permet des espaces non bâtis et les vastes jardins qui entourent les maisons européennes dans les quartiers résidentiels.

En 1912 on peut lire dans un guide à l'intention du futur colon européen :
 " Nairobi est célèbre pour sa banlieue pittoresque, la ville est bâtie sur une plaine entourée de collines que selon une pente douce mais perceptible atteignent les altitudes élevées de Limuru et de Kikuyu " (43).

C'est encore Nora Strange qui écrit :

" Il n'y a pas de surpeuplement à Muthaiga. Mais un sens bienvenu de l'espace accentué par les bandes de gazon en sandwich entre le trottoir et la rue " (44).

Mais Nairobi n'est pas toujours décrite comme une ville-jardin par ses contemporains. Tout dépend de ce que veut prouver l'auteur et à quel lecteur il se destine.

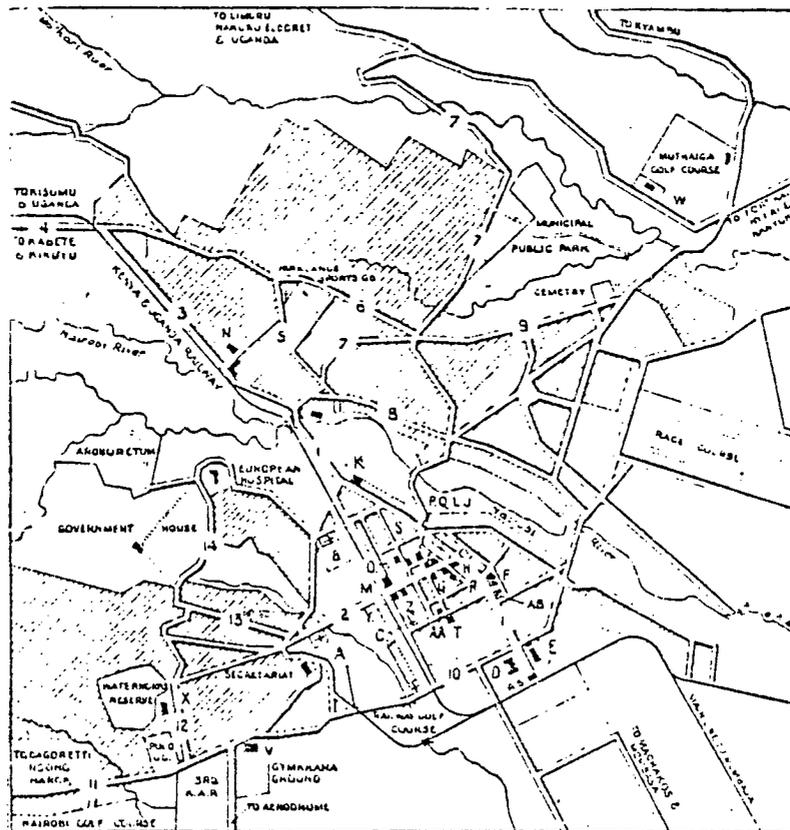
Dans le cas des passages extraits de guides que je viens de citer, l'auteur a pour but de convaincre des Européens de venir s'installer au Kenya ou de prouver que les blancs installés au Kenya ont su créer une ville nouvelle et agréable à vivre, ils insistent donc sur son aspect verdoyant et sur l'espace disponible.

Par contre dans la littérature locale destinée à des lecteurs qui résident déjà dans la colonie et en connaissent les inconvénients, Nairobi

est souvent présentée comme une ville poussiéreuse en saison sèche, boueuse en saison des pluies pour demander au gouvernement de meilleurs aménagements (45).

et dans ces deux cas apparemment contradictoires il y a caractéristique commune, Nairobi n'est pas envisagée autrement que comme une ville européenne en Afrique.

3. NAIROBI en 1937



- | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------------|----------------------|
| A. CATHEDRAL | O. MUNICIPAL MARKET | 1. GOVERNMENT ROAD |
| B. ST. ANDREWS CHURCH | P. McMILLAN LIBRARY | 2. DELASHIERE AVENUE |
| C. R.C. CATHEDRAL | Q. THEATRE ROYAL | 3. SALISBURY ROAD |
| D. RAILWAY HEADQUARTERS | R. EMPIRE THEATRE | 4. KABETE ROAD |
| E. RAILWAY GOODS DEPOT | S. PRINCES THEATRE | 5. KIKUYU ROAD |
| F. NATIONAL BANK OF INDIA | T. LAW COURTS | 6. SCLATER'S ROAD |
| G. STANDARD BANK OF S.A. | U. NATURAL HISTORY MUSEUM | 7. LIMURU ROAD |
| H. BARCLAYS BANK | V. NAIROBI CLUB | 8. NGARA ROAD |
| J. NEW STANLEY HOTEL | W. MUTHAIGA CLUB | 9. FOREST ROAD |
| K. NORFOLK HOTEL | X. M. CARBERRY NURSING HOME | 10. WHITEHOUSE ROAD |
| L. FORD'S HOTEL | Y. GENERAL POST OFFICE HEADQUARTERS | 11. NGONG ROAD |
| M. AVENUE HOTEL | Z. R.E.A. A.A. HEADQUARTERS | 12. GIBBOURD ROAD |
| N. SALISBURY HOTEL AND SWIMMING BATH | A.A. TOWN HALL | 13. ANDERSON ROAD |
| | A.B. CAPITOL THEATRE | 14. MACKENZIE ROAD |

(Source : The Traveller's Guide to Kenya and Uganda p. 90)

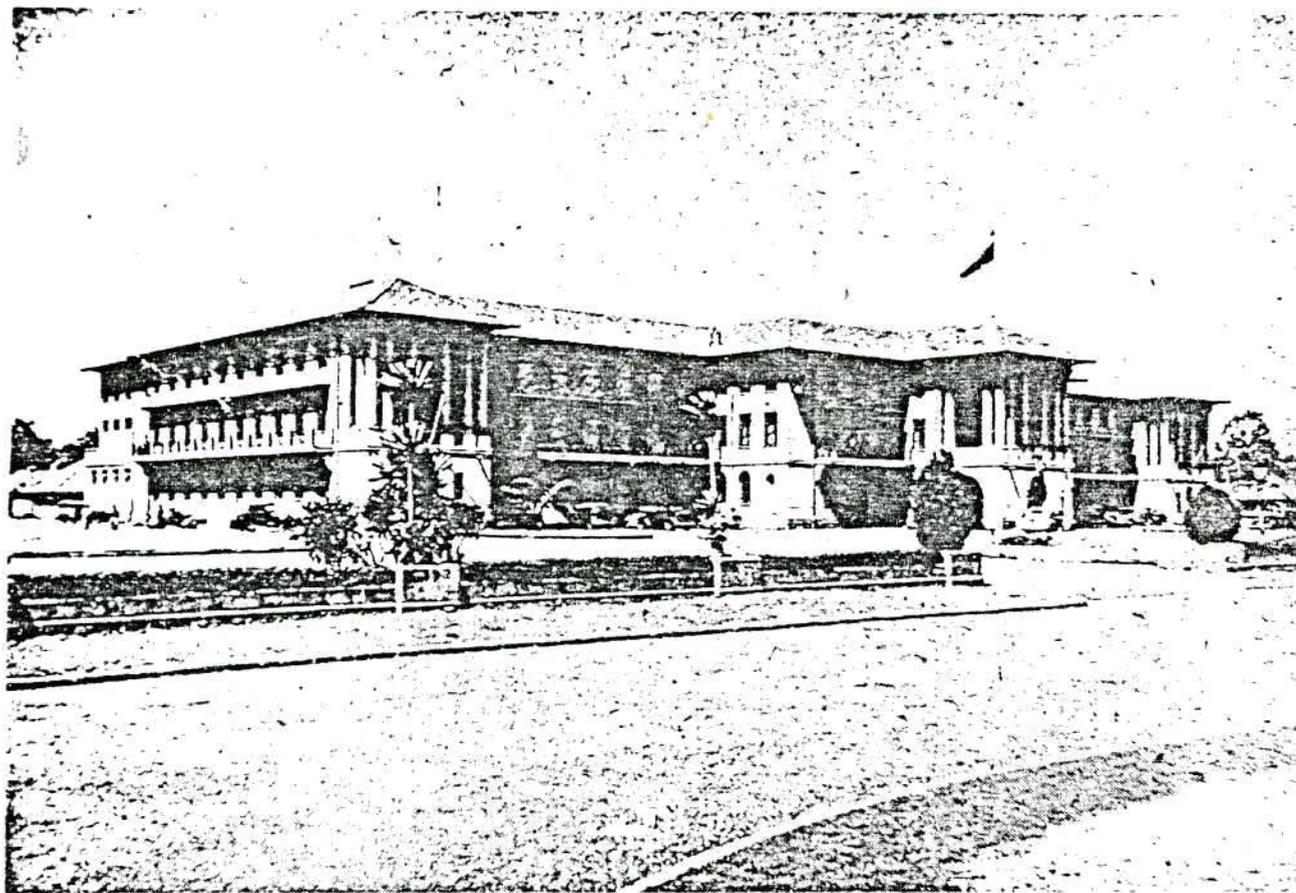
NOTES DU CHAPITRE III : HABITAT ET SPECULATION

1. F.O. 2/795 PRO
2. F.O. 2/795 PRO
3. PARKER M. Political and Social Aspects of the Development of Municipal Government in Kenya with special references to Nairobi. 1947
4. DC/NBI 1/1 KNA
5. THORNTON L.W., ANDERSON P.R., SILBERMAN L. Master Plan for A Colonial Capital. 1948, BAOM
6. Entretien avec T.C. Colchester, G.B., 29 Novembre 1984
7. Fitzgibbon Private Papers Rhodes House, Oxford, G.B.
8. C.O. 533 380/4 PRO Housing of government Officials
9. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976, p. 204
10. HUXLEY E. White Man's Country Volume I p. 92
11. FARRANT L. The Legendary Grogan p. 99. Il revendra cette maison aux McMillan. Ewart Grogan est né à Londres en 1874 et décédé en Afrique du Sud en 1966. Il s'installe au Kenya en 1904 où il investit son capital dans des placements fonciers et immobiliers. Leader politique de la communauté européenne admiré ou constesté, il était connu pour avoir réalisé la liaison à pied du Cap au Caire pour obtenir la main de sa femme.
12. C.O. 533/168 PRO

13. Report of the Local Government Commission 1927. Volume I Nairobi and its environs. Prêté par Michael Redley
14. SORRENSON M.P.K. Origins of European Settlement in Kenya p. 57
15. Report on the local Government Commission Volume I Nairobi and its environs, déjà cité.
16. Official Gazette 1900 PRO
17. Ainsworth Private Papers, Rhodes House, Chapitre 18
18. Annual Report 1906 à 1912 consultés sur microfilms au Centre de Documentation, Université Paris VII
19. Elspeth Huxley Private Papers, Rhodes House, j'ai trouvé ces informations concernant le moulin Unga Ltd créé par Lord Delamere dans les notes manuscrites d'Elspeth Huxley qui lui ont servi pour rédiger son livre White Man's Country.
20. GOLDSMITH F.H. John Ainsworth, Pioneer Kenya Administrator 1864-1946, 1955. p. 55
21. ROSS MCGREGOR W. Kenya from Whithin 1927. p. 63
22. Report of the Local Government Commission 1927, Volume I Nairobi and its environs, déjà cité.
23. ROSS MCGREGOR W. Kenya from Whithin, 1927. p. 69
24. The Leader of British East Africa, Uganda and the Lakes, 11.07.1910
MMML
25. William McGregor Ross Private Papers, Rhodes House, Public Works Department Annual Report adressé à His Excellency the Commissioner.

26. MEINERTZHAGEN Colonel Richard Kenya Diary 1902-1906. 1957, pp. 80 et 301
27. Annual Report 1912, sur microfilms, Centre de Documentation, Paris VII
28. FARRANT L. The Legendary Grogan. 1981, pp. 1126113, 196, 214-215
D'après sa bibliographie, Leda Farrant a eu accès aux archives municipales de Nairobi et à celles du Land Office, cependant son ouvrage est essentiellement une justification des actions d'Ewart Grogan pour prouver qu'il était bien le " Grand Old Man " du Kenya et en dehors d'informations chronologiques cette biographie n'est que de peu d'utilité.
29. BLIXEN K. La Ferme Africaine. pp. 21-22
30. East African Standard 31.03.1928 BNNL
31. ELIOT Sir Charles The East Africa Protectorate. p. 187
32. Blue Book 1902, consulté sur microfilm, Centre de Documentation, Université Paris VII
33. Blue Book 1904
34. Blue Book 1908
35. ALTRINCHAM Lord Kenya's Opportunity, Memories, Hopes and Ideas
pp. 224-225.
Sir Edward Grigg a reçu le titre de Lord ultérieurement à son mandat de gouverneur du Kenya.
36. History of East Africa, Volume II, Chapitre VI, BENNETT G. Settlers and Politic in Kenya up to 1945. 1965 pp. 224-225

37. ALTRINCHAM Lord Kenya's Opportunity, p. 226
38. Blue Books 1926-1927-1928, consultés sur microfilms, Centre de Documentaiton, Université Paris VII
39. ALTRINCHAM Lord, Kenya's Opportunity, p. 239
40. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976, p. 198
41. The Leader of British East Africa, Uganda and the Lakes 26.04.1910
MMML
42. STRANGE N. Kenya To Day. 1934, p. 43
43. WARD J.H., MILLIGAN F.W. Handbook of British East Africa 1912-1913,
p. 51
44. STRANGE N. Kenya To Day. 1934, p. 42
45. Les journaux locaux, The Leader comme l'East African Standard,
expriment en général l'opinion du colon insatisfait des services
de l'administration.



6. KENYA AND UGANDA RAILWAY HEADQUARTERS

(from Thornton, Anderson, Silberman Nairobi Master Plan for
a Colonial Capital, 1948, 90 p.)

Chapitre IV - Gestion et protection de la ville

I. LA MUNICIPALITE DE NAIROBI

En 1900 c'est une Ordinance du Commissioner Sir Charles Eliot qui déclare l'existence de la municipalité de Nairobi. Ses limites sont celles d'un cercle d'un rayon d'un mile et demi à partir du bureau du Sub-Commissioner de Sa Majesté en Ukamba. Le Sub-Commissioner est chargé de nommer chaque année au mois d'avril quatre personnalités parmi les principaux commerçants ou les résidents prééminents de la ville, à conditions qu'ils n'appartiennent ni au Railway ni au gouvernement, pour former avec lui un comité municipal (1).

John Ainsworth étant en congé, c'est son remplaçant Gilkinson qui participe au premier comité municipal composé de deux membres européens, Messieurs Huebner et Grierson ; et de deux membres Indiens, Messieurs Allidina Visram et Amir Singh (2). Ce comité municipal n'a qu'un rôle de conseil, la ville est gérée par l'Uganda Railway Company et le gouvernement ; dépité le comité démissionne et le Sub-Commissioner se retrouve seul à assumer la responsabilité de la gestion de la ville, ce qu'il fait de toute façon pour le gouvernement.

En 1901, Sir Charles Eliot passe une nouvelle loi concernant la municipalité de Nairobi. Il établit qu'un conseil municipal, et non plus

un comité, sera nommé annuellement par le Sub-Commissioner, il comptera sept membres dont le Sub-Commissioner lui-même qui en sera le président. Les autres membres seront un officiel du gouvernement, deux officiels du Railway (dont les noms seront fournis au Sub-Commissioner par le Chief-Engineer de l'Uganda Railway Company) et trois commerçants ou autres résidents civils de la ville.

Ce nouveau conseil municipal perçoit les impôts locaux sur toute propriété située dans les limites de la municipalité et des taxes diverses, le revenu de ces impôts est exclusivement dépensé pour le maintien de l'ordre public, l'éclairage et le nettoyage de la ville. Chaque année le président du conseil municipal fait approuver par le conseil ses estimations des dépenses pour l'année à venir. C'est en fonction de ces estimations que le conseil vote le montant des impôts. Chaque année les comptes de la municipalité sont vérifiés par un comptable du gouvernement. Le conseil municipal peut émettre des arrêtés municipaux pour le maintien de l'ordre et la protection de la santé publique. Mais dans ce dernier cas c'est uniquement sur le rapport d'un officier médical du gouvernement. Les réunions du conseil doivent se tenir à intervalles réguliers et toute décision est prise à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des votes c'est le président du conseil municipal qui tranche.

Des réunions extraordinaires peuvent avoir lieu à la demande du Sub-Commissioner ou à la demande écrite d'au moins deux membres du conseil (3).

Ce conseil municipal n'a aucun pouvoir exécutif et les seuls pouvoirs législatifs dont il dispose sont étroitement soumis au contrôle du

gouvernement colonial. D'autre part au début des années 1900, l'Uganda Railway Company a sa propre police et ses propres équipes de nettoyage dans les quartiers de Nairobi qui lui appartiennent, c'est tout un secteur de la ville sur lequel le conseil municipal ne peut exercer aucun contrôle. Il faut attendre l'année 1905 et que Nairobi deviennent la capitale du protectorat pour que la police et l'entretien de la ville soient unifiés.

A partir de 1910, on peut lire dans la presse locale plusieurs articles demandant une plus grande participation des habitants de la ville à la gestion de la municipalité. Ce sont eux qui font la prospérité de la ville ce qui leur donne le droit d'exprimer certaines exigences, tel est le point de vue présenté par les journaux.

La première manifestation de ce désir d'être reconnus comme ceux qui ont vraiment " fait " Nairobi a lieu lors de la visite officielle du Duc et de la Duchesse de Connaught au Kenya. Le Duc était le troisième fils de la Reine Victoria, il avait droit au titre de H.R.H. (His Royal Highness) sa venue exigeait le respect d'un strict protocole. A leur arrivée à Nairobi ce ne sont pas les membres du conseil municipal qui les accueillent, c'est-à-dire les représentants des habitants de la ville, mais le gouverneur qui les conduit directement à Government House, à la grande déception du journal qui rend compte de l'évènement (4). En avril 1910 on peut lire dans The Leader of British East Africa, Uganda and the Lakes un réquisitoire pour une plus grande participation des colons aux affaires municipales :

" Du point de vue du gouvernement la politique de maintien du conseil

municipal en un département du gouvernement a été considérée comme nécessaire dans le passé et dans l'intérêt du gouvernement, financier et autre, éclipsant l'intérêt des civils. Mais tout ceci est assurément en train de changer et le gouvernement assume une attitude de surrogation en contrôlant directement de sa propre initiative les affaires de la communauté des citoyens urbains. Nous ne prétendons pas nous faire les avocats d'un transfert direct et total du contrôle municipal et financier entre les mains des citoyens ; mais ce que nous demandons modestement est que voyant la situation financière présente et l'existence d'un corps de citoyens ayant des intérêts vitaux dans l'évolution et la croissance de la ville, que ces citoyens obtiennent une représentation commune avec le gouvernement " (5).

Dans ce projet de l'élection des membres représentants les habitants de la ville de Nairobi se pose le problème de la représentation Indienne. The Leader of British East Africa, Uganda and the Lakes ouvre ses colonnes du courrier des lecteurs à ce thème. Les Indiens qui demandent l'élection de leurs représentants au conseil municipal rappellent l'existence des comptoirs Portugais de l'Inde où la nationalité portugaise et les droits complets ont été donnés aux Indiens. Les Européens qui s'opposent à l'élection des membres Indiens justifient leur position en refusant aux Indiens d'Afrique de l'Est la possibilité d'être gouvernés différemment des Indiens de l'Inde Britannique, ce qui pourrait créer un précédent dangereux pour la stabilité des gouvernements coloniaux Britanniques.

C'est ce lecteur qui a le mot de la fin, il écrit au journal :

" Il est bien connu qu'il n'y a que peu d'Indiens, sauf quelques commerçants de bonne foi, qui seraient capables de suivre intelligemment les discussions du conseil, par conséquent ils ne seraient d'aucune utilité aux personnes qu'ils seraient censés représenter " (6).

En 1916, les membres Européens sont élus au conseil municipal, mais une fois élus ils doivent être approuvés par le gouvernement, les membres Indiens sont nommés par le gouvernement (7).

Devant cet acharnement des journaux à demander une réelle participation des habitants Européens de la ville au contrôle financier de Nairobi il est surprenant de voir à quel point l'enjeu en est médiocre.

Les finances de la ville ne représentent pas grand chose, hormis les impôts locaux, très bas, les autres sources de revenu de la municipalité proviennent des taxes diverses :

" 1) Le ramassage des ordures et la vidange des eaux usées (3 roupies par container), 2) La taxe sur le marché, 3) La taxe sur l'abattoir, 4) Les taxes sur les véhicules et les chiens, sur les licences accordées aux commerces, 5) La taxe sur le cimetière, 6) La fourrière, et le ramassage des carcasses, 7) Les taxes payées par le gouvernement pour le ramassage des ordures et le nettoyage des rue des quartiers administratifs (les bâtiments publics ne sont pas soumis à l'impôt local), 8) La redevance sur les carrières, 9) La taxe sur l'enregistrement des bicyclettes ".

(8) Telle est la liste de ces taxes perçues par le conseil municipal.

D'après le rapport Simpson ce sont les vidanges à 3 roupies le container et les taxes sur les licences des différents commerces qui rapportent le plus à la municipalité.

Lorsque à partir des années 20, Nairobi réalise des emprunts, la gestion du budget de la municipalité devient plus intéressante à contrôler.

Mais malgré cela Monsieur T.C. Colchester qui habitait Nairobi dans les années 30 et était au service du gouvernement colonial maintient que le gouvernemnet municipal n'était qu' " *une façade et que ses revenus provenaient essentiellement du gouvernement lui-même dont les services étaient concentrés dans le centre ville et des impôts versés par quelques importants propriétaires fonciers Européens et Indiens* ".

(9) (voir tableau n° 10).

En 1919, les limites de la ville sont modifiées et en même temps qu'elles l'organisation du conseil municipal.

La frontière circulaire de la ville, très abstraite et qui avait provoqué de nombreuses protestations est supprimée. Les nouvelles limites qui incluent le quartier résidentiel de Parklands sont tracées en fonction de la topographie.

Le président du nouveau conseil municipal est le District Officer de Nairobi, les conseillers municipaux sont au nobmre de 15 dont quatre Indiens nommés par le Provincial Commissioner, les membres Européens du conseil sont élus. A ce moment là, la colonie du Kenya traverse ce que l'on appelle la " Crise Indienne ", elle retentit sur le conseil municipal que les Indiens boycottent parce qu'ils s'estiment insuffisamment représentés et sont toujours nommés et non pas élus comme ils le souhaiteraient.

A partir de 1923, le District Commissioner n'exerce plus le rôle de président du conseil municipal, ce sont les conseillers qui élisent

l'un d'entre eux comme maire de la ville, celui-ci n'a pas une fonction très différente de celle des autres conseillers, il reçoit une prime annuelle de 250 £ pour rembourser ses frais de représentation.

Les représentants du gouvernement au conseil municipal restent nommés par le Provincial Commissioner et sont au nombre de trois, parmi eux le District Commissioner est toujours nommé.

Lorsque en 1927 les limites de Nairobi sont modifiées pour notamment y intégrer les Private Township cela ne modifie pas de nouveau le conseil municipal et la ville gardera ces limites jusqu'à l'indépendance du Kenya en 1963 (10). On pourrait penser que cette organisation de la municipalité de Nairobi remplissait de satisfaction la communauté Européenne de la ville, puisque le maire lui-même est un des leurs, cependant les taux de participation aux élections municipales, qui sont annuelles, semblent très bas.

Pour l'année 1926, le nombre d'électeurs inscrits est de 1.218 personnes et le nombre de votants, seulement de 605. Les chiffres sont les mêmes pour l'année suivante (11). Si ce désintérêt des élections locales était constant il contredirait l'affirmation de la presse locale qui implique politiquement l'ensemble de la communauté Européenne alors que ses réclamations ne sont le fait que d'une minorité. Sur ce point on rejoindrait les constatations de Michael Redley à propos de la faible participation des colons aux élections du conseil législatifs (12). De même Michael Redley remarque dans sa thèse que certains membres du conseil législatif voient leurs sièges renouvelés pendant de longues années. C'est le cas de deux représentants des deux circonscriptions de Nairobi, H.E. Schwartz pour Nairobi Sud est réélu de 1924 à 1938

et H.F. Ward pour Nairobi Nord est réélu de 1921 à 1934.

On peut faire la même constatation pour les conseillers municipaux qui sont réélus d'année en année, le cas de Thomas Wood est le cas extrême, nommé conseiller municipal en 1903 il l'est toujours en 1937 et a été maire de la ville en 1936 (13).

TABLEAU n° 10 - MUNICIPALITE DE NAIROBI - REVENUS, DEPENSES ET DETTE (14).

Années	Revenus	Dépenses	
1902	17.239 roupies	17.239 roupies	
1903	12.770 roupies	12.770 roupies	
1904	17.233 roupies	17.233 roupies	
1905	40.866 roupies	40.866 roupies	
1906	44.036 roupies	51.191 roupies	
1907	58.742 roupies	48.257 roupies	
1908	78.753 roupies	57.453 roupies	
1909	74.624 roupies	64.642 roupies	
1910	86.328 roupies	61.088 roupies	
1912	67.783 roupies	62.503 roupies	
1913	6.000 £	4.500 £	
1914	7.000 £	6.500 £	
1915	7.500 £	7.000 £	
1916	8.500 £	8.600 £	
.....			
			Montant de la dette
1926	67.845 £	65.935 £	59.496 £
1927	68.965 £	68.758 £	71.728 £
1928	89.425 £	87.630 £	137.847 £
1929	111.961 £	81.363 £	180.532 £
1930	126.855 £	106.941 £	
1931	125.745 £	126.711 £	282.847 £
1932	121.165 £	118.244 £	282.847 £
1933	129.262 £	119.457 £	370.147 £

2. LOIS ET ORDRE

" *Salus Populi* ", telle est la devise de la police du Kenya mais en 1929 seulement. Lorsque l'East Africa Protectorate est délimité en 1896, c'est à Mombasa uniquement qu'une force de police est organisée. Ailleurs dans le territoire, chaque poste administratif est gardé par une petite force armée, composée d'Africains, directement sous les ordres de l'administrateur.

De son côté l'Uganda Railway Company dispose d'une police qui lui est propre. Organisée en 1897, cette police est composée d'Indiens qui gardent les stations au fur et à mesure de leur construction et font régner l'ordre parmi les travailleurs.

Ces deux polices restent parallèles et il n'y a aucune coordination entre elles à travers le territoire.

A la création de Nairobi les deux polices se juxtaposent, celle du Railway est arrivée avec la voie ferrée et celle du gouvernement quand celui-ci se déplace de Machakos. En 1904, l'ensemble de la police du protectorat sera réorganisée et à partir de Nairobi. En 1905, la police du Railway sera confondue avec celle du gouvernement. Mais le fait que ce soit le Superintendent of the Uganda Railway Police qui réorganise le premier la police du protectorat permet de penser qu'il était jugé très compétent et que la police du Railway a servi de modèle au gouvernement.

Le second Inspector General of the British East Africa Police est un capitaine de l'armée des Indes, et la formation donnée aux policiers

est militaire. Les sergents instructeurs viennent de l'armée britannique, les policiers Africains sont appelés " Askari ", ce qui signifie soldats en Swahili dans la conversation courante. Leur titre est en réalité Police Constable. La police participe activement à la pacification du territoire puis à la guerre de 1914-1918. En 1920 elle est réorganisée et devient la Kenya Police (15).

La police coloniale britannique est héritière de deux traditions. La première tout à fait Anglaise est de s'assurer que la loi commune est respectée. la deuxième venue de la Royal Irish Constabulary donne à la police un rôle presque militaire, de protection des frontières. La police coloniale est extrêmement hiérarchisée, les Commissioners, Superintendents et Assistant-Superintendents reçoivent leurs appointements du Secretary of State for the Colonies. Les Inspectors sont recrutés localement, comme Robert Foran, ou par the Crown Agents for the Colonies à Londres. Ils sont aussi Européens et leur rang est équivalent à celui de Sergent dans l'armée. Alors que dans la plupart des autres colonies d'Afrique Noire, les Africains peuvent devenir Inspectors à partir des années 1930-1940, cette mutation aura lieu plus tard au Kenya. La troupe est Africaine (16).

A Nairobi, au cours des premières années, il semble que ce sont les Européens qui ont causé le plus de souci aux forces de police :

" A cette époque, beaucoup d'Européens indésirables arrivaient d'Afrique du Sud à Nairobi et des orgies d'alcool finissaient souvent avec fracas. Il n'y avait pas une grande quantité de crimes, la majorité des cas étaient de petits vols commis par des Africains ou des escro-

queries de commerçants Indiens " (17). L'auteur, officier de police lui-même, raconte dans ses mémoires sa première arrestation. Il s'agissait d'intervenir auprès de deux ivrognes qui menaçaient de tout casser dans l'hôtel où ils se trouvaient. C'est l'officier de police qui se retrouve les mains en l'air sous la menace d'un pistolet brandit par l'un des deux hommes. Ce n'est que par la persuasion qu'il réussit à se tirer de cette situation digne d'un western (18).

Lorsque des Européens se révélaient ainsi indésirables, ils étaient emprisonnés et devaient travailler jusqu'à ce qu'ils aient réuni la somme nécessaire pour leur retour dans leur pays d'origine (19).

Avec le développement de la ville, le nombre de cambriolages et de crimes s'accroît et la police doit faire face à des situations moins folkloriques que celle citée précédemment. L'apparition de la circulation automobile en ville pose de nombreux problèmes et une police montée est créée pour la contrôler. Les premiers camions n'ont pas de rétroviseurs, certains ne prennent pas la peine de faire immatriculer leurs voitures ou stationnent en ville sans respecter les règlements (20).

Dans la communauté européenne qui réside à Nairobi, certains estiment que la police urbaine n'est pas assez sévère envers les Africains et en 1907 se produit un incident dont on parlera jusqu'en Grande-Bretagne, et qui reste " l'affaire des indigènes punis par le fouet " ou *The Flogging of Natives*.

Le 15 mars 1907, Madame Hunter, soeur d'Ewart Grogan, et une de ses amies, Madame McDonnell empruntent un pousse-pousse dont le tireur

et le pousseur se révèlent insolents avec elles, ils secouent le véhicule pour les effrayer. Les deux femmes portent plainte mais Ewart Grogan jugeant que la police ne prendra pas de sanction suffisamment sévère contre les deux conducteurs du pousse-pousse décide, aidé de quelques amis, de punir les deux hommes lui-même. Ils entraînent les deux Africains devant le tribunal de Nairobi et Grogan les fouette publiquement malgré l'avertissement d'un officier de police et du magistrat (21).

" *Bien que nous ne défendions généralement pas ceux qui se font justice à eux mêmes, il y a des circonstances dans lesquelles c'est essentiel. Nous attendons de plus amples renseignements* " (22). C'est ainsi que conclut l'East African Standard sous la signature de l'Editor après avoir raconté l'évènement.

Pour Sir Frederick Jackson, Acting Commissioner en l'absence du Commissioner, Grogan n'a pas agi sous l'influence de la colère et cette punition publique par le fouet est un coup monté de toute pièce. Il écrit à Lord Elgin, Secretary of State for the Colonies au Colonial Office :

" *Je considère l'ensemble de cet incident comme délibérément agencé et organisé par Grogan, Fichat, Burn, Low et les autres avec l'intention d'humilier l'administration et plus particulièrement les départements de la Justice et de la Police* " (23).

Le soir même de l'incident Grogan suivi de trente personnes, vient demander à Sir Frederick Jackson de procéder à une distribution d'armes et de munitions à la communauté Européenne de la ville qui se sent menacée par une révolte Kikuyu dont l'attitude des deux conducteurs du pousse-pousse vis-à-vis des deux femmes était les prémices. Sir

Frederick Jackson autorise les Européens qui se sentent en danger à s'armer, aucun incident ne se produit (24).

La seule effervescence notable est au sein de la communauté Européenne elle-même. L'East African Standard prend le parti de Grogan et de ses amis, si les Africains se permettent d'être insolents vis-à-vis des Européens c'est en raison du laxisme du gouvernement.

" Nous devons gouverner l'indigène d'une main ferme et c'est une pitié que d'entendre ces arguments désespérants selon lesquels la loi appliquée à l'homme blanc doit être la même que celle appliquée à l'homme noir " (25).

Le quotidien regrette cependant la violence mais l'excuse par le tempérament impulsif de Grogan (il a du sang Irlandais dans les veines !) et en raison du climat tropical qui échauffe rapidement les esprits. Enfin le journal reconnaît que tous les acteurs de l'incident sont ceux qui parmi les Européens s'opposent le plus souvent aux décisions du gouvernement. Cet article paru huit jours plus tard laisse entendre sur sa fin que l'ensemble de la communauté européenne n'est peut-être pas entièrement en accord avec les opinions et les actes d'Ewart Grogan (26). Les principaux acteurs de l'évènement sont cités en justice pour avoir organisé une réunion publique rassemblant plus de cinq personnes sans autorisation et Messieurs Grogan et Bowker pour avoir résisté à un officier de police. Le jugement est rendu le 15 avril, Monsieur Low est condamné à sept jours de prison ; Messieurs Fichat, Gray et Bowker à quatorze jours de prison et 250 roupies d'amende pour les deux derniers. Ewart Grogan est condamné à un mois de prison et 500 roupies d'amende. Dans sa réponse à Sir Frederick Jackson, Lord Elgin

estime que le verdict est juste, que les Européens n'ont pas à rendre la justice eux-mêmes quelque soit leur notoriété (27). Il est intéressant de remarquer que les trois amis d'Ewart Grogan sont des immigrants venus d'Afrique du Sud et cet incident est très révélateur de l'influence des " Sud Africains " dans la communauté coloniale avant la première guerre mondiale.

En rendant compte du procès, l'East African Standard demande que le magistrat et l'officier de police qui n'ont pas réussi à empêcher Grogan de fouetter les deux Africains soient mutés, le journal regrette que l'incident se soit produit pendant l'intérim de Sir Frederick Jackson, il estime qu'il n'y a aucune compréhension possible entre cet administrateur et les colons (28).

La Colonists' Association réélit Grogan comme président et tente de prolonger l'affaire en essayant de prouver que le gouvernement colonial fait son possible pour créer des difficultés aux colons. Cette tentative de campagne ne prend pas dans l'opinion (29).

Mais toute l'attitude d'Ewart Grogan est certainement très calculée dans cette affaire et Sir Frederick Jackson a sans doute vu juste quand il écrit que l'incident était une provocation préméditée et non un coup de colère. Les partisans de la provocation démontrent ainsi que la protection de la loi et de l'ordre ne signifie pas seulement la police et les prisons, mais le maintien d'un ordre racial.

D'ailleurs la stratégie politique d'Ewart Grogan pour mettre en défaut l'administration et mettre en avant les intérêts des gros colons restera la provocation.

Dans les années 20, quand Grogan aura racheté une partie de l'East African Standard, il utilisera ce journal comme moyen de pression et ira jusqu'à diffuser de fausses nouvelles (30). Mais il n'entraînera jamais avec lui l'ensemble de l'opinion publique Européenne.

Une bonne partie de cette opinion publique estime que la police de Nairobi maintient l'ordre dans la ville de façon tout à fait satisfaisante.

L'arrestation d'Harry Thuku et la répression des manifestations qui ont suivi en sont la preuve.

Harry Thuku est arrêté par la police le 12 mars 1922 pour son activité politique, il a joué un rôle actif dans la création de l'East African Association qui rassemble essentiellement des Africains de Nairobi, toutes tribus confondues. Cette association publie des pamphlets en Swahili et Harry Thuku prononce des discours contre le Kipande et d'autres institutions coloniales (31). Son arrestation entraîne une manifestation à Nairobi et une foule d'Africains se rassemble autour du poste de police dans lequel il est détenu. Pendant vingt-quatre heures, le gouvernement colonial essaie de parlementer avec la foule pour la disperser, sans succès. Au milieu de la deuxième journée, à la suite d'un mouvement de foule, un policier pris de panique tire, entraînant le feu de tous les policiers. Il y a 22 morts et 28 blessés. Les magistrats de Nairobi ordonnent une enquête et les officiers supérieurs de la police couvrent leurs subordonnés en affirmant qu'il n'y aurait pas eu d'autre moyen pour disperser les manifestants.

A cette occasion, l'East African Standard retrouve des accents patriotiques pour apporter son soutien au gouvernement colonial :

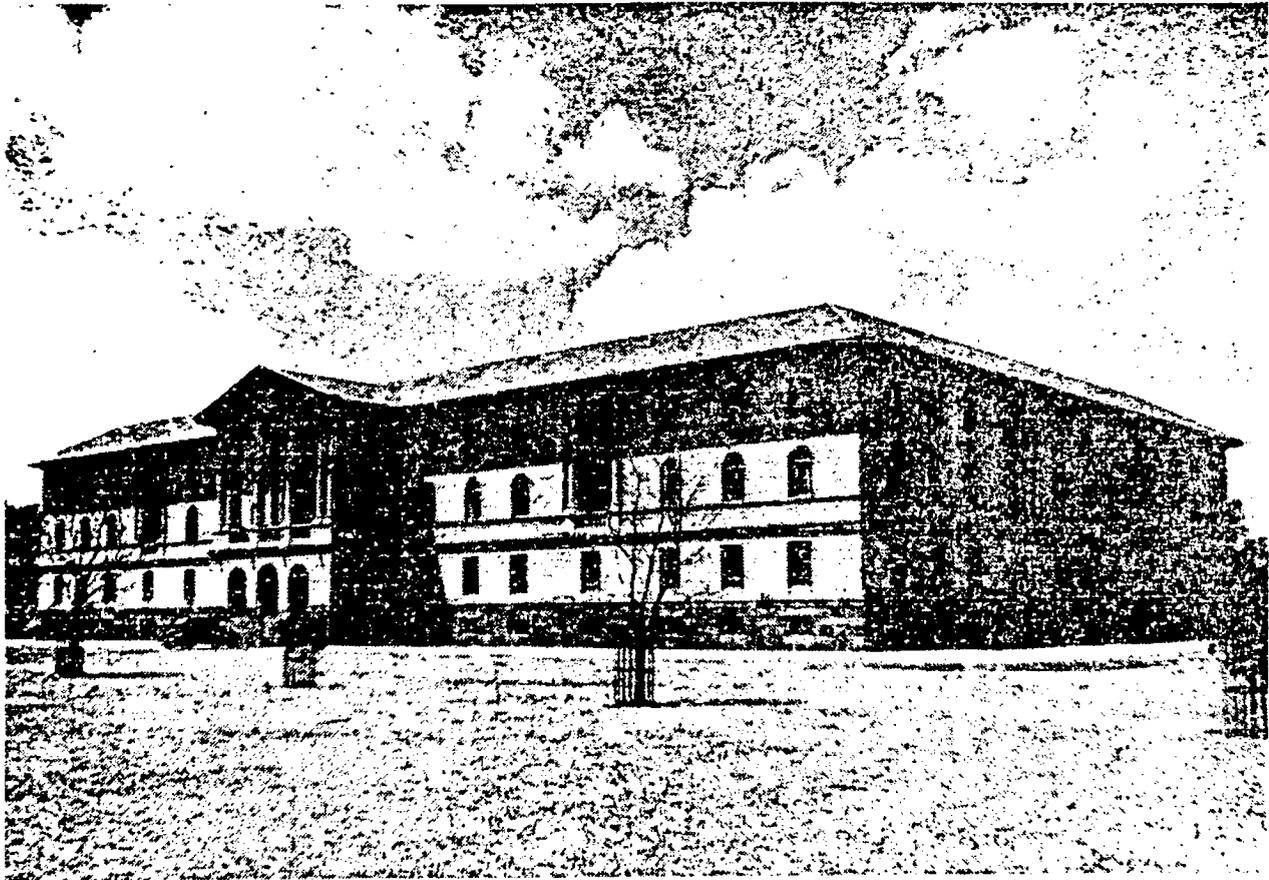
" Le gouvernement peut être sûr qu'il a le soutien incontesté de la population Européenne dans son entier dans toutes les démarches qu'il pourra faire pour le maintien de la Loi et de l'Ordre et que tous les hommes blancs et toutes les femmes blanches sont à la disposition du gouvernement dans ce sens ". Le quotidien va même jusqu'à faire un mea-culpa :

" La critique des finances du gouvernement ne doit pas être interprétée comme une hostilité à l'égard du gouvernement ou comme un manque d'empressement à soutenir le gouvernement et ses fonctions administratives " (32).

Et lorsque la Chambre des Communs évoque la question de la manifestation indigène à Nairobi, l'East African Standard est ulcéré, pour lui la police a agi pour le mieux. Il est d'ailleurs satisfait de la réponse de l'Under Secretary of States for the Colonies, The Honourable Edward Wood, mieux connu sous le titre de Lord Halifax, qui affirme à la Chambre que cette manifestation n'est en aucun cas l'expression d'une insatisfaction de la population africaine, mais seulement un incident ponctuel (33).

Quand il s'agit de se protéger éventuellement d'un soulèvement de la population africaine, l'ensemble de la communauté européenne du Kenya n'est pas toujours unie. Les Européens de Nairobi refusent l'enrolement obligatoire dans la Defence Force et se voient reprocher de se sentir en sécurité sous la protection du Bataillon des King African Rifles stationné en ville.

La Defence Force est une organisation para-militaire créée par les



7. LE PALAIS DE JUSTICE 1930

(From Thornton, Anderson, Silberman Nairobi Master Plan
for a Colonial Capital, 1948, 90 p.)

colons avec l'accord du gouvernement colonial, pour pouvoir réagir immédiatement en cas d'un soulèvement Africain. En 1936, à la demande du gouverneur Sir Joseph Byrne, le Secretary of State for the Colonies, ordonne la désorganisation de la force (34).

Nairobi se protège de la population Africaine, elle est la seule ville du protectorat dans laquelle les Africains doivent être munis d'un Pass Law pour circuler en ville avant dix heures du soir (35).

Face à la justice, les Noirs et les Blancs ne subissent pas les mêmes peines pour un délit similaire. Aucun jury blanc ne condamnera un Européen ayant assassiné un Africain et cela essentiellement parce que les jurés n'acceptent pas le témoignage porté par des Africains contre un inculpé Européen.

Par contre, un Africain ayant assassiné un Blanc, quelque soit son mobile est condamné à mort (36).

Les Européens emprisonnés n'ont pas le même régime que les prisonniers Indiens ou Africains. Lorsqu'un groupe de détenus travaille à l'extérieur de la prison à des travaux de jardinage par exemple, le chef d'équipe est toujours un des prisonniers européens (37). Pourtant en 1931, l'East African Standard publie un article déplorant les conditions de détention des Européens :

" Une des choses qui me frappa durant la visite est la situation déplorable des Européens. Ils sont bien sûr enfermés dans la même prison que les détenus indigènes et asiatiques, qu'ils cotoient tous les jours, et bien qu'ils soient dans des cellules séparées, il est évident qu'ils perdent du prestige qu'ils possédaient aux yeux des Africains. Les

Européens sont vus dans leurs vêtements de prisonniers tous les jours par les Indigènes et même ils supervisent le travail des équipes de détenus indigènes aux champs ou au poulailler.

Peut-être peu de gens le savent ou ne s'en préoccupent pas, mais c'est un fait que la situation des détenus Européens dans la prison de Nairobi est une menace constante à la morale Européenne, aux regards des Indigènes de toute catégorie.

Les Européens devraient être enfermés dans un bâtiment à part, sur un site à part. La théorie veut que quand un homme a fait son " temps ", il peut repartir à zéro. Cela peut être difficile pour un Européen dont les serviteurs apprennent qu'il vient de sortir de prison " (38).

Si le gouvernement colonial ne tolère pas de voir des Européens s'immiscer dans les affaires de la police et de la justice, il a pour règle qu'il faut en toute circonstance préserver le principe de la supériorité du Blanc sur le Noir qui seul justifie sa domination. Lorsque colons et officiels du gouvernement ont des intérêts qui divergent, leur désaccord ne s'exprime jamais au delà des limites qui pourraient mettre en cause leur présence dans le protectorat, ils sont solidaires malgré tout.

NOTES DU CHAPITRE IV - GESTION ET PROTECTION DE LA VILLE

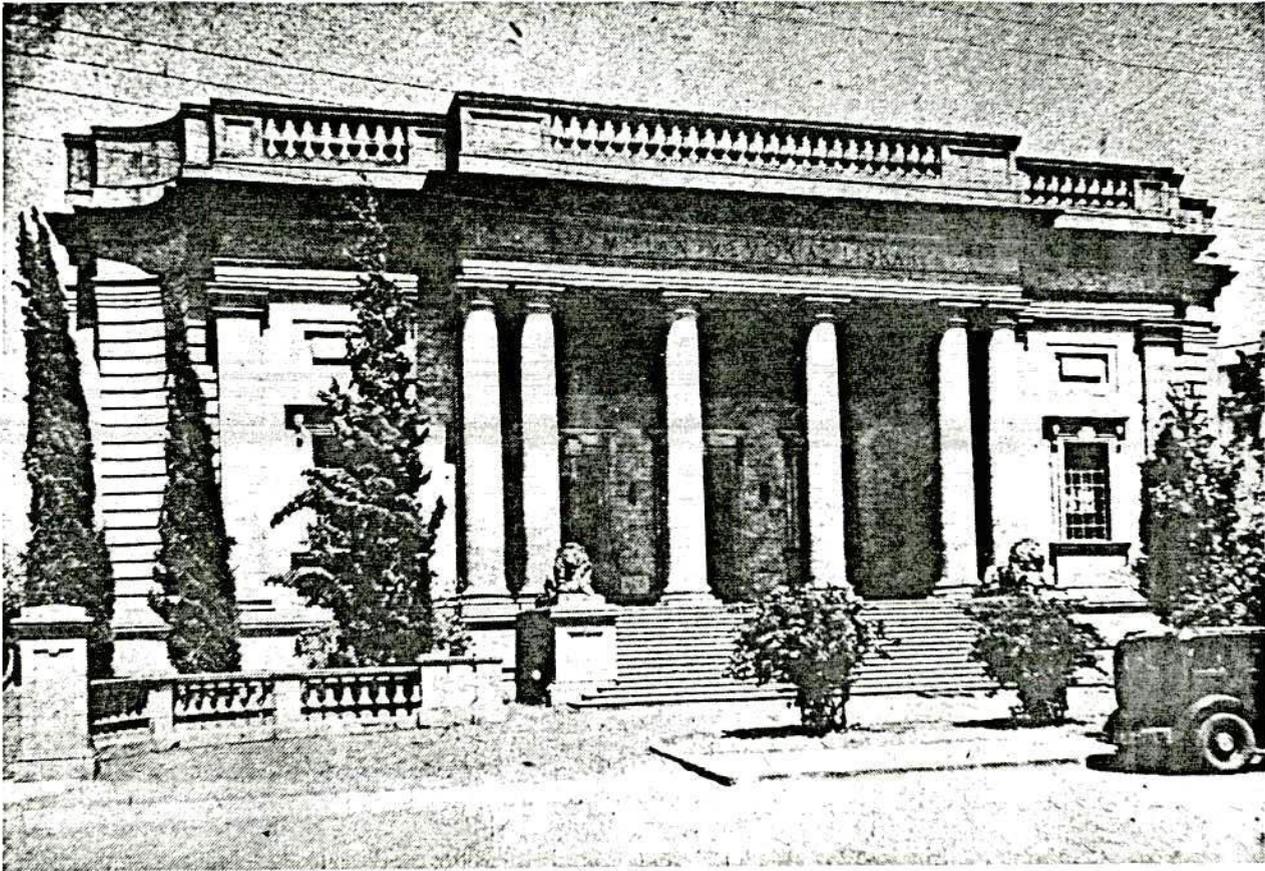
1. Acts 24 November 1900 PRO Nairobi Municipal Committee
2. ONYUKA R. The first Citizens of Nairobi. A Study of the Mayors 1903-1970. Unpublished B.A. University of Nairobi 1983. p. 4
Roselyne Onyuka n'indique pas dans son ouvrage les professions des premiers membres du premier comité municipal, j'ai pu trouver dans la compilation de Preston R.O. Oriental Nairobi : A record of the leading contributors to its early development 1938 Kenya Colony, qu'Allidina Visram était entrepreneur en construction et Amir Singh commerçant. Je n'ai pas d'information au sujet des deux membres européens (3). Acts 1.12.1901 PRO
4. The Leader of British East Africa, Uganda and the Lakes 12.02.1910
MMML
5. The Leader 23.04.1910 MMML
6. The Leader 29.01.1910 MMML
7. ONYUKA R. The First Citizens of Nairobi. 1973. p. 6
8. Blue Book 1912, consulté sur microfilm au Centre de Documentation de Paris VII
9. Entretien avec T.C. Colchester 29.11.84 G.B.
10. MORGAN T.W.T. Editor Nairobi City and Region p. 98
11. Blue Books 1926-1927. Ce sont les deux seules années pour lesquelles les Blue Books indiquent les taux de participation aux élections.

12. REDLEY M. The Politic of a Predicament. 1976. p. 26
13. REDLEY M. The Politic of a Predicament. 1976. p. 25
14. Tableau tracé d'après les Blue Books et les Annual Reports
15. FORAN R. The Kenya Police 1897-1963. 1963. p. 7
16. Correspondance avec Monsieur Antony Clayton (Co-auteur du livre Government and Labour in Kenya 1896-1963). Juillet 1985
17. FORAN R. The Kenya Police 1897-1963. 1963. p. 21
18. FORAN R. A Cuckoo in Kenya. The reminiscences of a Pioneer Police Officer in British East Africa. 1936. p. 109
19. FORAN R. A cuckoo in Kenya. 1936. p. 145
20. FORAN R. The Kenya Police. 1963. p. 69
21. East African Standard 16.03.1907 BNNL. C.O. 533/158. Correspondance relating to the flogging of natives by certain Europeans. F.J. Jackson, plus tard Sir Frederick Jackson est venu en Afrique de l'Est pour le compte de l'I.B.E.A. Il intègre l'administration coloniale en 1894 en Uganda, dont il sera gouverneur de 1911 à 1917.
22. E.A.S. 16.03.1907 BNNL
23. C.O. 533/158 PRO
24. C.O. 533/158 PRO. E.A.S. 16.03.1907 BNNL
25. E.A.S. 23.03.1907 BNNL
26. E.A.S. 23.03.1907 BNNL

27. C.O. 533/158 PRO
28. E.A.S. 6.04.1907 BNNL
29. E.A.S. 20.04.1907 BNNL
30. REDLEY M. The Politic of a predicament. 1976. p. 50
31. KITCHING G. Class and Economic Changes in Kenya. 1982. p. 303
 CLAYTON A. and SAVAGE D. Gouvernement and Labour in Kenya 1896-1963.
 1974. p. 133
- Le Kipaude était le certificat de travail qu'accompagné d'une
 plaquette de métal d'identification, tout travailleur Africain
 devait porter à son cou sous peine d'emprisonnement.
- Ce système permettait l'enregistrement de tous les travailleurs
 masculins âgés de plus de seize ans. Très humiliant et cause de
 nombreuses injustices, l'abolition du Kipaude est la première
 revendication Africaine.
32. E.A.S. 12 and 13.04.1922
33. E.A.S. 01.04.1922
34. REDLEY M. The Politic of a Predicament. 1976. p. 181
 History of East Africa Chapter VI by Bennett G. Settlers and
 Politics in Kenya, up to 1945. 1965. p. 324
35. Entretien avec T.C. Colchester 29.11.1984. G.B.
36. FORAN R. A Cuckoo in Kenya. 1936. p. 312
37. FORAN R. A Cuckoo in Kenya. 1936. p. 312
38. E.A.S. 30.05.1931 BNNL

Troisième partie

ACTIVITES ECONOMIQUES ET VIE SOCIALE
DES BLANCS DE NAIROBI



8. McMILLAN MEMORIAL LIBRARY 1930

(from Thornton, Anderson, Silberman Nairobi Master Plan for a Colonial Capital. 1948, 90 p.).

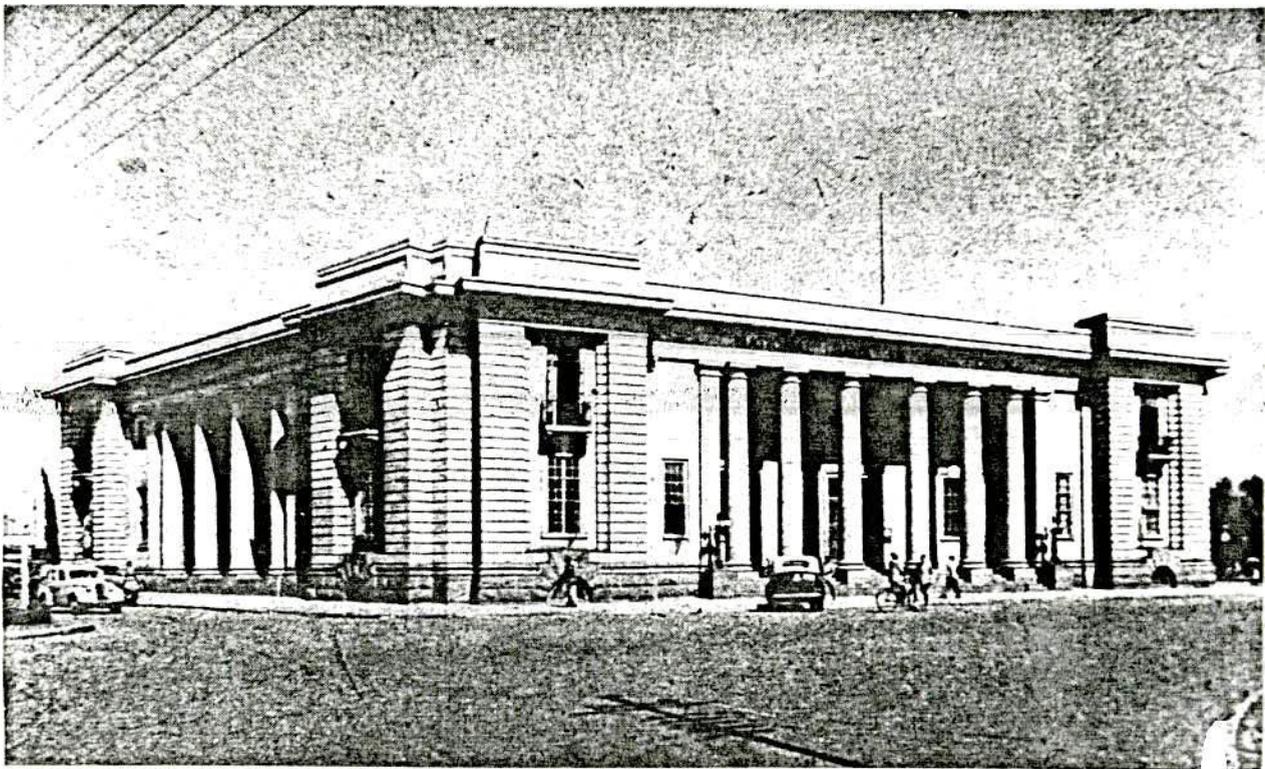
Chapitre I - La vie économique, occupations et revenus des blancs de Nairobi

1. L'OPTIMISME DES PREMIERS ANNEES ET LES EFFETS DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.

Le moteur de l'économie de l'East Africa Protectorate est l'agriculture. C'est grâce à l'installation de colons fermiers et à leur apport de capitaux mis en circulation que des Européens comme des Indiens peuvent se livrer à d'autres activités économiques.

" C'est pour subventionner les agriculteurs que les banques s'installent au Kenya, pour pourvoir à leurs besoins que des maisons de commerce s'établissent dans le Protectorat et c'est le transport de leurs produits qui va permettre de rentabiliser la construction du chemin de fer, c'est pour eux que des professions libérales se fixent à Nairobi ", écrit Max Salvadori (1).

Pourtant les premières années de la colonisation sont les témoins des errances des colons agriculteurs, ils ont voulu cultiver du blé comme aux Etats-Unis ou au Canada et élever du bétail comme en Australie et en Nouvelle-Zélande et ces deux expériences se sont révélées des échecs. les cultures plus appropriées sont apparues ultérieurement, le café en 1910, le thé en 1925, le sisal et le pyrhètre en 1935, elles ont rendu le Kenya très dépendant des marchés extérieurs et lointains (2).



9. NATIONAL BANK OF INDIA Ltd. 1930

(from Thornton, Anderson, Silberman. Nairobi Master Plan for a Colonial Capital. 1948, 90 p.).

La première banque à s'installer dans l'E.A.P. est la National Bank of India Ltd, c'est la banque du gouvernement du Protectorat. Etablie depuis 1863, son siège social est à Londres. Elle a des succursales dans de nombreuses villes d'Inde et de Ceylan, ainsi qu'à Aden, Zanzibar, dans les principales villes de l'East Africa Protectorate et en Uganda. La deuxième banque qui crée une succursale à Nairobi est la Standard Bank of South Africa Ltd en 1911. Son siège social est à Londres mais ses agences couvrent un autre territoire que celui de sa concurrente, elles se trouvent en Afrique du Sud, en Afrique Portugaise, au Nyasaland et dans les principales villes d'Afrique de l'Est Britannique (3).

En fait, l'argent liquide circule peu au Kenya et à Nairobi même avant 1914, en 1909 le Manager de la National Bank of India Ltd, Monsieur Playfair, constate que ce sont les touristes qui introduisent de l'argent liquide à Nairobi. En 1912, la Standard Bank of South Africa Ltd augmente son effectif de deux à dix employés Européens mais déclare :

" Il y a toujours beaucoup de crédits de longue durée à Nairobi mais il semble que les mauvaises dettes ne dépassent pas 10% du commerce en général " (4).

Les fermiers blancs ont investis leurs capitaux dans leur exploitation agricole et avant que celle-ci ne soit rentable (il faut cinq ans à une plantation de café pour être productive) ils vivent sur le crédit des banques (5).

Les entreprises commerciales de Nairobi font apparemment des crédits de longue durée à leurs acheteurs puisqu'en 1912 la Soma Trading C° offre 5% de réduction sur tous les achats à ceux de ses clients qui

paient cash ou règlent leur facture à la fin du mois (6).

Les premières entreprises commerciales installées à Nairobi ont des activités très variées, la Boma Trading C^o est à la fois un magasin d'alimentation générale, de vins et d'alcools, un organisateur de Safari, un Commissaire priseur et fondé de pouvoir.

Pour ne citer que les principales entreprises commerciales de ce début du siècle, il faut signaler Gailey and Roberts qui sont quincaillers, marchands de vins et de spiritueux, fabricants de selles et harnais et représentants en outillage agricole. Mackinnon Bros est un magasin d'alimentation, de vins et spiritueux et d'outillage agricole. Mais c'est Newland and Tarlton qui est la plus grosse entreprise commerciale de ce type, elle est organisatrice de Safari, fondé de pouvoir, commissaire priseur, marchand de vins et spiritueux, fabricant de selles et harnais et représentante en matériel agricole (7).

Une seule compagnie s'est spécialisée dans l'exportation de produits agricoles locaux la McDonnel Bros (8).

L'industrie n'a pas beaucoup d'importance dans la vie économique du protectorat. L'expansion de l'agriculture entraîne la création d'entreprises pour le traitement du café et plus tard du lin et du sisal, ou pour la production de farine de blé et de maïs. A part cela, Max Salvadori constate en 1935 que les Européens ne contrôlent que l'industrie de la bière, les autres sont aux mains des Indiens (9).

Un exemple d'une industrie de traitement est la Unga Ltd créée à Nairobi en 1908 par Lord Delamere pour transformer en farine le blé et le maïs produits localement. Cette farine est ensuite commercialisée sous la

marque Kenia's Mist. Le capital de cette entreprise est de 66.000 roupies ou son équivalent 4.400£, Lord Delamere apporte la moitié du capital et rachète progressivement leurs parts aux autres actionnaires. Les bénéfices sont réinvestis dans la société jusqu'en 1919, à cette date le moulin est transféré de Nairobi à Njoro. Mais cette farine de blé locale reste plus chère à l'achat que la farine de blé importée de Bombay, c'est en 1922 quand une taxe sur le blé et le maïs d'importation sera mise en place qu'Unga Ltd pourra se développer (10).

D'une manière générale les prix d'achats des produits locaux sont les mêmes si ce n'est supérieurs aux prix des meilleurs produits d'importation. C'est le cas du bacon et du jambon produits localement par une usine installée à Nairobi en 1908. Mais Lord Delamere s'obstine dans ses projets de vente de la production locale sur le marché local, en 1910 il crée une compagnie Nyama Ltd pour vendre la viande de ses moutons et agneaux dans un réseau de boucheries à travers le protectorat (Nyama signifie viande en Swahili). Dans sa biographie de Lord Delamere, Elspeth Huxley reste vague quand à la rentabilité de l'entreprise et elle laisse entendre qu'elle a coûté plus cher qu'elle n'a rapporté d'argent (11).

Malgré toutes ces difficultés et ces errances des colons européens, les Annual Report sont assez optimistes quand à l'avenir économique de l'E.A.P. En 1913-1914, le rapport du gouverneur affirme que le protectorat vient de connaître sa deuxième année successive de prospérité (12).

Dans cet état d'esprit, les colons du Kenya, s'ils ne sont pas hostiles

à la guerre, la considèreront plus tard comme responsable d'un arrêt brutal du développement du protectorat qui ne s'en remettra jamais.

C'est Elspeth Huxley qui exprime le plus clairement ce sentiment :

" Il ne savait pas (Lord Delamere), personne ne le savait, ce que cela signifiait pour l'Afrique de l'Est (la guerre de 1914-18) ; mais il savait que juste au moment où le pays semblait s'être tiré de toutes les difficultés qui l'avaient presque étouffé à ses débuts, juste quand les choses commençaient à aller bien, quand les fermes qui avaient été difficilement bâties commençaient à rapporter, cette interférence, cette violente dislocation allait tout mettre hors service " (13).

Lorsque la nouvelle de la déclaration de la guerre en Europe parvient au Kenya, la population européenne du Protectorat afflue à Nairobi. Les hommes équipés de leurs propres fusils et montés sur leurs chevaux personnels viennent s'engager pour aller défendre la frontière avec l'Afrique de l'Est Allemande. Ils seront rassemblés en un corps l'East Africa Mounted Rifles. Le danger pour le Protectorat est que les Allemands parviennent à couper la voie ferrée entre Mombasa et Nairobi dans la partie qui longe la frontière. Le bataillon des King's African Rifles basé à Nairobi sera renforcé par des troupes Indiennes qui débarquent à Mombasa en septembre 1914. Dès le 5 août 1914, le gouverneur proclame la loi martiale sur tout le territoire, à Nairobi c'est l'effervescence, il faut héberger ces colons venus des régions rurales et qui ne pensent qu'à en découdre avec les Allemands du Tanganyka (14). Bruce Laing Bremner qui est Loco-Superintendent à l'Uganda Railway Company décrit ainsi la situation dans une lettre à sa mère :

" Quand la panique a débuté il y a eu une ruée générale sur les produits alimentaires et les gens se sont surexcités et ont acheté tout ce qu'ils pouvaient transporter, conséquemment les prix ont augmentés jusqu'à ce que la farine soit vendue au prix de 80 roupies le sac de 140 lbs, les pots de confiture à 2 roupies ; ils semblent s'être mis en tête que nous allons être coupés de tout ravitaillement. Maintenant un comité a été nommé pour ajuster les prix et 10% est le taux d'augmentation général " (15).

L'East African Standard du 8 août 1914 fait part de la fermeture de toutes les entreprises de Nairobi. L'éditorial de ce même jour appelle les Européens au calme, pour donner l'exemple à la population Africaine qui pourrait profiter de la situation pour se soulever. Le journal affirme qu'un Africain est incapable de faire la différence entre deux blancs et ne peut pas comprendre le conflit qui vient d'éclater entre les Britanniques et les Allemands ; il vaut mieux les tenir à l'écart de la guerre :

" Les plus grands et les plus avisés des administrateurs de l'Afrique du Sud-Est se sont toujours accordés sur le fait que l'indigène ne doit avoir aucune part dans les désaccords qui peuvent surgir entre les hommes blancs " (16). Le gouverneur Belfield aurait d'ailleurs préféré que les Africains ne soient pas enrôlés pour combattre, il pensait que cela favoriserait d'éventuelles protestations ou révoltes et que le succès de la colonisation en Afrique importait plus que les guerres en Europe .

En fait, plus de 200.000 Africains seront recrutés

pour participer à la campagne de l'Afrique de l'Est comme porteurs ou comme soldats (17).

Un autre sujet immédiat d'inquiétude est la présence de sujets Allemands et Autrichiens parmi la population européenne, ils sont internés et leur libération est étudiée cas par cas. L'East African Standard écrit :
" La communauté étrangère de la ville est autorisée à circuler librement sans précaution limitative. Les étrangers ont l'autorisation de garder leurs armes à feu en cas de trouble avec des indigènes. Ils doivent signer un formulaire dans lequel ils promettent fidélité aux ordres donnés par Sa Majesté Britannique " (18).

Il n'y a pas de défiance vis-à-vis des Belges ou des Français puisque leur pays combattent aux côtés de la Grande-Bretagne, au contraire à Nairobi, on entonne " La Marseillaise " avant de chanter le " God Save the King " lors des réunions patriotiques. L'East African Standard publie les paroles pour que tout le monde puisse chanter en chœur (19).

Les femmes de Nairobi désirent elles aussi participer à l'effort de guerre, elles se réunissent sous la présidence de Lady Belfield, l'épouse du gouverneur, à l'école européenne pour décider de l'aide qu'elles peuvent apporter.

Le principal Medical Officer du Protectorat n'exclut pas la participation d'infirmières ou d'auxiliaires bénévoles à l'hôpital, mais cette aide ne sera efficace que si les volontaires appliquent une stricte règle d'obéissance aux professionnels. L'hôpital propose à celles qui acceptent le règlement des cours de formation tous les soirs de 18 h. à 19 h. Une quarantaine de femmes présentes à la réunion s'inscrivent

comme volontaires pour suivre ces cours du soir. Un comité de femmes est créé avec une déléguée responsable dans chaque quartier de la ville, elles sont chargées de recueillir les dons de vieux draps, chiffons et flanelles. En novembre 1914, les Womens Voluntary Aid Society demande à toutes les femmes de Nairobi de préparer des puddings pour les troupes et de leur adresser chez Newland and Tarlton and C^o Ltd avant le 7 décembre. A celles qui ne peuvent envoyer de gâteaux, elles demandent des cigarettes, du tabac, des bonbons ou du chocolat (20).

Pour être solidaire avec toute l'Europe en guerre les soirées de la ville jugées trop frivoles sont annulées, d'autres sont organisées dont les bénéfiques vont au War Relief Fund of British East Africa. A part une troupe d'Afrique du Sud, aucune autre troupe théâtrale professionnelle ne viendra donner de représentation à Nairobi pendant la durée de la guerre. La Nairobi Amateur Dramatic Society organisera des spectacles de caractère patriotiques qui seront donnés au Royal Theater de Nairobi. Bruce Laing Bremner écrit à sa mère que même le dîner Calédonien annuel est annulé mais chaque membre adresse sa participation financière au dîner au War Relief Fund (21).

Pendant toute la durée de la guerre l'East African Standard publie les dépêches de Reuter sur la progression des combats mais les Européens restés dans le Protectorat se sentent isolés du reste du monde et mal informés.

Quand Bruce Laing Bremner écrit à sa mère ou à sa soeur, il se montre avide de nouvelles, cependant les communications sont ralenties, les bateaux doivent suivre la route du cap de Bonne Espérance et mettent

42 jours pour rejoindre la Grande-Bretagne au lieu de 21 jours quand ils pouvaient emprunter le canal de Suez (22).

Probablement parce que le gouvernement Britannique estimait que la guerre serait courte, il n'a pas été jugé utile de mobiliser les Civil Servants ni les employés de l'Uganda Railway Company, le gouverneur défend cette décision en expliquant qu'il faut avant tout continuer à administrer le protectorat et entretenir le chemin de fer, tous les colons partis pour le front sont des engagés volontaires. Mais la guerre dure et en 1916, la mobilisation est générale, les mobilisés ne sont pas affectés à la campagne locale mais envoyés en Europe (23).

D'après la lecture de l'East African Standard pendant la durée des quatre années de guerre, après l'effervescence des premiers jours, Nairobi s'installe dans l'attente de la fin des combats qui permettra la reprise de toutes les activités du protectorat. En dehors des dépêches de Reuter qu'il continue de reproduire, le journal ne donne que peu de nouvelles de la campagne locale, les autres articles concernant les événements du protectorat tentent d'éviter le sujet de la guerre et font comme si la vie menée par les Européens était des plus normale (24).

Cependant, le 21 novembre 1918, l'East African Standard rend compte de la fête célébrée en ville pour la victoire des alliés. Le matin, une prière collective d'action de grâces a lieu en plein air, l'après-midi est consacré aux courses, fantaisistes entre des pousse-pousse ou entre des ânes, plus sérieuses entre des chevaux ; un match de cricket se déroule sur le terrain militaire des King's African Rifles. Le soir après le feu d'artifice a lieu une revue militaire aux flambeaux. Le

gouverneur par intérim, Sir Charles Bowring assiste à toutes ces cérémonies de la victoire entouré de Lord Delamere et Ewart Grogan. La communauté indienne de Nairobi fête aussi la victoire mais le lendemain et séparément. C'est une procession d'attelages et de voitures automobiles qui défile dans Nairobi, le gouverneur intérimaire et son épouse y prennent part et sont décorés de guirlandes de fleurs et pendant qu'ils traversent le bazar indien ils reçoivent des pétales de roses (25).

Lorsque la première guerre mondiale prend fin, l'East Africa Protectorate n'est pas économiquement développé. Beaucoup de planteurs blancs sont partis au front et leurs terres ne sont pas immédiatement productives. L'administration est débordée, les routes, les chemins de fer et les ponts n'ont pas été suffisamment entretenus pendant la durée de la guerre et beaucoup sont à réparer. La main-d'oeuvre Africaine n'est pas assez nombreuse, un grand nombre de porteurs sont morts ou trop malades. Enfin la sécheresse de 1917, suivie d'une épidémie de grippe a affaibli la population européenne restée sur place. La forte demande du marché international va entraîner le Kenya à produire du café et jusqu'à l'effondrement des cours à la fin des années vingt, il connaît une période d'euphorie économique ; sauf au moment de la chute de la roupie et de la création en 1921 du shilling est-africain à parité avec le cours du shilling britannique (26).

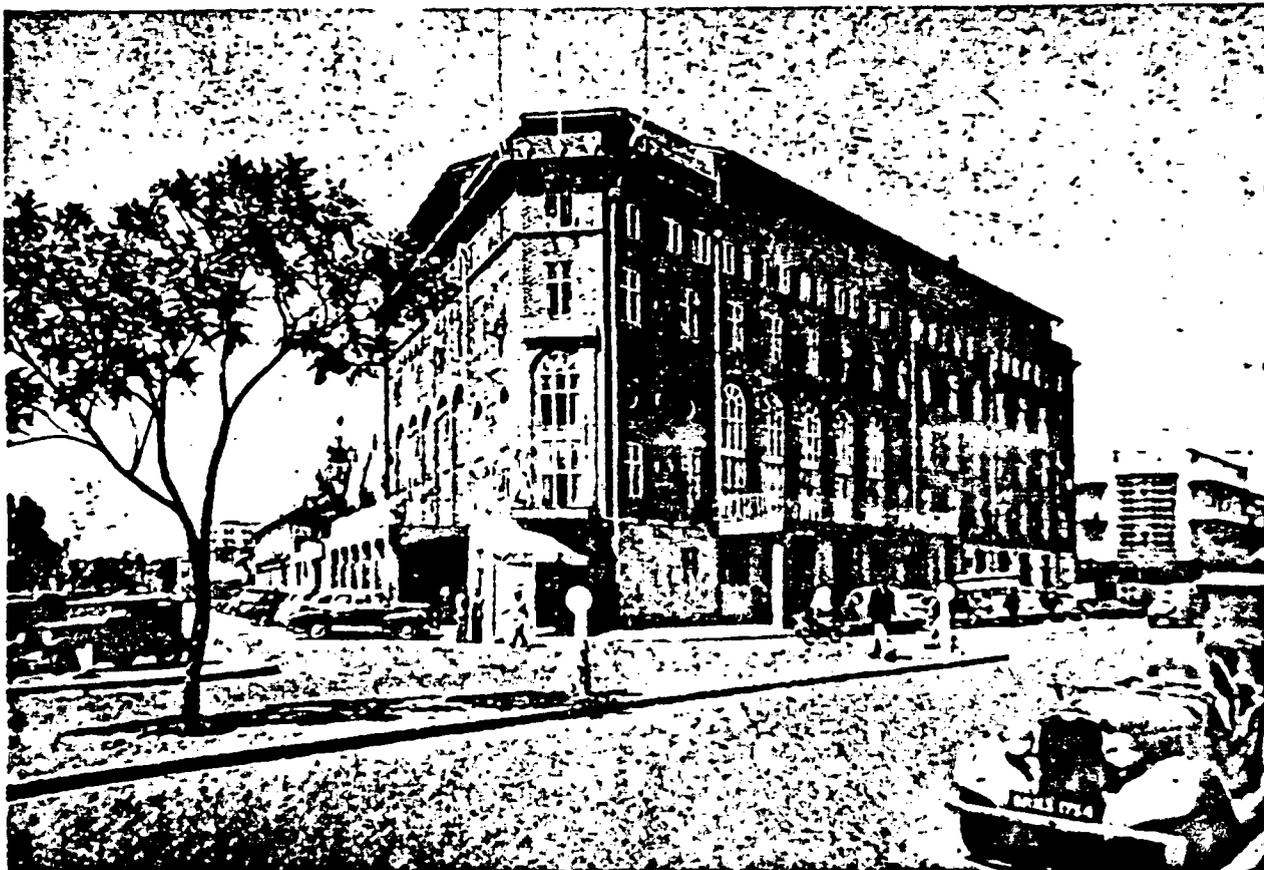
Sur le plan politique, le gouvernement britannique après 1918 ne croit plus à la possibilité de faire du Kenya une colonie de peuplement blanche. Il préfère mettre en place un processus de développement cohérent mais qui n'engage pas sa responsabilité financière, le gouvernement

colonial va donc réaliser des emprunts pour développer les infra-structures de la colonie. Du point de vue des Européens installés au Kenya le principal problème est celui de leur survie économique qui passe par leur participation au pouvoir colonial de façon à orienter sa politique à leur avantage : en raison du coût élevé des terrains, dûs à la spéculation, et des investissements pour développer une terre vierge, les colons exigent une main-d'oeuvre bon marché (27).

Le Legislative Council est l'institution politique qui va permettre aux colons de participer au gouvernement colonial.

Le Legislative Council a été créé en 1907, les membres Européens non-officiels y sont nommés par le gouverneur. Pendant la première guerre mondiale est formé le War Council qui rassemble un petit groupe de colons élus par les Européens et qui collaborent avec le gouverneur pour encourager leur communauté à s'investir dans l'effort de guerre. Le gouverneur ayant accepté l'élection des membres de ce conseil, il ne pouvait après sa dissolution une fois la paix revenue, refuser que les membres du Legislative Council soient élus. En 1920, les membres Européens du Legislative Council sont élus, ils disposent de 11 sièges dont deux pour Nairobi, Nairobi North et Nairobi South. Michael Redley fait remarquer que les colons bien qu'élus restent minoritaires dans un corps législatif nommé par le gouvernement qui reste lui-même subordonné au parlement impérial à Londres. Cette participation des colons au gouvernement colonial n'est pas à considérer comme un premier pas vers une éventuelle autonomie.

La représentation élue des colons assure en fait au gouvernement de



10. TORR'S HOTEL 1930.

(from Thornton, Anderson, Silberman Nairobi Master Plan for
a Colonial Capital. 1948, 90 p.)

Londres leur collaboration à sa politique, elle permet la participation à la vie politique de toutes les catégories d'Européens installés au Kenya (notamment celle des Civil Servants très nombreux à Nairobi et qui élisent eux aussi les représentants de la ville au conseil législatif) et retire le monopole du dialogue avec le gouvernement aux gros colons spéculateurs et aristocrates, tels Lord Delamere et ses deux beaux-frères Galbraith et Berkeley Cole ou Ewart Grogan, qui l'avaient détenu pendant toute la période d'avant-guerre et la guerre (28).

2. LES OCCUPATIONS DES BLANCS ET LA CRISE DE 1929

Pendant la période de l'entre-deux guerre, seulement un tiers des Européens qui résident au Kenya vivent directement de l'agriculture et c'est dans leur catégorie qui se trouve le plus grand nombre de travailleurs indépendants. Les autres secteurs d'activités sont assez limités, il n'y a quasiment pas d'industries au Kenya et le commerce est entre les mains de grandes compagnies qui n'ont besoin que d'un nombre relativement petit de directeurs et d'employés pour faire fonctionner leur succursale au Kenya. Le petit commerce est fortement concurrencé par les Indiens et les Africains. Les marges bénéficiaires du petit commerce ne peuvent affronter le style de vie européen. Le gouvernement colonial compte un grand nombre de salariés ; par comparaison avec les colonies voisines du Tanganyka et de l'Uganda, le Kenya a beaucoup plus de fonctionnaires blancs, cela sans doute parce que dans les

colonies voisines qui n'ont pas connu de politique de peuplement blanc, la hiérarchie administrative a été " africanisée ". On compte 1 fonctionnaire Européen pour 1.820 habitants au Kenya, 1 fonctionnaire Européen pour 4.630 habitants en Uganda et 1 fonctionnaire Européen pour 7.830 habitants au Tanganyka (29).

TABLEAU n° 11 : Classification de la population européenne selon ses activités (30).

	1921	1926	1931
Agriculture	1.893 (37%)	2.199 (34%)	2.522 (28%)
Industrie	559 (11%)	607 (10%)	991 (11%)
Commerce	937 (18%)	1.290 (20%)	2.128 (24%)
Administration	1.082 (21%)	1.294 (20%)	1.735 (20%)
Professions Libérales	441 (9%)	706 (11%)	1.124 (13%)
Employés de maison	182 (4%)	310 (5%)	343 (4%)
Total	5.094	6.406	8.774
Dépendants/sans emplois	4.557 (47%)	6.123 (49%)	8.038 (48%)
TOTAL	9.651	12.529	16.812

TABLEAU n° 12 : Statut des Blancs dans le secteur privé de l'emploi en 1931 (31).

	Employeurs	Employés	Travailleurs Indépendants
Agriculture	414 (18%)	1.005 (41%)	1.032 (41%)
Industrie	108 (12%)	711 (76%)	109 (9%)
Commerce	142 (17%)	1.633 (84%)	168 (11%)
Professions libérales	72 (7%)	898 (82%)	127 (11%)
Employés de maison	21 (6%)	276 (83%)	37 (11%)
TOTAL	757 (11%)	4.523 (67%)	1.473 (22%)

(Les pourcentages entre parenthèses sont ceux du secteur d'emploi).

La population Européenne du Kenya est professionnellement une population majoritairement salariée. Mais malgré la croissance du nombre de Blancs employés dans l'industrie, le commerce et les professions libérales le secteur agricole lui, reste dominé par le travailleur indépendant. Le sentiment d'être le seul à prendre tous les risques, de la vulnérabilité économique de son entreprise, caractérise l'attitude de l'agriculteur indépendant. Le fait que la communauté Européenne dépend de ce type d'agriculture va profondément marquer la vie politique locale. Dans sa thèse, Michael Redley divise la population européenne en trois catégories :

Les " Large Men " sont les Gentleman farmers, ils supervisent les activités économiques de leurs entreprises. Ils disposent de gros capitaux

et ont saisi l'opportunité économique que représentaient des terres vierges.

Les " Men of Moderate Means " sont les fermiers cultivant eux-mêmes leurs terres. Ils hypothèquent leurs propriétés pour pouvoir les développer et se considèrent comme des producteurs. Ils sont souvent protégés par des mensualités envoyées par leurs familles ou par une retraite de fonctionnaire ou de militaire qui leur assure une sécurité vitale.

Les " Small Men " sont tous les employés, contractuels pour la gestion d'une ferme, petits commerçants, artisans, techniciens, ils ne disposent pas de capitaux et sont salariés (32).

Ces " Small Men " salariés de l'industrie et du commerce, employés essentiellement dans les villes exercent les activités suivantes en 1931 :

Sténodactylographes et autres petits employés	897
Employés de banques, de maisons de commerce et d'assurances	675
Mécaniciens et autres ouvriers en métaux	369
Employés des transports et des communications	251
Entrepreneurs et maitres maçons	86
Menuisiers	79
Production d'articles alimentaires et du tabac	50
Théâtres et sports	48
Photographes	40
Ouvriers électriciens	36
Industrie de l'habillement	36
Magasiniers	23
Exploitation des mines	17
Peintres en bâtiment	8
TOTAL	2.615 (33)

Le nombre des emplois non agricoles a augmenté pendant l'entre deux guerres, grâce aux emprunts réalisés par l'Uganda Railway Company et les travaux publics pour la réalisation de nouvelles liaisons ferroviaires et la construction de routes, ponts et de nouveaux bâtiments publics. Les tâches qui étaient auparavant accomplies par les Indiens dans le domaine de la construction sont dans les années 20 prises par des Européens (34).

Les femmes européennes travaillent aussi au Kenya, 30% d'entre elles ont une activité économique. Elles sont surtout salariées, pour un quart dans le commerce, le reste dans les professions libérales (infirmières, personnel des missions), dans le personnel de maison (gouvernantes, institutrices privées) et dans l'administration coloniale (35). En 1931, 286 personnes se déclarent sans emploi. La crise touche le Kenya dont les produits se sont très mal écoulés sur les marchés étrangers saturés. Certains Européens au Kenya vont connaître le chômage, ce qui est intolérable dans une colonie. A la stratification raciale correspond la stratification sociale et la communauté Européenne ne peut accepter l'apparition d'une catégorie de " petits blancs " au niveau de vie très bas et qui met en danger la supériorité qu'elle affirme. Michael Redley décrit dans sa thèse les " petits blancs " du Kenya :

" ... Des blancs élevés localement travaillaient aux côtés d'Africains dans les garages de Nairobi et comme apprentis dans les ateliers de production du chemin de fer. En même temps, le nombre de blancs sans propriété ni revenu crût rapidement, particulièrement dans la communauté Afrikaans. Comme le transport et le labour s'étaient mécanisés dans

les Hautes Terres, la compétence des Afrikaners avec les boeufs qui leur avait permis de trouver du travail dans l'industrie agricole blanche durant l'entre deux guerres n'avait plus de marché. Le Soldier Settlement Scheme avait fait venir au Kenya un certain nombre de Small Men avec leurs familles et accrût le nombre d'adolescents ayant un avenir strictement local pour lesquels des dispositions devaient être prises " (36).

Les sans-emplois se situent dans les activités suivantes en 1931 : (37)

	Hommes	Femmes
Profession non définie	72	13
Agriculture	56	1
Mécaniciens et autres ouvriers en métaux	29	
Sténodactylographes et autres petits employés	25	17
Commerçants	12	2
Professions libérales	11	11
Entrepreneurs et maîtres maçons	9	
Employés des Transports et des Communications	8	
Menuisiers	5	
Peintres	4	
Photographes	2	
Industrie de l'habillement		2
Employés de maison	2	3
Production d'articles alimentaires et du tabac	1	
Théâtres et sports	1	
TOTAL	237	49

On peut lire dans l'East African Standard du 7 Février 1931 le récit d'un cas de banqueroute qui illustre la situation de détresse dans laquelle se trouvent certains Européens à Nairobi. L'article s'intitule " Salaires insuffisants à Nairobi " et raconte l'histoire de Gérard Rosenberg et sa femme. Ce couple est arrivé à Nairobi en 1928, Gérard Rosenberg avait signé à Londres un contract de cleric avec la Société Messrs Taws Ltd pour un salaire mensuel de 20 £. A son arrivée au Kenya le jeune homme découvre que chaque mois 5 £ lui sont retirés de son salaire pour rembourser son voyage et celui de sa femme. Deux mois après leur installation, Madame Rosenberg tombe malade et doit être hospitalisée. Elle trouve ensuite un emploi chez Messrs Can, Law and Sons, d'où elle est licenciée après deux ans. Entre temps son mari refusant le prélèvement sur son salaire a démissionné et depuis il a été successivement mécanicien, pompier, employé à la lutte contre les sauterelles sans jamais pouvoir trouver un emploi stable. Les époux Rosenberg passent en jugement pour une insolvabilité de 120 £. Le juge refuse de condamner Gérard Rosenberg à la prison et estime la compagnie Messrs Taws Ltd en partie responsable parce qu'elle verse des salaires trop bas (38).

Il est impossible de savoir quels salaires étaient versés aux employés des entreprises commerciales à Nairobi, il faudrait pour cela avoir accès à leurs archives, le juge refuse de condamner Rosenberg parce qu'il estime qu'il a été floué par la compagnie qui l'a fait venir au Kenya et lui a versé un salaire insuffisant. Pourtant, si l'on se réfère aux salaires des civil Servants qui sont indiqués chaque

année dans les Blue Books, certains, de rangs inférieurs ont des salaires assez bas. Une institutrice par exemple, ne gagne que 300 £ par an. Par contre la sécurité de l'emploi et d'autres avantages dont ils disposent en font aux yeux des salariés privés, des privilégiés (39). Robert Foran qui s'engage dans la police du Kenya en 1904 décrit les droits de celui qui s'engage dans le gouvernement colonial :

" L'uniforme devait être fourni et entretenu aux frais personnels. Le salaire de départ d'un inspecteur était de 150 £ par an, mais il augmentait à 180 £ après que celui-ci eût passé l'examen de Kiswahili. Les augmentations annuelles de 10 £ étaient accordées jusqu'au maximum de 250 £ par an de salaire. Une allocation de déplacement de 5 roupies par jour était payé pour chaque nuit passée en safari hors d'un rayon de plus de trois miles de distance d'un poste de police. Pour l'emploi d'Assistant District Superintendent, le salaire était de 250 £ à 280 £ selon si l'on était reçu à l'examen de Kiswahili, élevé par des augmentations annuelles de 15 £ à un maximum de 400 £. Le logement était gratuit là où c'était possible mais à cette époque c'était assez rare. Chaque année quinze jours de vacances étaient pris sur place et six mois de congé après trente mois de service étaient obligatoires. Les passages par mer étaient payés aller et retour. Seulement les trois quart du salaire étaient versés pour les trois derniers mois du congé mais le salaire était complet pour la première moitié. Comme le voyage occupait normalement un mois dans chaque direction cela signifiait que chacun ne pouvait compter passer plus de quatre mois en Grande-Bretagne. Quoique les salaires ne fussent pas très élevés à cette

époque, le coût de la vie était plus bas et la Livre Sterling valait bien davantage qu'aujourd'hui, peut-être trois fois plus " (40).

William McGregor Ross, Directeur du Public Works Department de 1906 à 1922 voit son salaire doublé. En 1906, il était payé 600 £ par an et son logement est assuré. En 1912 son salaire est élevé à 700 £ par an plus 70 £ par an d'allocation logement et 70 £ par an d'indemnités de service. Pendant les quatre années qui suivent son salaire est augmenté de 25 £ par an jusqu'à atteindre 800 £ en 1916. Apparemment l'augmentation s'accroît puisqu'en 1920, il gagne 1.200 £ par an (41). Evidemment, le salaire le plus élevé est celui du gouverneur, sauf au début du protectorat où le salaire du Directeur de l'Uganda Railway Company est égal à celui du Commissioner. Sir Charles Eliot reçoit un salaire de 1.800 £, Sir George Whitehouse est payé 1.600 £ plus une allocation logement de 200 £. H.F. Currie, le successeur de Sir George Whitehouse est payé 2000 £ pendant toute la durée de son poste au Kenya, jusqu'en 1912. Sir Donald Stewart et Sir James Hayes-Sadler, les deux gouverneurs successifs touchent le même salaire. C'est avec l'arrivée de Sir Percy Girouard comme nouveau gouverneur en 1909 que le salaire du gouverneur et celui du Manager de l'Uganda Railway Company vont se différencier, Sir Percy Girouard est payé 3000 £ et reçoit une indemnité de fonction de 1000 £. Quand en 1912, Monsieur H.B. Taylor prendra le poste de Manager de l'Uganda Railway Company, son salaire sera diminué par rapport à celui de son prédécesseur à 1.500 £ (42).

Ces salaires de la fonction publique et les avantages dont bénéficient les membres du gouvernement colonial, comme les congés de longue durée et les passages payés pour les fonctionnaires et leurs familles exaspèrent certains colons et l'East African Standard lance régulièrement des campagnes pour dénoncer ce qu'il considère comme du gaspillage. Le 24 janvier 1931, un éditorial demande l'abaissement des salaires des fonctionnaires par solidarité avec les colons qui souffrent de la crise. Et l'article poursuit en affirmant que si le gouvernement réalisait des économies de fonctionnement il aiderait le pays à sortir de la crise (43).

Un nouvel article est publié sur le même thème deux semaines plus tard. Il ne fait que reprendre l'intervention de T.J. O'Shea, l'élu du Plateau South au conseil législatif et qui a demandé en neuf questions au gouvernement colonial quelles économies il comptait réaliser avec les avantages coûteux dont disposent ses salariés et ceux de l'Uganda Railway Company. Non seulement l'East African Standard demande la suspension des droits des membres du gouvernement mais il a trouvé une solution pour résoudre le chômage des Européens en ville :

" C'est tout à fait non-économique pour ce pays d'utiliser de l'argent pour aider les sans emplois si le gouvernement paye en même temps des salaires à des femmes mariées alors qu'ils pourraient être gagnés par des hommes pour le moment sans emploi et capables de rendre les mêmes services ". (44)

En 1932, l'East African Standard recommence une nouvelle offensive contre le gouvernement colonial, cette fois-ci encore plus franchement :

" *The East African Standard* " lance aujourd'hui une campagne d'économies. Cette campagne est dirigée contre l'imposition d'une nouvelle taxe de quelque forme qu'elle soit jusqu'à ce que le pays soit complètement certain que toutes les économies possibles dans les dépenses du gouvernement auront été faites " (45).

Et pratiquement tous les jours au cours de ce mois d'août 1932, l'East African Standard publiera un article attaquant le gouvernement colonial. Les thèmes en sont toujours les mêmes, les Civil Servants ont des salaires trop élevés, ils ne devraient pas bénéficier d'indemnités supplémentaires de logement ; le Public Works Department est attaqué lui aussi, il est présenté comme anachronique, les travaux devraient être effectués par des entrepreneurs privés locaux ce qui donnerait des emplois aux Européens qui sont sur place.

Ewart Grogan va jusqu'à attaquer directement le gouverneur dans les colonnes du journal :

" Notre seul espoir réside en nous-mêmes puisque nous avons beaucoup d'ennemis malins dans notre Patrie ; et à en juger par le discours du gouverneur, il a définitivement pris le parti non pas du gardien des intérêts de la communauté mais d'un président de syndicat vorace " (46).

Le gouverneur du Kenya ainsi agressé par Grogan est Sir Joseph Byrne, nommé au poste de gouverneur du Kenya par le gouvernement travailliste il est détesté des colons. Auparavant il avait dirigé la police en Irlande du Nord et avait été Gouverneur de Sierra Leone, il était connu pour son attitude dure à l'égard de ceux ayant des prétentions politiques.

Sir Joseph Byrne n'a pas fait participer les colons aux commissions économiques et s'il a d'abord fait une coupe de 500.000 £ dans le budget de la colonie, il a ensuite préféré gérer le déficit jusqu'en 1934. Il est à noter que les Civil Servants ont payé un impôt sur leur salaire cinq ans avant que la taxe sur les revenus soit payée par la communauté européenne.

Un des buts de l'attaque du Civil Service par les colons est la création d'un corps de fonctionnaires qui seraient recrutés localement, ce qui permettrait aux colons d'envisager un avenir pour leurs enfants et de mieux contrôler le gouvernement colonial. En même temps cela permettrait de faire des économies parce que les salaires seraient plus bas et les indemnités de retraite restreintes. Des structures pour un Civil Service local Européen et Indien furent mises en place en 1935, mais les postes furent occupés par du personnel expatrié (47). Finalement ce type de campagne porte plutôt tort aux colons, il aigrit les rapports entre l'administration et les Européens installés au Kenya,

Mais il ne faut pas non plus considérer que l'East African Standard exprime l'opinion de la majorité des colons, il est aux mains de Large Men comme Ewart Grogan qui en est un des propriétaires et c'est leur opinion qu'il exprime et leurs intérêts qu'il défend. C'est une tradition de ce journal que de se placer dans l'opposition par rapport au gouvernement colonial.

Et comme le note J.E.W. Flood, Assistant Secretary au Colonial Office à Londres, " le problème est que les gens du Kenya qui ne sont pas

pas des " politiciens insensés " et qui ne voient pas les choses du même oeil qu'eux, restent absolument silencieux. Le résultat en est que les colons du Kenya sont représentés par des politiciens et il n'y a aucune indication que ces politiciens ne comptent pas vraiment autant qu'ils le prétendent " (48).

3. LES FRICTIONS AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE.

Les tensions entre les Européens se manifestent dès la création du Protectorat et tout d'abord entre les officiers de l'Uganda Railway Company et ceux du gouvernement colonial.

On l'a vu, le Chief Engineer et Manager de la compagnie de chemin de fer reçoit le même salaire que le Commissioner du Protectorat, ce qui les met sur un pied d'égalité dans la hiérarchie. L'Uganda Railway Company est souvent décrite comme un " Imperum in Impero ", elle est propriétaire du terrain qui longe la voie ferrée, elle a sa propre police et sa propre justice.

Lorsque l'Uganda Railway Company crée la station de chemin de fer de Nairobi, John Ainsworth doit négocier les terrains dont il a besoin pour y construire le quartier administratif et résidentiel du gouvernement. La première maison de la ville bâtie en pierre et au toit de tuiles est celle de George Whitehouse (49). Dans son livre sur l'établissement du Protectorat Est-Afrcain, G.H. Mungeam note cette tension entre les deux administrations :

" Hall remarqua le manque de relations sociales entre les officiels du Railway et ceux du gouvernement. En octobre 1898, les relations dans l'agglomération naissante de Nairobi étaient si mauvaises que les officiels du Protectorat étaient tous groupés sur un côté de la colline et les officiels du chemin de fer sur l'autre. Hall et sa femme qui étaient parvenus à avoir des amis dans les deux camps, découvrirent à leur grand embarras qu'il était impossible de rendre des visites dans les deux endroits le même jour " (50).

Il semble que l'Uganda Railway Company ait été vivement agacée par l'installation de l'administration coloniale à Nairobi. Lorsque Sir Charles Eliot envoie son rapport sur les mauvaises conditions sanitaires de Nairobi, le Foreign Office consulte Sir George Whitehouse. Celui-ci répond qu'il n'y a pas de site plus sain que Nairobi mais le ton de son télégramme est sec et irrite quelque peu le Foreign Office (51).

En fait cette rivalité entre ces deux administrations en présence, illustre l'ambiguïté de l'attitude du gouvernement Britannique à l'égard du Protectorat de l'Afrique de l'Est. Créé pour des raisons d'abord stratégiques, seule importe la construction de la voie ferrée qui permettra un accès rapide aux sources du Nil, il s'avère que ce but est coûteux et tardif. Pour rentabiliser cette construction, le gouvernement de Londres est d'accord avec le projet d'Eliot de mise en place d'une colonie de peuplement Européenne, c'est après ce changement d'objectif et quand l'East Africa Protectorate passera sous le contrôle du Colonial Office que l'administration coloniale prendra

le pas sur celui du chemin de fer. Nairobi deviendra alors la capitale du Protectorat, en 1905. Lorsque Winston Churchill vient à Nairobi en 1906, voici ce qu'il y remarque et note dans son livre :

" Tout homme blanc à Nairobi est un politicien ; et la plupart d'entre eux sont chefs de partis. On aurait du mal à croire possible qu'un centre si nouveau puisse développer tant d'intérêts si divergents et si conflictuels, ou qu'une communauté si réduite puisse donner à chacun une expression si vigoureuse et même si véhémence. L'homme blanc contre le noir ; l'Indien contre les deux ; le colon contre le planteur ; la ville opposée à la campagne ; la classe des officiels contre les non-officiels ; la côte et les hautes-terres ; l'administration du chemin de fer et le Protectorat en général ; le King's African Rifles et l'East Africa Protectorate Police ; tous ces différents points de vues surgissent naturellement, sont adoptés avec sincérité, défendus avec ténacité, et pas encore réconciliés en une conception générale harmonieuse, confondent le visiteur dans un désarroi perplexe " (52).

Dans ce passage, Winston Churchill résume l'ensemble de la situation qui lui apparaît comme complètement conflictuelle, et elle apparaît ainsi à l'ensemble de l'opinion publique britannique durant toute la période qui précède la deuxième guerre mondiale. Les Européens du Kenya n'ont en effet pas hésité, à plusieurs reprises, à porter sur la place publique les conflits qui les agitaient. Le principal vecteur de cette diffusion est d'abord la presse locale, parfois relayée par la presse britannique quand elle estimait que le sujet était

d'un intérêt général, quelquefois suivie de publication d'un ouvrage polémique ou justificateur.

Les deux quotidiens d'information destinés à la population européenne, édités et réalisés sur place sont " The Leader of British East Africa, Uganda and the Lakes " dont la parution cesse après la première guerre mondiale et " The East African Standard " qui se maintient jusqu'à l'indépendance.

Le principal cheval de bataille de ces deux journaux est le conflit d'intérêt colons contre administration. Ils défendent avec agressivité l'idée que l'administration coloniale au Kenya est là, uniquement pour servir les colons européens. Tout ce qui leur apparaît comme un écart à ce principe est immédiatement la cible de leur vindicte. Une des premières " victimes " de l'East African Standard est John Ainsworth, le Sub-Commissioner à Nairobi qui est considéré comme trop favorable aux Africains. Le 14 avril 1903, dans la rubrique " Men and Matters " de ce journal, on peut lire :

" Nous regrettons d'apprendre que la mère de Madame Ainsworth a été victime d'une agression par des Wakikuyu. Les douces créatures qui nous en sommes assurés sont parfaitement inoffensives ... " (53).

Quelques jours plus tard, le même quotidien donne le récit de ce fait divers. Madame Scott qui est la belle-mère de John Ainsworth a été agressée par un homme Kikuyu qui en la giflant violemment l'a jetée à terre ; il a été arrêté par des askari. L'auteur de l'article attire l'attention de son lecteur sur le danger que peut représenter les indigènes, il y a une sorte de jubilation dans le fait que cette agres-

sion ait été commise contre une femme de missionnaire et belle-mère d'un membre de l'administration, deux types d'Européens aux attitudes considérées comme pro-Africaines par le journal.

" L'indigène n'est pas tout à fait la " chère âme " vis-à-vis () de l'Européen qui a été si fréquemment dépeinte par les officiels du gouvernement. Il est à espérer que la punition qu'il recevra sera proportionnelle au crime commis, car cette sorte d'attitude devient beaucoup trop fréquente pour être tolérée et les femmes devraient être préparées à avoir un revolver maniable qu'elles pourraient utiliser avec effet en toute occasion de ce genre. Le remède contre de tels abus en Afrique du Sud est plus efficace et devrait être mis en pratique ici " (54).*

On apprend par l'East African Standard du 9 juin 1903 que l'agresseur de Madame Scott est condamné à six mois de prison, vingt-cinq coups de kiboko, une amende en vaches et en moutons et à la déportation dans une autre région (55).

Ce que les colons demandent avant tout à l'administration, c'est la protection de leur économie afin qu'ils puissent se maintenir dans la colonie et ce soutien de l'administration passe par une main-d'oeuvre bon marché. On a vu comment la crise de 1930 avait rendu la presse locale particulièrement agressive vis-à-vis du corps des fonctionnaires coloniaux, mais cette attitude avait eu un précédent, que l'on peut appeler " l'affaire McGregor Ross " parce qu'à la suite de cette campagne dirigée contre lui, William McGregor a publié un livre extrêmement critique à l'égard des colons du Kenya.

(*) en français dans le texte.

Auparavant employé par l'Uganda Railway Company, William McGregor Ross est depuis 1906 directeur du Public Works Department. En 1920, pendant que McGregor Ross est en congé en Europe, le gouverneur du Kenya, Sir Edward Northey, nomme une commission d'enquête à la demande du conseil législatif sur le Public Works Department. Le rapport accuse le directeur du Public Works Department de recevoir un salaire trop élevé et d'être autoritaire et centralisateur. McGregor Ross se défend devant le conseil législatif, dont il a d'ailleurs été membre, le 27 octobre 1921. Lord Delamere suggère que l'on abaisse le salaire de McGregor Ross à 200 £ par an (il en gagne 1.200 £) et lui demande de démissionner. McGregor Ross refuse les deux suggestions et reprenant le rapport plaide sa défense point par point. Le gouverneur qui avait tout d'abord approuvé les conclusions de la commission d'enquête qu'il avait lui-même ordonnée, revient sur son opinion après le débat au conseil législatif et l'annonce officiellement par voie de la presse le 5 janvier 1923. Cependant il soutient la demande d'abaissement du salaire de McGregor Ross qui doit passer de 1.200 £ à 900 £. Devant cette décision le Directeur du P.W.D. donne sa démission et écrit plus tard dans son livre avec amertume :

" Le directeur qui avait effectué 22 ans de service partit en congé et fut mis à la retraite en avril 1923 à l'âge de 46 ans " (56).

Mais il est intéressant de remarquer que tout au long de cette affaire qu'elle rapporte méticuleusement, la presse du Kenya n'évoque jamais la véritable raison pour laquelle la communauté européenne en veut tant à William McGregor Ross. Ce n'est pas parce qu'il gagne un salaire

trop élevé ou parce qu'il est trop autoritaire, c'est plutôt parce que son département jouit d'une grande autonomie et dans un secteur sensible pour la communauté européenne. Le Public Works Department emploie énormément d'Africains et si les conditions de travail n'y sont pas toujours idéales, elles s'améliorent avec le temps et William McGregor Ross est un adversaire du travail forcé sur lequel se reposent les colons quand ils ont un besoin pressant de main d'oeuvre. Il est même un des informateurs du Dr. J.H. Oldham, secrétaire de la Conference of Missionary Societies in Great Britain and Northern Ireland, sur les conditions de travail des Africains au Kenya. A cette époque les églises protestantes, les associations anti-esclavagistes de Grande-Bretagne et le parti travailliste se mobilisent pour lutter contre le travail forcé (57). On peut laisser la conclusion de " l'affaire " à McGregor Ross lui-même qui s'est senti trahi par l'ensemble de la communauté blanche du Kenya :

" La grande majorité des colons, bien disposée mais inorganisée, n'ont qu'eux-mêmes à blâmer s'ils sont impliqués dans les purges et les condamnations injustes par les critiques outre-mer, qui, en l'absence de désaveu, acceptent l'affirmation parmi eux d'une minorité bruyante qui parle au nom de l'entière communauté " (58).

Les Civil Servants quand ils sont l'objet d'attaques par la presse locale sont obligés au devoir de réserve et n'opposent que le silence aux accusations.

Cependant, les deux tiers d'entre eux sont membres de l'European Civil Service Association, créée pour être une coopérative d'achats pendant

la première guerre mondiale, cette association se maintient après la guerre malgré l'opposition du gouverneur, Sir Edward Northey, qui la qualifie de " syndicat ". L'association informe ses membres de leurs droits et se préoccupe de l'accueil des nouveaux membres du Civil Service dans la colonie. Londres se soucie de cette hostilité entre les colons et les administrateurs et encourage les Civil Servants à s'intégrer dans la colonie (59). De l'avis de Monsieur Thomas Colchester, à la fin des années trente cette atmosphère tendue avait disparue et les mariages entre Civil Servants et jeunes Européennes de la colonie se faisaient plus nombreux. Lui-même a épousé la fille d'un avocat installé à Kisumu (60).

Derrière ces campagnes politiques menées par " une minorité bruyante " comme la qualifie McGregor Rosse, se cache une majorité silencieuse sur laquelle les contemporains s'interrogent. Dans sa thèse, Michael Redley répond que les colons du Kenya sont essentiellement des individualistes qui tant que leur position et leur présence au Kenya ne sont pas en danger, ne se mêlent pas de la vie publique. Leurs représentants politiques appartiennent à la frange aristocratique de la société européenne parce que, appartenant à l'Upper Class, ils sont considérés comme de bons représentants de la colonie.

On observe tout de même des désaccords au sein de la communauté blanche à propos de certains faits économiques. Les colons fermiers ne peuvent exister sans les commerçants qui écoulent leurs produits et les premiers reprochent aux seconds la sécurité économique dont ils jouissent. Les commerçants ont tout intérêt à ce que les travailleurs Africains reçoivent

vent des salaires élevés qui les encouragent à consommer, les fermiers réclament des salaires bas pour leurs employés, de façon à réaliser plus de profit. Les hommes d'affaires de Nairobi s'associent avec des Indiens qui disposent de capitaux, les fermiers craignent que la force économique des Indiens affaiblissent la position dominante des blancs. Et puis les Européens de Nairobi, simplement salariés, souhaitent le développement d'une production locale Indienne ou Africaine qui leur offre des produits alimentaires moins chers. Enfin, une bonne partie des habitants de Nairobi ne sont dans la colonie que pour quelques années, leurs intérêts ne sont pas les mêmes que ceux qui pensent être définitivement installés au Kenya. D'autre part il est difficile de séparer en deux catégories opposées la communauté commerciale et la communauté agricole, leurs intérêts peuvent aussi être étroitement mêlés. Parmi les Large Men, nombreux sont ceux qui ont investi dans des exploitations agricoles et dans des entreprises commerciales (61).

La principale industrie du Kenya étant l'agriculture, l'ensemble de la communauté européenne se rallie derrière elle, il en va de sa survie. Une communauté coloniale minoritaire ne peut se maintenir si elle n'oppose son unité aux autres communautés présentes. Au Kenya, malgré leurs divergences, les colons Européens ont besoin du gouvernement colonial pour assurer leur domination, des colons agriculteurs pour justifier leur présence et de la communauté commerçante pour l'approvisionnement de l'ensemble de la colonie. Unie racialement et culturellement, la société blanche obéit à un consensus sur l'attitude qu'elle doit suivre et ne dépasse par certaines limites qui risqueraient de la mettre en danger.

NOTES DE LA III^e PARTIE

CHAPITRE I : LA VIE ECONOMIQUE, OCCUPATIONS ET REVENUS
DES BLANCS DE NAIROBI.

1. SALVADORI M. La Colonisation Européenne au Kenya. 1934 p. 79
2. BUIJTENHUIJS R. Le mouvement Mau-Mau. 1971 p. 61
 REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976 p. 5
3. WARD H.F. and MILLIGAN J.W. Handbook of British East Africa
1912-1913. p. 185
4. DC/NBI Political record book 1899-1913 KNA
5. Dans ses deux romans autobiographiques The Flame Trees of Thika
 et The Mottled Lizzard Elspeth Huxley évoque ces difficultés
 de crédit rencontrées par ses parents qui cultivaient une planta-
 tion de café.
6. DC/NBI 1/1 KNA
7. WARD H.F. and MILLIGAN J.W. Handbook of British East Africa.
1913-1913. pp. 251 à 254. Les auteurs donnent la liste de tous
 les commerces Européens de Nairobi.
8. DC/NBI 1/1 KNA
9. SALVADORI M. La colonisation Européenne au Kenya. 1934. p. 124
10. Elspeth Huxley Private Papers, Rhodes House. Ces papiers privés
 rassemblent les notes manuscrites de l'auteur pour la rédaction
 de White Man's Country, elles contiennent certaines informations
 qui ne figurent pas dans l'ouvrage publié.

10. DC/NBI 1/1 KNA
11. HUXLEY E. White Man's Country. 1935 Volume I p. 299
12. Annual Reports 1911-12, 1912-13, 1913-14 Centre de Documentation Université PARIS VII
13. HUXLEY E. White Man's Country. 1935 Volume I p 314
14. HUXLEY E. White Man's country. 1935 Volume II pp. 3 à 5
15. Lettres de Bruce Laing Bremner à sa mère et à sa soeur. 1914-15
Rhodes House. 7 août 1914
16. East African Standard. 8 août 1914 BNNL
17. CLAYTON A. and SAVAGE D. Government and labour in Kenya 1895-1963.
1976 p. 88
18. East African Standard. 15 août 1914 BNNL
19. East African Standard. 22 août 1914 BNNL
20. East African Standard. 21 novembre 1914 BNNL
21. East African Standard. 7 novembre 1914 BNNL
22. Lettre de Bruce L. Bremner à sa mère. 26 août 1914 - Rhodes House
23. HUXLEY E. White Man's Country. 1935 Volume II p. 24
24. East African Standard, numéros hebdomadaires de 1914 à 1918 BNNL
25. East African Standard. 21 novembre 1918 BNNL
26. ZWANENBERG R.M.A. Van and KING A. An Economic History of Kenya
and Uganda 1800-1970. 1975 p. 38 et p. 284

27. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976 p. 35
28. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976 p. 35
29. SALVADORI M. La Colonisation Européenne au Kenya. 1934 p. 164
30. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976 p. 7
Kenya Census 1921, 1926, 1931 RCSL
31. Kenya Census 1931 RCSL
32. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976 p. 16
33. SALVADORI M. La Colonisation Européenne au Kenya. 1934 p. 168
34. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976 p. 7
35. SALVADORI M. La colonisation Européenne au Kenya. 1934 p. 112
36. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976 p. 183
37. Kenya Census 1931 RCSL
38. East African Standard. 7 février 1931 BNNL
39. Blue Book 1926 BNNL
40. FORAN R. The Kenya Police 1896-1963. 1963 p. 18
41. Blue Books de 1906 à 1916. Après cette date la parution des Blue Books est interrompue jusqu'en 1926. Centre de Document. Univ. Paris VII
Mc. Gregor Ross Private Papers, Rhodes House
42. Blue Books 1901 à 1912 Centre de Documentation Université Paris VII
43. East African Standard. 24 Janvier 1931 BNNL
44. East African Standard. 7 Février 1931 BNNL

45. East African Standard. 5 Août 1932 BNNL
46. East African Standard. 16 Août 1932 BNNL
47. CLAYTON A. and SAVAGE D. Government and Labour in Kenya 1895-1963.
1974 p. 187
48. CLAYTON A. and SAVAGE D. idem p. 183
49. HILL M.H. Permanent Way The Story of the Kenya and Uganda Railway.
1949 p. 248
50. MUNGEAM G.H. British Rule in Kenya 1895-1912. 1966 p. 67
51. E.O.2/795 Nairobi Buildings, change of site, drainage etc... PRO
52. CHURCHILL W.S. My African Journey. 1906 pp. 21-22
53. East African Standard. 14 avril 1903 BNNL
54. East African Standard. 18 Avril 1903
55. East African Standard. 9 Juin 1903
56. ROSS Mc Gregor William Kenya from Within. 1927. p. 275
57. CLAYTON A. and SAVAGE D. Government and Labour in Kenya 1895-1963.
1976 p. 115
58. ROSS McGregor W. Kenya from Within. 1927 p. 276
59. REDLEY M. Politic of a Predicament. 1976 p. 66
60. Entretien avec T.C. Colchester, G.B., 29 Novembre 1984
61. CLAYTON A. and SAVAGE D. Gouvernement and Labour in Kenya 1895-1963.
p. 179.

Ces deux auteurs citent l'exemple de Cavendish-Bentick qui tout en étant le représentant élu d'une circonscription agricole est directeur d'Equator Saw Mills, de Kenya Consolidated Goldfields et d'autres compagnies. Il en va de même, on l'a vu pour Lord Delamere et Ewart Grogan qui sont à la fois propriétaires terriens et à la tête de compagnies commerciales ou d'industries locales.

Chapitre II - La vie sociale des blancs de Nairobi

1. LA VIE DE FAMILLE

Le Kenya, en raison de son climat tempéré dans les hautes terres, est une colonie dans laquelle les familles Européennes s'installent sans trop d'appréhension. Mais cela n'a pas été le cas dans les toutes premières années de la colonisation pendant lesquelles le nombre d'hommes est largement supérieur au nombre de femmes (1). Robert Foran qui fait partie de la police du Protectorat à partir de 1904, écrit dans ses mémoires :

" On a toujours affirmé qu'aucune jeune fille ne pouvait séjourner plus de six mois en Afrique de l'Est sans être fiancée ou mariée. Les jeunes filles étaient peu nombreuses et les distances étaient longues, beaucoup de célibataires faisaient bon accueil à chaque nouvelle arrivante dans l'espoir que leur solitude allait prendre fin " (2).

Jamais Robert Foran ne fait allusion à des liaisons entre des Européens et des femmes Indiennes ou Africaines. Les femmes Indiennes étaient beaucoup moins nombreuses que les hommes Indiens on peut donc penser, qu'en dehors de tout préjugé racial de la part des Européens, leurs familles devaient préférer qu'elles épousent des Indiens et ceux-ci ne manquaient pas. Pour ce qui est des femmes Africaines, seul Richard Meinertzhagen y fait allusion dans ses mémoires et pour condamner leur

concubinage avec des Blancs, il écrit en 1902 : " Presque chaque homme à Nairobi est un officier du Railway. Chacun d'eux entretient une fille indigène, généralement une Masaï, et il y a un commerce régulier de ces filles avec les villages Masaï les plus proches. Si un homme se lasse d'une fille, il se rend au village (manyatta) et en prend une nouvelle, ou dans certains cas, il en prend jusqu'à trois. Et mes frères officiers ne font pas exception " (3).

Dans les archives officiels, le sujet des relations sexuelles entre des hommes Blancs et des femmes Noires est illustré par le silence le plus absolu. Sauf le cas d'une note de l'Executive Council en 1908 relevée par Antony Clayton : " Les officiers de l'administration ont ouvertement pris des femmes indigènes comme si c'était une chose courante " (4). Luise White qui a étudié l'histoire de la prostitution africaine à Nairobi n'a que peu d'informations au sujet des relations entre Noirs et Blancs. D'après elle, les prostituées Africaines de Nairobi préféreraient avoir des clients Indiens ou Africains que des Européens. Si occasionnellement elles recevaient des Européens, peu d'entre elles, pendant la période coloniale et aucune pendant l'entre deux guerres, cherchaient à faire toute leur carrière parmi les Européens (5).

Cette loi du silence est rompue une fois par une lettre de l'ethnologue Routledge et de sa femme au journal le Times de Londres, dénonçant un jeune Civil Servant qui aurait forcé des jeunes filles Africaines à avoir des rapports sexuels avec lui. Routledge justifie sa révélation en reprochant au gouvernement colonial de ne pas avoir puni assez sévèrement l'administrateur en question. Celui-ci a été pénalisé d'une année d'ancienneté et déplacé dans une autre district. Routledge explique :

" Dans ce cas particulier, l'offenseur était un homme jeune, il avait devant lui l'exemple, dans bien des cas, d'officiels bien plus âgés et plus haut gradés et il n'a pas résisté à la tentation " (6).

L'East African Standard n'a averti ses lecteurs de la lettre de Routledge que lorsqu'il n'a plus pu faire autrement parce que le scandale avait pris de l'ampleur en Grande-Bretagne. L'éditeur du journal s'en explique en écrivant qu'à son avis le fautif est suffisamment puni, qu'il s'est depuis marié et parce que : *" Notre pays d'adoption a déjà obtenu une notoriété suffisante en raison d'incidents déplaisants sans en ajouter encore un à la longue liste " (7).*

C'est en effet le scandale en Grande-Bretagne, le Kenya y a mauvaise presse, les journaux remarquent que dans cette colonie, lorsque les colons ne fouettent pas les Africains en public, ce sont les Civil Servants qui violent les jeunes filles Africaines.

L'aspect déplaisant de l'affaire provient du fait que les Routledge prouvent que les jeunes filles n'étaient pas consentantes, mais elle intéressante parce qu'elle révèle que la société blanche du Kenya admet les relations sexuelles entre hommes Blancs et femmes Noires, justifiées par la solitude des premiers, à condition qu'elles restent brèves et n'entraînent aucune relation affective.

L'évènement est débattu au parlement, jusqu'en mars 1909 les Routledge continuent d'écrire aux journaux et de polémiquer, reprochant son laxisme au gouverneur lui-même. Au début du mois d'avril, Sir James Hayes-Sadler le gouverneur du Protectorat est muté gouverneur des Iles sous le Vent. Il quitte le Kenya rapidement et sans festivités d'adieu (8).

Comme pour confirmer le peu de relations sexuelles entre Blancs et Noires, il n'y a pas au Kenya l'existence d'une communauté métis. D'après Luise White, la fertilité des prostituées Africaines étaient jusqu'en 1939 assez basse, d'autre part les infanticides étaient fréquents et sans égard à la couleur de la peau de l'enfant (9). Enfin, il y a au Kenya beaucoup d'Africains de sangs mêlés, les Swahili sur la côte sont métissés d'arabes, il y a des Somaliens, des Seychellois et il n'est pas difficile de déclarer un enfant métis d'Européen comme appartenant à une de ces communautés. Cependant, il semble bien que les soeurs du Saint-Esprit qui avaient installé à Thika et à Mombasa un orphelinat ou internat pour indigènes recevaient des métis qu'elles classent sous le termes de mulâtres. A Mombasa, l'école est ouverte à toutes les races et les jeunes filles métisses restent auprès des soeurs après leur scolarité, si elles ne se marient pas. Cette école est fermée en 1939 et les quelques pensionnaires qui y restent sont transférées à Thika. L'école de Thika a plus une vocation d'orphelinat que celle de Mombasa, mais les enfants métis qui y sont élevés ne sont pas des enfants abandonnés et suivent les cours avec des enfants Goanais ou Seychellois. Les enfants Africains ont en général été " donnés " à la mission et reçoivent leur éducation séparément. D'après la soeur Jacqueline Morin du service des archives des soeurs du Saint-Esprit, c'est surtout après 1940 que ce pensionnat interracial de Thika prend de l'importance, il accueille jusqu'à 93 mulâtres garçons et filles sur 221 élèves. Le gouvernement paie parfois la pension de certains enfants métis, les autres ont leur pension payée par ceux qui les ont confiés aux soeurs et s'ils

ne peuvent pas verser la totalité de la somme, les enfants aident alors les soeurs dans leurs travaux. l'origine des enfants métis n'est pas mentionnée dans les archives de cette congrégation et leur nombre reste jusqu'en 1940 très faible (10).

x
 Pour ce qui concerne d'éventuelles relations sexuelles entre femmes Blanches et des hommes Noirs, elles ne sont même pas envisagées, sinon parce que celles-ci auraient été violées. C'est d'ailleurs une des craintes des Européens qui laissent souvent leurs femmes seules avec leur domesticité Africaine. Monsieur Colchester se souvient de deux cas de femmes Européennes qui ayant eu des amants africains ont été prises en charge par l'East African Women League qui s'est chargée de leur rapatriement immédiat en Grande-Bretagne, il s'agissait de toute façon de deux cas de détresse (11).

Quand après la première guerre mondiale, les femmes européennes vont être plus nombreuses au Kenya où elles ne redoutent pas de mettre leurs enfants au monde et de les y élever, les serviteurs Africains vont faire partie de la vie de la famille Européenne. Pour beaucoup d'habitants Européens des villes, les seuls Africains qu'ils rencontrent sont leurs domestiques. En dehors des ayahs (nounous) les employés de maison sont des hommes. En 1926, 22.000 Africains travaillent comme domestiques, c'est-à-dire 1 homme sur 7. Anthony Clayton et Donald Savage ne pouvaient pas ne pas se pencher sur ce secteur de l'emploi des Noirs :

" Un type d'emploi qui était presque toujours populaire, qui souvent offrait des salaires considérablement supérieurs à la moyenne et occupait un grand nombre d'hommes Africains ayant une apparence présentable;

était le service domestique. Le travail domestique connotait un degré d'adoption personnel que souhaitaient beaucoup d'Africains, il offrait une nouvelle instruction, il était mieux payé que le travail manuel, il offrait des revenants-bon non autorisés ou autorisés et il était fréquemment situé près de marchés où les salaires pouvaient être dépensés. Les domestiques à cette époque vivaient habituellement dans des huttes de terre ou d'herbe dans le fond du jardin de leur employeur " (12).

Pour une famille Européenne moyenne, on compte un cuisinier, un boy qui entretient la maison, un jardinier et une ayah pour garder les enfants en bas âge. Cette domesticité nombreuse et bon marché confirme le sentiment de supériorité des Européens et c'est essentiellement l'incompréhension qui régit leurs relations avec leurs domestiques. Ils sont vus comme ignorants, maladroits ou négligents, parfois malhonnêtes. Dans un guide destinés aux Européens venant s'installer au Kenya, on peut lire :

" Les serviteurs Africains ne sont pas aussi efficaces que les Indiens (ces derniers sont impossibles à avoir au Kenya) mais ils ont leurs bons côtés. L'Africain brise plus de vaisselle et de verreries mais il fait preuve de plus de bonne humeur. Ses fautes et ses singularités découlent principalement du fait que son contact avec la civilisation occidentale est récent ; son père était vêtu de quelques moustiques et d'une lance, il laissait tout le travail de la hutte et des champs à ses femmes. Il y a vingt ans, le principal combat des memsahibs de Nairobi consistait à empêcher leurs serviteurs de laver les assiettes en les léchant " (13).

Ce sont surtout les maitresses de maison Européennes qui font preuve de crispation à l'égard de leurs domestiques qui sont des hommes et avec lesquels elles se retrouvent seules pendant la journée. Elles veulent alors absolument faire preuve de leur autorité. Nora Strange donne quelques conseils à celle qui doit former et diriger des domestiques Africains :

" Il est absolument nécessaire de dire qu'une femme qui parle couramment le Swahili, la lingua franca de la colonie, possède invariablement les serviteurs les mieux formés et les plus satisfaisants. Ajouté à cela, elle doit avoir une réserve de patience infinie et une nature tolérante. Elle doit toujours être prête à entendre d'interminables shauris, affaires, et ne doit, sauf exception, n'en attendre aucune gratitude. C'est seulement de l'honnêteté que de dire que pour former un boy Africain il faut lui donner de nombreuses raclées, un fait dont il est parfaitement averti parce qu'il n'a aucune fausse modestie et demande fréquemment des augmentations de salaire " (14).

La majorité des domestiques à Nairobi sont Kikuyu, le grand chic est d'avoir un cuisinier Indien ou un majordome Somalien, mais ils sont moins nombreux sur le marché et exigent des salaires plus élevés. A Government House, Sir Edward Grigg a un cuisinier Français qui dirige les cuisiniers Goanais et Kikuyu, car lui-même et sa femme souffraient de maux d'estomac quand la nourriture n'était préparée que par les cuisiniers locaux (15).

Les ayahs sont souvent des Nandi ou des Baganda, mais il est conseillé de ne leur confier que les jeunes enfants et quand ceux-ci grandiront

le mieux est de les envoyer en pension en Grande-Bretagne, de façon à ce qu'ils ne prennent pas l'habitude d'un comportement familier avec les Africains. l'idéal bien entendu, est de pouvoir payer le salaire d'une nurse Anglaise, mais il ne faut pas qu'elle soit trop jeune ou trop jolie sous peine de la voir partir assez rapidement (16). Il semble que les Européens de Nairobi ont tout simplement transposé la vie quotidienne qu'ils auraient dans n'importe quelle ville moyenne d'Europe en Afrique. Les inconvénients liés à l'éloignement de la métropole ; moins de choix dans les biens de consommation courante, qualité moindre de la vie culturelle ; sont largement compensés par les facilités que procurent la vie coloniale ; non seulement une main d'oeuvre domestique bon marché, mais des maisons spacieuses entourées d'agréables jardins. Sinon à la description d'une journée en ville dans un guide qui a été rédigé en 1912, on pourrait se croire partout ailleurs qu'en Afrique :

" La majorité des habitants est occupée de 9h.00 à 17h.00 : l'officiel dans son bureau, le civil dans sa boutique ou son bureau selon le cas. L'heure du déjeuner comme dans la plupart des villes coloniales, est le grand moment des rencontres et des discussions de travail ou de sujets de moindre importance dans des lieux divers tels que le Norfolk ou le Stanley ou le bar du Carlton. Quand le travail de la journée est terminé, un exode général a lieu vers la maison ou le club et la poursuite d'activités variées. Certains retournent vers Parklands, un quartier occupé essentiellement par des résidents civils ; les autres vers Nairobi Hill où habitent la majorité des officiels " (17).

La maitresse de maison qui ne travaille pas retrouve son mari le soir pour faire du sport ou au Club pour l'apéritif. Pendant la journée, elle tient sa maison. Tous les matins, le boy part en bicyclette faire les courses, tous les mois, la maitresse de maison va payer ses différents fournisseurs. Pour l'alimentaire, les achats quotidiens se font dans les magasins Indiens ou Européens qui vendent la production locale : le beurre, les oeufs, la volaille, les viandes, le bacon, le jambon, les fromages, le poisson, le sucre, le thé, le café, les farines, les fruits et légumes sont vantés pour leur qualité. Les pâtes, les olives, les biscuits, le vin et les alcools, sauf la bière sont tous importés. Les vêtements sont réalisés sur place et ne sont pas cher en raison du bas prix de la main d'oeuvre locale, mais les chaussures élégantes comme l'ameublement et la vaisselle sont importés d'Angleterre (18).

2. L'EDUCATION DES ENFANTS

La première école de Nairobi est créée par l'Uganda Railway Company en 1904. Elle comporte deux classes, une pour les enfants Européens et Eurasiens et une pour les enfants Indiens. Cette école est tenue par Monsieur A.J. Turner qui vient de l'Indian Education Department, assisté de son épouse. Des enfants dont les parents ne travaillent pas pour l'Uganda Railway Company peuvent être inscrits à cette école, sur vingt élèves, ils sont cinq dans ce cas, dans la section des Européens et Eurasiens. Sur trente neuf élèves pour la section des Indiens, ils sont vingt et un enfants dont les parents ne sont pas des employés de la compagnie de chemin de fer.

CREDU
P. O. Box 58480,
Nairobi - Kenya.

En 1905, le Commissioner Sir Donald Stewart charge une équipe composée de John Ainsworth Sub-Commissioner, de Monsieur Currie de l'Uganda Railway Company et du Capitaine Sanderson de faire le point sur l'enseignement des enfants Européens, Indiens et Africains dans le Protectorat et d'envisager des propositions. Aux yeux des rapporteurs, il faut distinguer la question de l'enseignement des Africains et des Européens. D'après leur enquête, les blancs du Kenya n'accepteront jamais une scolarité en commun avec les Indiens ni même avec les Eurasiens. Ce qui implique la mise en place de trois systèmes scolaires basés sur la ségrégation raciale, c'est la première caractéristique de l'enseignement au Kenya. Les trois systèmes scolaires seront maintenus jusqu'à la fin des années 50 et justifiés par le gouvernement par le fait que chaque communauté différente paie des taxes différentes. L'éducation des enfants Africains est laissée aux missions mais subventionnée en partie par le gouvernement colonial à condition qu'elles s'attachent à former des travailleurs spécialisés (19).

A partir de 1908, c'est une école créée par le gouvernement colonial qui accueille les enfants Indiens et Européens, mais les parents doivent payer des frais de scolarité bien que le gouvernement soutienne financièrement l'école. L'enseignement donné dans cette école gouvernementale est primaire, ceux qui veulent suivre un enseignement secondaire doivent se rendre en Afrique du Sud ou en Grande-Bretagne, ce qui n'est possible qu'aux enfants dont les parents ont des revenus suffisants. Les autres restent à l'école du gouvernement et reçoivent un enseignement jusqu'à l'âge de treize ou quatorze ans qui les forme

à des emplois locaux de clercs de l'administration ou d'entreprises privées. En Septembre 1910, l'école du gouvernement s'installe dans les anciens bâtiments de la Police, sur The Hill, réaménagés en internat. En 1911, un département de l'éducation est créé dans le gouvernement colonial avec à sa tête Monsieur Orr qui ne dispose que de peu de moyens, son département n'est composé que de lui-même et de son clerc Africain (20).

Jusqu'à la première guerre mondiale, le nombre d'enfants scolarisés à Nairobi est très faible, la mission du Saint-Esprit qui a créé une école privée à Nairobi n'atteint le chiffre de 50 élèves garçons et filles qu'en 1911.

Le nombre d'enfants fréquentant la Railway School, puis Government School est un peu supérieur :

TABLEAU n° 13 : Nombre d'enfants allant à l'école du Railway puis celle du gouvernement entre 1904 et 1914 (21).

1904	-	Railway School	35	élèves	Européens	
1905	-	" "	45	"	"	(25 filles - 20 garçons)
1906	-	" "	30	"	"	(16 filles - 24 garçons)
1907	-	" "	48	"	"	(22 filles - 26 garçons)
1908	-	Government School	72	"	"	
1911	-	" "	137	"	"	(47 internes)
1912	-	" "	157	"	"	(50 internes)
1914	-	" "	150	"	"	(60 filles - 90 garçons) dont 50 internes ; 22 filles - 28 garçons)

Après la première guerre mondiale, le gouvernement colonial met en place une école secondaire à Nairobi, mais le niveau scolaire est très bas au point que les résultats de l'examen final en 1925 ne sont pas rendus publics. Apparemment l'enseignement ne correspond pas aux besoins des enfants. En 1927, l'Uganda Railway Company fournit un rapport sur ses 40 apprentis blancs, la plupart élevés localement, qui révèle qu'une classe de petits blancs se met en place. L'apprenti moyen a non seulement reçu un enseignement de basse qualité, mais en plus, il fait preuve de peu d'énergie, de peu de volonté pour progresser et n'a aucune ambition.

Il semble qu'un certain nombre de parents Européens ne peuvent même pas payer les frais de scolarité de leurs enfants. Les recensements de 1926 et 1931 révèlent que 22% des enfants âgés de 6 à 16 ans sont non scolarisés ou leurs écoles ne sont pas mentionnées. Beaucoup de parents ont dû éviter de mentionner l'école car Michael Redley qui a pu étudier un recensement par districts en 1927 établit à 12% le taux d'enfants non scolarisés dans la colonie. On remarque tout de même dans le tableau n° 14 le nombre très faible d'enfants scolarisés aux âges de 15 et 16 ans. Il est évident que ceux qui poursuivent leurs études sont partis hors de la colonie.

TABLERAU n° 14 : Scolarisation des enfants âgés de 6 à 16 ans en 1926
et 1931 dans la colonie du Kenya (22).

Ages	Ecoles du Gouvernement		Ecoles privées		Non scolarisés ou écoles non mention- nées		TOTAL	
	1926	1931	1926	1931	1926	1931	1926	1931
6	55	114	61	61	69	113	185	298
7	67	161	55	63	36	55	158	279
8	96	180	38	37	23	35	157	252
9	110	185	28	30	18	18	156	235
10	102	187	20	28	18	29	140	244
11	110	135	20	22	13	16	143	173
12	123	128	11	15	19	14	153	157
13	99	117	17	11	17	8	133	136
14	72	90	14	13	22	22	108	125
15	41	59	10	11	42	51	93	121
16	21	44	6	1	60	85	87	133
Total	908(60%)	400(65%)	280(18%)	292(13%)	337(22%)	446(20%)	1.528	2.133

Dans l'espace des cinq années qui séparent les deux recensements, on remarque que le nombre d'enfants " non scolarisés ou écoles non-mentionnées " ne diminue que de 2% et si le nombre d'enfants scolarisés dans les écoles du gouvernement augmente c'est au dépend des écoles privées.

Le rapport annuel du Département de l'Education en 1926, prévoit un budget important pour la construction de nouvelles écoles à travers

la colonie dont une école secondaire de garçons à Nairobi et une réorganisation des programmes scolaires car cette année encore les résultats aux examens ont été très mauvais : sur 14 candidats à l'examen final seulement 6 ont été reçus. Le rapport préconise des décisions énergiques : *" Si les Européens doivent rester la race dirigeante de la colonie et servir d'exemple, la génération montante doit être éduquée et l'enseignement obligatoire doit être introduit le plus rapidement possible "*. L'enseignement devient obligatoire et gratuit jusqu'à 16 ans. Avec l'ouverture de l'école secondaire de Kabete en 1931, c'est cette nouvelle politique qui est appliquée avec un enseignement qui s'adapte aux besoins de la colonie ; des cours d'agriculture, de botanique, de zoologie sont créés dans cette nouvelle école. Les enfants qui font toute leur scolarité au Kenya doivent pouvoir trouver du travail sur place, l'enseignement traditionnel formant aux études supérieures est laissé aux écoles privées, mais dans ce cas, les enfants doivent toujours se rendre à l'étranger pour finir leur scolarité (23). Cette école secondaire à laquelle le Prince de Galles accepte de donner son nom a été dessinée par Sir Herbert Baker, l'architecte de Government House. C'est un bâtiment de prestige qui devait recevoir des élèves Européens venus des trois colonies Est-Africaines.

En 1931 et 1938, on remarque que le nombre d'écoles privées à Nairobi augmente, pas seulement pour la raison citée précédemment, mais parce que les écoles du gouvernement accueillent les enfants à partir de 6 ans, les écoles maternelles sont tenues par le privé.

Si des écoles sont créées à travers le Protectorat, la majorité des enfants sont scolarisés à Nairobi à partir de 1936 où le nombre d'en-

fants scolarisés à Nairobi dépasse la moitié du total des enfants scolarisés de la colonie. Il est intéressant de noter que la presse locale, si souvent virulente contre le gouvernement, n'est jamais critique à l'égard de l'enseignement.

Sauf en 1910 où un article du Leader s'oppose à l'enseignement du Swahili dans les écoles, les programmes sont toujours présentés comme équilibrés. Soit elle n'est pas informée par le Département de l'Education des difficultés scolaires et du bas niveau des enfants, soit elle ne veut pas aborder ce sujet qui indique qu'il y a au Kenya des colons aux revenus insuffisants pour payer la scolarité de leurs enfants ou peu motivés par les résultats scolaires et la bonne formation de leurs enfants. Autant de choses que cette presse qui demande l'autonomie pour la colonie préfère ignorer.

TABLEAU n° 15 : EDUCATION : LES ECOLES DE NAIROBI 1928 à 1938 (24)

204.

	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Ecoles du Gouvernement											
Prince of Wales School				117	137	106	106	120	134	148	158
Girls Secondary School				96	107	124	121	118	120	137	142
European Primary School Nairobi	326	369	331	173	211	206	200	204	203	214	238
Parklands		4	134	124	123	162	155	128	137	120	121
Westlands			22	24	20					34	35
Kilimani			24	29	21						
Ecoles subventionnées											
Loreto Convent	95	109	112	87	90	85	118	123			142
Lady Northey Home											16
Parklands Kinder garten	32										
Ecoles privées non-sub- ventionnées											
Hill Preparatory	24	30	26	41	34	24	34	39	35	26	37
Montessori	15										
Parklands Private School				25	21	18					
Mrs Rice's School				27							
Loreto convent									136	142	
Miss Barton's School					17	12					
Miss Clarke's School					21	33	52	50			
Children House School					17						
Higlands School						30	46	50	47	95	18
St Helen's School							26	34	34	31	137
Kenton College								55	66	72	74
Mrs Napier's School									10	10	
Muthaiga School									25	30	42
Railway kinder garten									14	20	38
Westlands School									54	9	
Nairobi Nursery School										15	16
TOTAL NAIROBI	522	512	649	743	819	798	858	921	1015	1151	1214
TOTAL DU NOMBRE D'ENFANTS SCOLARISES DE LA COLONIE		1124	1361	1494	1584	1639	1957	1808	1808	2019	2061

3. LE CULTE

L'ensemble de la communauté Européenne du Kenya est de religion chrétienne, très peu nombreux sont ceux qui s'affirment sans religion ou qui ne font pas état de leur religion. Ce qui ne signifie d'ailleurs pas que les Européens du Kenya sont pratiquants, mais ils s'identifient toujours à leur religion d'origine. D'ailleurs pour les encourager à être pratiquants, le Gouverneur lui-même se rendait à l'église Anglicane pour lire les textes de la Bible chaque dimanche matin. Etre pratiquant était important dans l'administration et pour certaines professions libérales. parmi toutes les églises chrétiennes, l'église Anglicane domine largement, elle rassemble plus de la moitié des Blancs de la colonie, derrière elle viennent l'église Catholique Romaine et l'église Hollandaise Réformée. Les Juifs Européens forment une petite communauté quand aux Européens Musulmans ou Hindouistes, on les compte sur les doigts d'une main. On compte aussi un certain nombre de sectes chrétiennes qui rassemblent chacune un petit nombre de fidèles, elles ne font pas parler d'elles et n'ont pas de pouvoir dans la colonie (voir **Tableau n° 16**).

Par contre les églises Protestantes comme l'église Catholique ont un pouvoir certain, par tant parce qu'elles sont les églises des Européens au Kenya mais parce qu'elles évangélisent les populations Africaines et ont le monopole de l'enseignement qui est donné aux enfants Africains. Elles collaborent directement avec le pouvoir colonial et le Révérend de la Paroisse Anglicane de Saint Stephen qui est un missionnaire représente les intérêts des Africains au conseil exécutif. Les églises



11. ALL SAINTS CATHEDRAL, telle qu'elle était à la veille de 1939
(from Thornton, Anderson, Silberman Nairobi Master Plan for a
Colonial Capital. 1948, 90 p.)

Anglicane et Ecossoise sont divisées en deux branches, l'une se consacre uniquement aux fidèles Européens et les doyens des paroisses sont chapelains, l'autre, dénommée Church Missionary Society dans l'église Anglicane et Scott Missionary Society dans l'église Ecossoise, se consacre uniquement aux fidèles Africains, les doyens des paroisses sont des missionnaires. Un Archevêque qui partage son temps entre Mombasa et Nairobi regroupe sous son autorité les deux activités de son église (25).

La première église Anglicane de Nairobi est construite en 1904, elle est dédiée à Saint Stephen mais comme l'explique le guide de l'Afrique de l'Est Britannique :

" La croissance rapide du quartier de Parklands et l'inconvénient de la distance par rapport à Saint Stephen entraîna la construction d'une petite chapelle de quartier dédiée à Saint Mark, en 1907 " (26).

En 1917, la construction de All Saints Cathedral commence, c'est la cathédrale des Hautes Terres puisqu'il en existe une autre à Mombasa, et c'est la cathédrale des Blancs. La communauté Européenne participe financièrement à sa construction, par souscription ou en organisant des Garden-Parties, des tournois de tennis, des tombolas dont tous les bénéfices sont versés à l'église Anglicane pour la cathédrale. C'est avec l'argent versé par les fidèles qu'elle est équipée d'un orgue en 1930 (27).

Saint Stephen est alors délaissée par les Européens et les services destinés aux Africains.

L'église Catholique Romaine est présente à Nairobi avant les églises protestantes avec l'installation de la mission du Saint Esprit aux abords

immédiat de la ville. Les religieux disposent de suffisamment de terrains pour créer une plantation de café, ils évangélisent les Africains, fondent la première école privée de Nairobi. Ils construisent une église dans la ville elle-même sur 4th Avenue, dédiée à la Sainte Famille. Les services sont ouverts à toutes les races et s'il n'y a que peu d'Européens catholiques à Nairobi, il ne faut pas négliger la communauté Goanaise qui compte de nombreux fidèles à cette religion (28). L'église Hollandaise Réformée n'a pas de lieu de culte à Nairobi, ses fidèles doivent se rassembler là où vit la majorité des Afrikaners, sur le plateau de Uasin Gishu.

Les Juifs ont une synagogue construite en 1912 et qui reste en usage jusqu'en 1954. Pour sa construction, les Juifs de Nairobi espéraient recevoir des dons de leurs corréligionnaires à Londres, mais leur démarche fut sans succès et c'est à l'aide d'emprunts à la National Bank of India de Nairobi et auprès de la Société M.R. De Souza and C^o que la congrégation a pu rassembler l'argent nécessaire à la construction. Chaque pratiquant devait fournir son propre fauteuil portant son nom (29).

TABLEAU n° 16 : Principales religions des Européens du Kenya en 1921-26
et 1931 (30).

	1921	1926	1931
Eglise Anglicane	5.484	7.429	9.581
Eglise d'Ecosse		589	
Eglise d'Irlande		60	83
Catholique Romaine	809	1.067	1.609
Hollandaise Réformée	1.036	1.350	1.185
Presbytérienne	951	735	2.020
Méthodiste Wesleyan	166	149	201
Méthodiste		38	47
Congrégationaliste	27	48	53
Grecque Orthodoxe	24	24	29
Luthérienne	43	101	133
Unitarienne	11	8	8
Quaker	36	54	41
Baptiste	103	87	79
Adventistes du 7° jour	42	51	52
Scientiste Chrétienne	20	17	25
Armée du Salut	5	13	36
Plymouth Brother		5	8
Autres Chrétiens	409	260	1.084
Juifs	208	255	305
Mahometans	4	5	5
Hindoustes	5	1	
Sans religion	153	113	142
Religion non déclarée	111	70	165
TOTAL	9.651	12.529	16.812

4. LES LOISIRS

Le premier des loisirs pratiqué par les Européens du Kenya serait l'apéritif du soir, on peut lire dans un rapport au Foreign Office daté de 1899 :

" Dans les importations, la croissance la plus nette est celle des armes à feu et des boissons alcoolisées, toutes deux indiquent qu'un plus grand nombre d'Européens entrent dans le territoire " (31).

C'est un préjugé courant à l'égard des colons, où qu'ils soient, que de dire qu'ils boivent plus que les Européens de la métropole. A propos des colons du Kenya, c'est William McGregor Ross qui a développé cette image du colon qui n'a nulle autre distraction que son apéritif du soir. Il donne d'ailleurs une description accablante de celui qu'il appelle l'Européen " déséduqué ", et qu'il estime être représentatif de la majorité des colons du Kenya :

" La fin des travaux de la journée, avec la tombée rapide de la nuit tropicale, qui a lieu régulièrement et monotonement entre six heures et six heures et demi du soir le trouve sans goût pour l'effort intellectuel. Whisky-et-soda, un bain chaud ensuite le dîner ; peut-être en pyjama, kimono ou robe de chambre et bottes anti-moustiques ; suivi d'une pipe et de quelques conversations à bâtons rompus avec ou sans morceaux choisis sur le gramophone, constitue la routine qui prélude à un effondrement de bonne heure dans le sommeil, préparatoire à la reprise du travail à six heures ou plus tôt encore le matin suivant. Dans des centaines de maisons rien n'est lu à part le quotidien local " (32).

En 1931, l'East African Women League lance une campagne contre l'apéritif du soir. Mais ce n'est apparemment pas tant pour lutter contre l'alcoolisme que pour agir dans la crise économique que subit le Kenya, presque 20% du total des importations de la colonie sont dans la catégorie Alimentation, Boissons et Tabac (33). Et sur les importations d'alcool, le gouvernement colonial prélève une taxe de 5%. Il est très difficile de savoir exactement quelle quantité d'alcool est absorbée par les Européens, d'abord parce que les importations concernent l'Uganda comme le Kenya, ensuite parce que si les Africains n'ont pas le droit de boire de l'alcool, " qui leur est néfaste sous le climat tropical ", cette interdiction n'est pas appliquée aux Indiens (35).

En divisant le total de la population européenne et indienne par le total des importations d'alcool en volume, on peut savoir que la consommation d'alcool par personne et par an s'élève à 22 litres en 1910, 25 litres en 1926 et 15 litres en 1936. En observant le tableau n° 13, on remarque que la croissance régulière des importations d'alcool suit l'augmentation de la population. C'est en 1916 que le volume d'alcool importé est le plus élevé, sans doute en raison de la guerre qui a provoqué la présence de troupes étrangères sur le territoire de la colonie. Au cours des années trente, les importations d'alcool baissent pour connaître une certaine reprise à la fin de la décennie. Le vin est l'alcool le moins consommé, le vin quotidien n'appartient pas à la culture Anglo-saxonne et celui-ci n'est sans doute servi à table que chez les riches colons, le gouverneur et dans certaines occasions seulement. C'est la bière qui accompagne les repas, à partir de 1915 elle est la

TABLEAU n° 17 : IMPORTATIONS D'ALCOOL EN GALLONS (1 gallon = 3,8 l.) (34).

	1904	1906	1907	1908	1910	1913	1915	1916
Ale et Bière	23.118	18.618	27.093	19.834	28.139	50.839	82.808	156.788
Alcools et eaux de vie	31.991	28.645	27.248	52.413	31.537	64.681	72.008	92.602
Vins	13.038	14.749	16.413	17.289	20.695	35.299	28.935	36.688
	1927	1928	1929	1930	1933	1934	1935	1936
Ale et Bière	123.020	161.656	176.083	177.864	77.704	90.836	121.436	127.714
Alcools et eaux de vie	85.848	90.335	92.231	82.832	63.282	63.380	73.598	72.558
Vins	53.138	51.310	31.455	44.702	27.196	28.066	34.283	29.520
	1937	1938						
Ale et Bière	132.630	136.598						
Alcools et eaux de vie	72.062	79.458						
Vins	32.601	32.805						

la boisson importée en plus grande quantité mais il ne faut pas s'arrêter à ces seules importations car il existe aussi une bière locale fabriquée sur place. Ce sont les alcools forts, le Brandy, le Gin et surtout le Whisky qui sont les plus prisés. Jusqu'en 1915 les importations d'alcools et eaux de vie dépassent les importations de bière.

Alors les Européens du Kenya, une population d'alcooliques ? Cela reste à prouver, les statistiques de l'hôpital européen ne donnent que très peu de cas d'alcoolisme. Certains alcooliques étaient notoires, Sir Donald Stewart le gouverneur est décrit par Elspeth Huxley comme " *un célibataire gros buveur* " et la rumeur dit qu'il n'est pas décédé d'une congestion pulmonaire mais d'une cirrhose du foie (36). Monsieur T.C. Colchester confirme la tradition du " Sundowner " et précise qu'à Nairobi il était souvent pris au Club entre amis, après le sport et avant que chacun ne rentre chez soi. Il précise aussi que le Whisky avait la réputation de prévenir la malaria. En fait l'apéritif colonial s'inscrit dans le tissu des activités sociales qui regroupent les colons pour leurs loisirs. A Nairobi, le travail cessait vers quatre heures, de quatre à six heures du soir beaucoup des habitants de la ville se consacraient au sport pour ensuite se retrouver au Club pour y boire un verre et éventuellement y rester dîner (37). Cet extrait des mémoires de Lord Altrincham qui fut gouverneur du Kenya de 1925 à 1930 quand il était encore Sir Edward Grigg confirme les dires de Monsieur T.C. Colchester : " *Notre routine était très régulière, levés avec l'aube ensoleillée à six heures trente du matin ma femme et moi, nous partions pour une promenade à cheval d'environ une heure, avant le bain, le petit déjeuner*

et le travail, ou l'ennui comme le note parfois ma femme dans son journal (...). Au cours de nos deux premières années au Kenya je travaillais à peu près jusqu'à seize heures trente, excepté à l'heure du déjeuner habituellement partagé avec de nombreux convives. Ensuite nous pratiquions un sport, tennis ou golf, jusqu'à l'apéritif, auquel comme au dîner, nous avions de nombreux invités " (38).

La pratique du sport est une discipline très importante dans la société britannique coloniale, pas seulement pour la bonne santé physique du corps mais parce qu'elle fait partie des activités qui regroupent les Européens entre eux et confirment leur cohésion. Les sélectionneurs des candidats à l'administration coloniale choisissaient de préférence de jeunes universitaires diplômés avec de bonnes notes dans la discipline du sport. Il y a dans le sport la notion de l'effort en commun, de la solidarité de l'équipe, de la volonté de vaincre, la pratique de règles qui s'appliquent à la vie en société.

Dans ce petit monde Européen colonial, les distractions culturelles sont limitées, le sport est un moyen d'agir contre l'ennui. C'est aussi un moyen de détourner les jeunes hommes célibataires d'aller voir les prostituées Africaines.

Le premier des sports pratiqués par les Européens en Afrique de l'Est est la chasse. Les ouvrages abondent qui concernent la chasse aux grands fauves. Jusqu'à des oeuvres littéraires lui sont consacrées comme celles de Karen Blixen ou Ernest Hemmingway. Mais c'est un sport coûteux qui demande beaucoup de temps et s'il a fait la renommée du Kenya c'est plutôt grâce à des personnalités connues, extérieures à la colonie, qui sont venues le pratiquer. C'est pour l'ex-Président Roosevelt et

son fils que le plus coûteux des safaris est organisé en 1909, le Prince Guillaume de Suède vient lui aussi chasser au Kenya en 1913, jusqu'au Prince de Galles, le futur Edouard VIII qui après une visite officielle au Kenya en 1928 est séduit par ce pays et y revient en visite privée, uniquement pour chasser, en 1930 (39).

Très rapidement le Kenya comprendra que la beauté de ses paysages et les animaux que l'on peut y voir sont autant d'atouts pour l'industrie du tourisme. Vers la fin des années vingt apparaît le voyage en groupes et le safari-photo (40).

Les habitants de Nairobi pratiquent quotidiennement des sports moins exotiques. La saison des match de Cricket s'étend de Février à Août. Les compétitions les plus attendues sont celles qui opposent les Clubs Européens aux Clubs Indiens et les Résidents aux Administrateurs. Les match de Polo sont aussi très suivis par les personnalités officielles ou coloniales (41). En 1906 est fondée la Football Association of Kenya qui contrôle l'ensemble des clubs de la colonie. On peut pratiquer le Hockey et le Tir. Le Rugby ne fait son apparition que dans les années vingt (42). Toutes les compétitions dans tous les sports sont annoncées et commentées par les journaux locaux qui bien sûr publient aussi les résultats. En général les clubs de sport qui participent aux compétitions regroupent des membres qui appartiennent exclusivement à l'administration coloniale, ou au Railway, ou aux colons mais il y a aussi le club des Calédoniens. Ces clubs s'opposent entre eux et contre les Indiens organisés en clubs raciaux et professionnels eux aussi.

Des tournois de Tennis et des compétitions de Golf sont organisés mais

ce sont aussi deux sports que les habitants de Nairobi pratiquent hors de toute compétition. En 1937 on compte quatre terrains de Golf à Nairobi : deux terrains au Royal Nairobi, l'un de dix-huit trous et l'autre de neuf trous. Un terrain de dix-huit trous au Muthaiga Club et un autre au Railway Golf Club. La ville elle-même est propriétaire d'un terrain de golf à neuf trous.

Les cours de Tennis moins coûteux à construire et à entretenir sont plus nombreux, chaque club de Nairobi dispose de plusieurs terrains pour ses membres qui pratiquent ce sport (43).

La pratique d'un sport est presque complètement associée à l'adhésion à un club social, un cercle, comme on l'appelle dans les colonies françaises d'Afrique Noire. Dès l'arrivée d'Européens à Nairobi, l'idée de la création d'un club s'est posée. Comme le raconte John Ainsworth :

" Le 14 Octobre 1899 une réunion fut organisée pour discuter de l'intérêt d'un club social pour Nairobi. Messieurs Boustead Ridley and C^o les propriétaires du Mombasa Club, acceptèrent d'élever un bâtiment de bois et tôle ondulée et de le louer pour un bail minimum de cinq ans. Bien avant que le bail n'expire le bâtiment était devenu insuffisant. Le comité décida de la construction d'un bâtiment propre au club et bientôt le terrain de Gymkana adjacent apparut. Les premiers match de cricket joués à Nairobi se déroulèrent les 23 et 24 décembre 1899 "

(44).

Ainsi est fondé le premier club de Nairobi, le Nairobi Club, par des membres du gouvernement colonial. Il est décrit dans un guide en 1912 :

" Ce club est propriétaire d'un terrain vaste et beau situé sur la col-

line et couvrant 14 acres (6 ha.), suffisamment large pour y répartir toutes les formes de sport proposées : Polo, Hockey, Cricket, Football et quatre courts de Tennis cloturés " (45). Dans le bâtiment du club se trouve une salle de billard, une salle pour jouer aux cartes, une salle de lecture et bien sûr un bar.

Mais les clubs n'acceptent pas seulement des membres de la même profession, mais des membres de la même classe sociale. La société coloniale Européenne de Nairobi est très stratifiée, elle respecte avec rigidité la hiérarchie sociale et chacun doit agir en fonction du rang qu'il représente. Les clubs illustrent parfaitement la stratification sociale de la ville. Le Nairobi Club n'est pas exclusivement réservé aux membres de l'administration ou aux officiers des King African Rifles, il accueille aussi des colons ayant des revenus élevés, ou des officiers du Railway d'un grade important. Aucune dérogation au critère social n'est admise comme en témoigne Robert Foran qui en a fait la vexante expérience :

" Le statut social à Nairobi était évalué seulement en termes de rang officiel, où pour être plus précis en salaires officiels. A mon arrivée à Nairobi en qualité de colon-amateur de chasse, j'ai été admis comme membre temporaire du Club de " The Hill ", l'essentiel de la vie sociale dans les hautes terres. Ne pas en être membre était admettre la charge d'être un paria social. La qualité de membre était réservée aux officiers gradés de l'administration du gouvernement, (ceux avec une feuille de salaire d'au moins 250 £ par an), aux officiers Britanniques des King African Rifles, aux supérieurs officiels du Railway et à quelques Européens soigneusement sélectionnés ayant des professions libérales

et commerciales (...). Il n'a pas fallu une semaine après ma nouvelle nomination (Robert Foran a accepté le poste d'inspecteur de police à Nairobi) pour que mes yeux se déssillent sur cet état de choses. En me rendant au club un soir après le coucher du soleil, j'ai senti immédiatement une sensation de froideur à mon arrivée, là où auparavant existait une extrême amitié. Plus tard, le secrétaire honoraire du Club me pris à part et m'expliqua mon faux pas. J'étais maintenant un officier d'un grade subordonné en Afrique de l'Est et inéligible pour me mêler à mes supérieurs ou à leurs épouses " (46).

Dépité Robert Foran s'inscrit au Railway Institute qui accepte des fonctionnaires tout grades mêlés comme membres. Sinon il aurait pu adhérer au Parklands Club, réservé au personnel de l'administration de rangs inférieurs, aux commerçants et aux employés Européens de Nairobi. A partir de 1913 est créé le Muthaiga Club, réservé aux colons uniquement et ayant des revenus très élevés, les Large Men définis par Redley, l'adhésion est très chère. Ce club est le plus luxueux de tous et il offre des services particuliers à ses membres qui ne résident pas en ville : ils peuvent séjourner au club quand ils viennent à Nairobi pour leurs affaires plutôt que de se rendre à l'hôtel (47).

En plus de la sélection sociale par l'argent, les clubs comme toutes les associations Européennes pratiquent la ségrégation raciale. En réponse à cette attitude, la communauté Indienne de Nairobi qui pratiquerait une exclusion religieuse plus que raciale, hindouistes, musulmans... etc, crée ses propres associations qui sont autant de réponses à l'exclusion raciale pratiquée par les Blancs. A Nairobi, les Indiens peuvent

adhérer à la Railway Asian Union, l'Asian Civil Servants Association, l'Indian Women Association et d'autres encore. Mary Parker précise dans sa thèse :

" Les Indiens et les Africains sont exclus des hôtels Européens et un certain degré de discrimination est exercé dans les bus, les chemins de fer et les cinémas. Les Indiens peuvent entrer dans les cinémas Européens mais il y a habituellement une séparation discrète des deux populations dans la salle ; ils ont de toute façon leur propre lieu de loisirs que les Européens ne fréquentent pas " (48).

Une organisation particulièrement consacrée à ce maintien d'une frontière entre la communauté européenne et les autres communautés raciales est l'East Africa Women League. Fondée en 1917 dans le but d'obtenir le droit de vote pour les femmes européennes du protectorat, ce qu'elle obtient en 1919. Cette association se préoccupe aussi de la protection infantile, de l'hygiène et de la santé publique, de l'éducation, des droits de la femme. Elle a des branches dans différentes régions de la colonie et joue un rôle politique non négligeable. Elle est la garantie morale de la bonne conduite des femmes Européennes du Kenya.

Sur le plan des loisirs l'East African Women League contrôle la diffusion des films dans la colonie en créant à partir de 1923 un comité de censure qui décide si les films sont réservés aux adultes seulement ou tous publics, ou encore non diffusables dans la colonie. Malgré cette censure exercée par l'EAWL, quatre de ses membres écrivent à l'East African Standard pour s'insurger contre la diffusion de La Case de l'Oncle Tom d'après le livre du même titre :

" Nous souhaitons protester le plus vigoureusement possible contre la diffusion de ce film au Kenya. C'est à notre avis l'oeuvre cinématographique la plus dégoûtante, calculée pour faire le plus grand mal à tous ceux qui pourraient la voir et il est inconcevable qu'elle puisse procurer une satisfaction à quelqu'un, sauf peut-être à une personne aux goûts pervers. Nous ne pouvons pas imaginer qu'un conseil de censure ait pu laisser passer ce film et nous croyons sincèrement qu'il ne sera pas diffusé ailleurs au Kenya " (49). Les auteurs de cette lettre en ont aussi adressé une copie à la Présidente de l'East Africa Women League. Je n'ai pas pu découvrir si cette protestation avait été suivie d'effet ou non, les exemplaires suivants de l'East African Standard ne mentionnant plus cet incident.

Le cinéma apparaît au Kenya en 1910, le premier film jamais diffusé est un documentaire sur la vie animale sauvage en Afrique de l'Est. C'est le Railway Institute qui organise la soirée et le journal " The Leader " affirme que presque toute la population Européenne de la ville s'est déplacée pour voir ce film (50). D'ailleurs la faune et la flore du Kenya intéressent les lecteurs des quotidiens locaux. Dès les années 1910, l'East African Standard publie au centre du journal une double page de photos illustrant ces thèmes ou celui de la spectaculaire beauté des paysages de ce pays. Certaines photos sont envoyées par des lecteurs. C'est seulement pendant la guerre de 1914-1918 que ces illustrations sont remplacées par des photos de navires de guerre, de chefs militaires ou de troupes des différentes forces en présence. Lorsqu'un évènement mondain est jugé important dans la vie sociale de la colonie, il est

raconté en détails dans le quotidien. D'ailleurs les photos de certains mariages de personnalités de la vie locale peuvent remplacer celles illustrants les paysages du Kenya. Le récit d'un mariage est toujours très détaillé : on apprend comment la mariée et ses demoiselles d'honneur sont habillées, quel prêtre célèbre le mariage, qui sont les témoins et quelle marche nuptiale accompagne les nouveaux époux. Ensuite le lieu de la réception est indiqué avec le nombre d'invités. Et l'auteur de l'article conclut avec ses meilleurs voeux de bonheur aux nouveaux mariés ! A la suite de l'article on peut lire la liste des cadeaux reçus par les mariés, avec le nom de chaque donateur. Si le cadeau est un chèque le montant en est précisé (51).

Le journal local est un élément très important de la vie sociale de la colonie, il joue le rôle d'un lien entre tous les Européens les informant en détails des événements de la colonie. Les nouvelles de l'étranger se résument à la reproduction des dépêches de l'Agence Reuter. L'éditorial, et de nombreux articles sont consacrés à la vie politique locale. On l'a vu, l'East African Standard n'hésite pas à lancer de véritables campagnes contre le gouvernement. Mais surtout le lecteur y trouve une grande quantité d'informations sur la vie locale : les mouvements de fonctionnaires, mutations ou départs en congé. Les déplacements de certains colons connus, l'arrivée des personnalités étrangères à la colonie. Tous les événements mondains, non seulement les mariages, mais les bals et les spectacles sont racontés en détails, comme par exemple le bal donné par le gouverneur Sir Percy Girouard en l'honneur du Duc et de la Duchesse de Connaught en visite officielle dans le protectorat :

" Il y avait quelques robes remarquables parmi les dames. Lady Girouard se montra belle et éclatante en satin ivoire, Lady Cranworth était habillée d'une robe de tulle absolument ravissante, brodée de vieux rose, elle apparut élégante et imposante. Une toilette directoire eut son effet, une robe apprêtée avec goût ornée de sequins d'argent et d'une bordure de dentelles. Les ornements de cheveux étaient pour la plupart des bandeaux en harmonie avec la robe. Il était minuit quand le second relais s'assit pour souper et le bal continua jusqu'aux premières heures du matin " (52). La musique était jouée par l'orchestre des King's African Rifles.

L'East African Standard ne néglige pas ses lectrices, une rubrique leur est consacrée donnant des informations sur la mode et des recettes de cuisine. Ce journal est aussi très respectueux des préséances, il prend bien soin de citer les personnes de haut rang d'abord, ou celles d'un grade élevé de l'administration, du chemin de fer ou de l'armée.

Dès son premier rapport en 1906, William McGregor Ross déplore l'existence de la table des préséances qui permet à certains fonctionnaires de haut rang de s'asseoir à la table du gouverneur tandis que ceux d'un grade inférieur en sont exclus :

" Personnellement je considère cette institution comme la plus déplorable, comme étant celle qui enracine l'esprit de corps dans le service. Je pense que l'argument ou la notification qu'un Forestry Assistant par exemple, est ou n'est pas d'une importance sociale moindre qu'un Police Junior Assistant ou qu'un Collector Assistant ou qu'un Engineer pour ne pas en dire plus, est sans profit " (53).

En raison de cette préséance les subordonnés doivent observer le devoir de visite à l'égard de leurs supérieurs. Cette visite doit avoir lieu en fin d'après midi, après le travail. Si la personne concernée est absente, le visiteur dépose sa carte dans une boîte installée à cet usage à l'extérieur de la maison, la " Not at Home Box ". Dans son autobiographie, Robert Foran déplore cette institution des visites obligatoires et se fait souvent reprendre par ses supérieurs parce qu'il ne la respecte pas. Il va même jusqu'à raconter qu'un jour, il était en poste à Mombasa, préférant se rendre à un match de polo qu'à ces sempiternelles visites, il chargea son boy de glisser sa carte de visite dans les " Not at Home Box " d'un certain nombre de ses supérieurs. Le boy, très zélé, préféra remettre en mains propres les cartes dont il avait la responsabilité. Ce fut un scandale, Robert Foran eut à subir les blâmes de ses supérieurs directs et à faire ses excuses à une bonne partie des administrateurs de haut rang en poste à Mombasa. Après la deuxième guerre mondiale cette tradition des visites obligatoires disparue (54). Le témoignage de Lady Eleanor Cole confirme encore ce respect très strict des convenances : *" Nairobi était très sociale et les gens donnaient des dîners très formels pour lesquels les femmes étaient habillées en robes longues décolletées et les hommes en plastron et veste blanche, ou en uniforme. Les hommes et les femmes étaient soigneusement assortis et l'on se rendait à table au bras de son partenaire. Il y avait des règles strictes de préséance et malheur à la maîtresse de maison si jamais elle les ignorait "* (55).

Les activités théâtrales ou musicales ne semblent pas avoir été de très

grande qualité artistique. Peu de troupes ou d'orchestres étrangers viennent en représentation à Nairobi. Ce sont des troupes locales et amateurs qui assument ce genre de distraction. Nairobi est dotée d'un théâtre l'Empire Theater inauguré par le gouverneur Sir Edward Grigg en 1930 et de trois associations d'amateurs : l'Orchestral Society, l'Operatic Society et la Dramatic Society qui organisent des spectacles (56).

La grande occasion de divertissements à Nairobi sont les courses de chevaux à l'occasion desquelles s'organisent bals et dîners.

John Ainsworth participe aussi à l'organisation des premières courses au Kenya. Les premières jamais organisées dans le nouveau protectorat ont lieu à Machakos en 1897 où John Ainsworth est en poste comme Sub-Commissioner de l'Ukamba avant de se déplacer à Nairobi. Les premières courses de Nairobi, qui vont devenir une institution bi-annuelle, ont lieu début juillet 1900. Elles sont organisées par l'East Africa Turf Club. Elspeth Huxley évoque ces courses et explique qu'elles eurent lieu : " *Sur une étendue de terrain entre le quartier du Railway et la mosquée mahométane. Il y eut en tout quatre courses et une course de mules, environ une douzaine de poneys y prirent part* " (57).

L'Official Gazette publie un article louangeux à propos de ces premières courses : " *Les courses de Nairobi qui ont eu lieu le 4 juillet furent un succès sans réserve et les dispositions prises sont toutes à l'honneur des intéressés. Malheureusement trop peu de personnes purent venir de Mombasa mais ceux qui l'ont pu ont fait un voyage des plus agréables* " (58). A l'occasion des courses l'Uganda Railway Company offre des tarifs.

avantageux à ceux qui se rendent de Mombasa à Nairobi.

Après ce succès d'autres courses sont organisées pour les fêtes de Noël. L'Official Gazette publie par avance le programme des courses de façon à permettre à ceux qui souhaitent concourir de s'inscrire aux épreuves de leur choix. Six courses différentes sont annoncées : La course de Mombasa, pour tous les poneys, sur une distance de 1.200 mètres. Le prix de Noël, course à handicap pour tous les chevaux ayant couru en juillet dernier, sur une distance de 800 mètres.

La coupe du Consul Général sera remise au vainqueur par Sir Arthur Hardinge, elle est ouverte à tous les poneys qui doivent couvrir une distance de 1000 mètres.

La quatrième course est une course de haies, tous les chevaux peuvent s'inscrire, ils doivent franchir six haies sur une distance de 1.600 mètres. La course des marchands est aussi ouverte à tous les chevaux et sa longueur est de 1.600 mètres.

La dernière course est le prix de consolation, elle est réservée aux chevaux ayant participé à toutes les courses précédentes et n'en ayant gagné aucune. La distance à parcourir est de 800 mètres.

On peut s'inscrire pour participer aux courses jusqu'au 20 décembre et les paris sont ouverts à partir du 22 décembre (59).

Les fondateurs de l'East Africa Turf Club sont aussi les premiers membres du Nairobi Club, c'est-à-dire des officiers du gouvernement colonial, du chemin de fer et des King's African Rifles d'un grade élevé. C'est un des événements social le plus important du protectorat puis de la colonie du Kenya car il attire en ville un grand nombre de colons Européens, qui vivent le reste de l'année dans leur ferme isolée et revendi-

quent farouchement leur solitude. Pour la semaine de festivités qui entourent les courses, les hôtels ne désemplissent pas. Dans beaucoup de mémoires écrites par des témoins de cette époque au Kenya, les courses de Nairobi sont évoquées et plusieurs racontent cet épisode qui a aussi retenu l'attention de Richard Meinertzhagen :

" Aujourd'hui fut un grand jour pour Nairobi, les courses locales avaient lieu. Tous les rangs et toute la mode de la colonie étaient rassemblés (...). Comme la seconde course touchait à sa fin on vit un rhinocéros stupide trotter vers les chevaux qui galopaient. Nous criâmes tous aux coureurs de prendre garde et ils revinrent au pas de course accéléré ; le rhino ne trouvait ni queue ni tête aux drapeaux, les chevaux et le vacarme général fait de cris et de rires, sa queue dressée en l'air il restait là faisant des charges courtes de gauche et de droite. Personne n'avait de fusil pour l'effrayer et le chasser de là et nous attendîmes pendant au moins une demi-heure jusqu'à ce qu'il s'en aille "
(60).

Malgré ce succès des courses Elspeth Huxley affirme que l'East Africa Turf Club connut des premières années d'existence très difficile, les courses attiraient des spectateurs mais pas assez de concurrents et les inscriptions ne couvraient plus les frais. Le club fut sauvé par Lord Delamere qui créa une coupe portant son nom et dont il supportait le coût et versa 100 £ de participation financière. Sir Donald Stewart, le gouverneur, encouragea vivement ses subordonnés à participer aux courses. Il aurait demandé le silence au Nairobi Club, à l'heure de l'apéritif qui rassemble le plus grand nombre de membres, pour déclarer :

" Je conseille à tous ceux, propriétaires de quelque chose marchant sur quatre pattes d'y participer, autrement ils pourraient se voir transférer dans un endroit très inconfortable dépourvu de courses et d'autres agréments " (61).

L'East Africa Turf Club survécut et prospéra et devint le Kenya Jockey Club. Et cette institution est aussi très représentative de l'attitude des colons du Kenya qui veulent maintenir une barrière entre eux-mêmes et les autres communautés avec lesquelles ils cohabitent. La participation d'Indiens ou d'Africains est totalement exclue. Même l'adhésion de l'Aga Khan comme membre honoraire du club est refusée alors qu'il est déjà membre du Jockey Club de Grande-Bretagne. Les raisons de ce refus sont qu'aucun Indien sans exception ne peut être admis comme membre du Kenya Jockey Club et la participation de l'Aga Khan entraînerait forcément des demandes de participation de la part des Indiens aisés du Kenya. D'autre part l'Aga Khan étant un personnage très riche il pourrait décourager certains colons de participer aux courses, or elles sont organisées par tous les Européens de la colonie (62).

En 1931 est inaugurée la Nairobi Week qui rassemble deux événements principaux, les courses du nouvel an, et non plus de Noël, et l'Agricultural Show qui est l'exposition agricole annuelle de la colonie fondée par John Ainsworth en 1901 (63). Une compétition de Polo a aussi lieu au cours de cette semaine, toutes ces activités ont été groupées la même semaine pour attirer un plus grand nombre de personnes en même temps dans la capitale de la colonie.

Les courses se sont considérablement modifiées, elles durent deux jours, cent cinquante chevaux y participent divisés en quatre catégories, les

pur-sang Anglais, les Sud-Africains, les poneys Somaliens et ceux de la race locale. Il y a huit compétitions quotidiennes.

Si la population Européenne de Nairobi organise toute une structure de loisirs à son propre usage, elle n'oublie pas, malgré sa volonté d'être une population qui a émigré et qui crée un nouveau pays, son lien avec la Grande-Bretagne. Et ce lien visible est le chemin de fer qui arrive de Mombasa et à cause duquel la ville a été fondée. C'est une des distractions de toute la population que d'aller assister à l'arrivée du chemin de fer. Il apporte des nouvelles de l'extérieur, le courrier tant attendu ; et par simple curiosité, même si l'on attend personne en particulier, on va voir débarquer les passagers, nouveaux arrivants ou de retour de congé. Le chemin de fer est la preuve tangible de l'existence d'un monde extérieur, du lien avec lui et du fait que cet isolement des Européens en Afrique n'est pas total. Dans la rubrique " Notes " de l'East African Standard on apprend les allées et venues des personnes importantes de la colonie qu'elles soient des officiels du gouvernement, du Railway ou de l'armée ou des notables parmi les colons.

Par exemple : " *Le Baron et la Baronne Von Blixen Finecke sont arrivés à Nairobi Jeudi. Ils ont voyagé depuis Mombasa avec le Prince Guillaume de Suède dans le train spécial ...* ". Karen Blixen n'est pas encore un écrivain, son arrivée au Kenya est signalée simplement parce qu'elle appartient à l'aristocratie Danoise. Ainsi les spectateurs de l'arrivée de ce train peuvent mettre des noms sur les visages des personnes qu'ils en ont vu descendre (64).

Elsbeth Huxley confirme que l'arrivée du train est toujours une des attractions de la ville au lendemain de la Première Guerre Mondiale :

" Les trains arrivaient de Mombasa trois fois par semaine, et pratiquement toute la ville se déplaçait pour les voir. Les attelages indigènes avec leurs banquettes de bois, explosaient de monde ; on avait du mal à croire que tant de personnes aient pu être entassées dedans ; pour chaque voyageur il y avait à peu près une douzaine de personnes pour l'accueillir, et l'excitation et la confusion étaient intenses. A l'arrière dans les attelages Européens, les choses étaient plus posées, particulièrement si un Civil Servant en uniforme blanc, avec un large casque colonial de cuir blanc, était là pour accueillir officiellement un hôte officiel. Quand le chef d'un département revenait de congé on pouvait même voir des épées au côté et des poitrines décorées. Les voyageurs plus humbles étaient vêtus de kaki défraîchis et de chapeaux de feutre à larges bords."

(65).

Vers la fin des années vingt, une autre attraction va remplacer celle de l'arrivée du chemin de fer, l'aviation. En Février 1928, l'East African Standard titre un de ses articles " Nairobi s'envole vers la nouvelle année ". Le gouverneur Sir Edward Grigg et sa femme assistent à une démonstration aérienne sur le terrain d'aviation de l'aéro-club de Nairobi

(66).

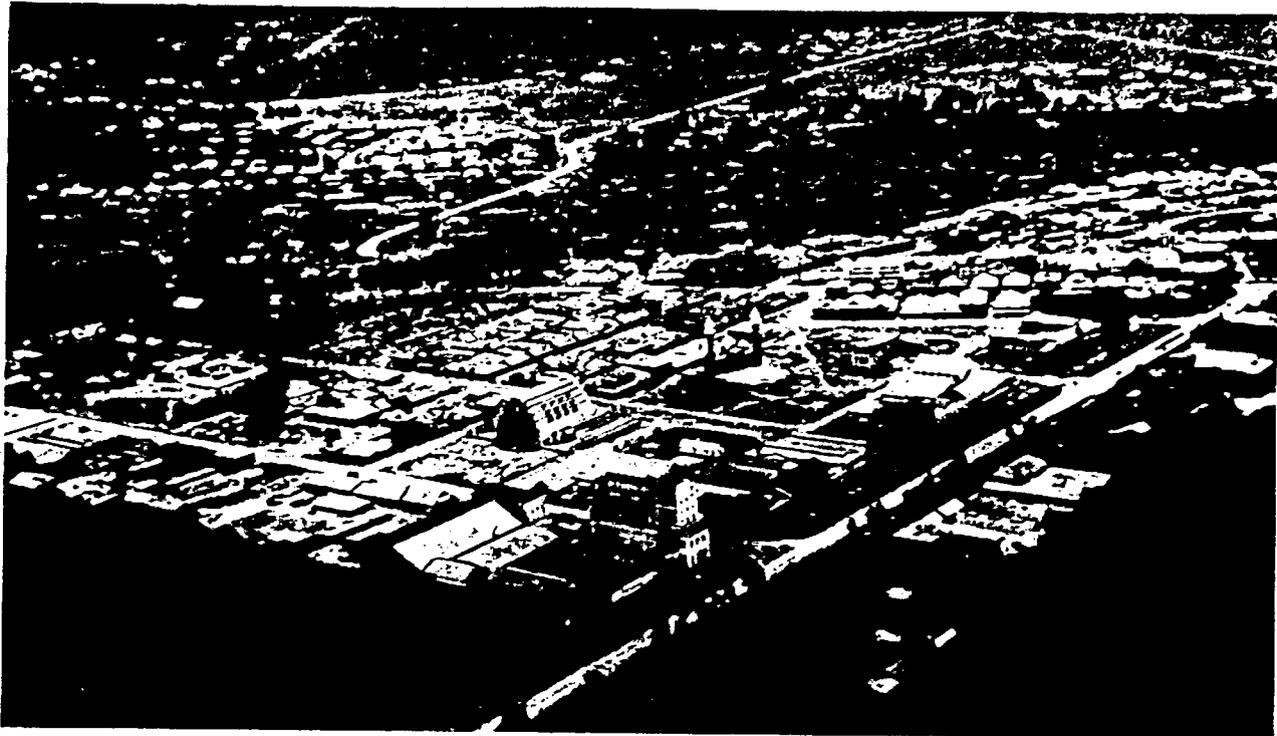
En Mars de la même année, une des pionnières de l'aviation au Kenya se tuera avec son passager au cours d'un vol. Sa disparition à l'âge de vingt-quatre ans suscitera une vive émotion, Maïa Carberry est la fille de Monsieur et Madame Anderson qui ont fondé avec Monsieur Mayer l'East African Standard et elle est mère d'une petite fille de trois ans. Ses frères, dont l'un est chirurgien à Nairobi, fonderont un hôpital privé qui portera son nom, Maïa Carberry Nursing Home (67). En 1931, c'est

The Honourable Denys Finch Hatton, un autre des premiers Européens à piloter son avion personnel qui s'écrasera. Il est connu dans la communauté Européenne du Kenya car d'une famille aristocratique de Grande-Bretagne. Installé au Kenya depuis 1911, il exerce la profession de chasseur blanc et c'est lui qui a guidé le Prince de Galles les deux fois où celui-ci est venu chasser (68).

En 1931, la poste aérienne fonctionne, il ne faut plus que dix-huit jours pour une lettre et sa réponse entre Nairobi et Londres. Le transport aérien n'est pas seulement réservé au courrier, les passagers et le fret l'empruntent aussi. L'East African Standard écrit :

" Malgré la vitesse à laquelle ils se déplacent, le confort des passagers est le souci principal des Imperial Airways. Il y a des cabines spacieuses dans lesquelles les passagers peuvent se déplacer et chaque nuit se passe dans un lit sur la terre ferme " (69).

Le transport aérien se développera très rapidement pendant et après la deuxième guerre mondiale, rapprochant considérablement la colonie de la Grande-Bretagne, et son intensité fera perdre de son intérêt au symbole de lien avec la mère patrie qu'il avait auparavant. Le Kenya entrera dans un nouveau mode de colonialisme dans lequel la petite communauté des colons immigrants perdra encore de son importance.



© 1926-35

NAIROBI FROM THE AIR

Copyright H. K. Boks

12. NAIROBI FROM THE AIR

(from Strange N. Kenya to Day, London, Stanley Paul. 1934, p. 30)

NOTE DU CHAPITRE II : VIE SOCIALE DES BLANCS DE NAIROBI

1. Voir chapitre I, 1^o partie
2. FORAN Robert, A Cuckoo in Kenya. 1936, p. 145
3. MEINERTZHAGEN Colonel Richard, Kenya Diary 1902-1906, 1957, p. 9
4. CLAYTON A. Labour in the E.A.P. 1973, p. 344
5. Lettre de Luise WHITE à l'auteur, 12 Septembre 1984
6. Cette lettre de ROUTLEDGE au Times est reproduite dans l'E.A.S. du 2 Janvier 1909
7. E.A.S. - 2 Janvier 1909 BNNL
8. E.A.S. - 23 et 30 Janvier 1909, 13 Février 1909, 3 et 7 Avril 1909
Les Iles sous le Vent forment un archipel dans les Petites Antilles, les principales îles en sont Sainte-Lucie, Saint-Vincent, La Grenade et les Grenadines.
9. Lettre de Luise WHITE à l'auteur, 12 Septembre 1984
10. Toutes ces informations m'ont été communiquées par Soeur Jacqueline Morin du service des archives des Soeurs du Saint-Esprit qui a eu la gentillesse de faire ces recherches sur simple demande de ma part, car la maison mère des Soeurs du Saint-Esprit se trouve en Italie à Monte Porzio Catone près de Rome. Lettre du 5 Novembre 1984.

11. Entretien avec T.C. Colchester, Grande-Bretagne, le 29 Novembre 1984
12. CLAYTON A. and SAVAGE D. Government and Labour in Kenya 1895-1963.
1976, pp. 50-51
13. WELLER Henry O. Kenya Without Prejudice. 1938, p. 25
14. STRANGE Nora K. Kenya to Day. 1934, p. 155
15. ALTRINCHAM Lord Kenya's Opportunity. p. 239
16. WELLER Henry O. Kenya Without Prejudice. 1938, p. 84
17. WARD H.F. and MILLIGAN J.W. Handbook of British East Africa 1912-1913
p. 48
18. Entretien avec Madame COLCHESTER. 29 Novembre 1984. G.B.
WELLER H.O. Kenya Without Prejudice. pp. 28-29
19. C.O.533/586/4 Education in the East Africa Protectorate 1905-1906 PRO
20. Blue Books 1904-1914. Centre de Documentation - Université Paris VII
The Leader of British East Africa Uganda and the Lakes. 17 Septembre
1910. MML
21. Blue Books 1904-1914 Centre de Documentation - Université Paris VII
22. Kenya Census 1926 et 1931 RCS Library
23. Education Department Annual Report 1926 RCS Library
24. Blue Books 1928-1938
25. WELLER Henry O. Kenya Without Prejudice. 1938. pp. 142-143
26. WARD H.F. and MILLIGAN J.W. Handbook of British East Africa 1912-1913.
p. 188.

27. Fitzgibbon Private Papers Rhodes House, Henry Fitzgibbon est membre du comité organisateur pour recruter les fonds nécessaires à la finition de la cathédrale.
28. Kenya Census 1921-1926-1931 RCS Library. En 1921, 2.429 Goanais. Ils sont 3.040 en 1926 et 3.917 en 1931.
29. LEHMAN M. Torah from Kenya. p. 7
30. Kenya Census 1921-1926-1931 RCS Library
31. Cité par ROSS MCGREGOR W. Kenya from Whithin. 1927. p. 258
32. ROSS MCGREGOR W. Kenya for Whithin. p. 120
33. E.A.S. - 14 Février 1931 BNNL
34. Blue Books, Centre de Documentation, Paris VII
35. Distilled and Alcoholic Ordinance 1902 PRO
36. HUXLEY E. White Man's Country. 1935. Volume I. p. 156
37. Entretien avec T.C. COLCHESTER, Grande-Bretagne, le 29 Novembre 1984
38. ALTRINCHAM Lord, Kenya's Opportunity. p. 82
39. HUXLEY E. White Man's Country. 1935. Volume I. p. 250
E.A.S. 17 Janvier 1913, TRZEBINSKI E. Silence Will Speak. 1977.
pp. 261-262
40. E.A.S. - 3 Mars 1928
41. The Leader 22 Janvier et 19 Mars 1910
42. Published by the Kenya and Uganda Railway and Harbours The Traveller's Guide to Kenya and Uganda. 1937. p. 196

43. The Traveller's Guide to Kenya and Uganda. 1937. p. 204
44. Cité par GOLDSMITH F.H. dans John Ainsworth, Kenya Pioneer Administrator 1864-1946. 1955 p. 56
45. WARD H.F. and MILLIGAN J.W. Handbook of British East Africa 1912-1913.
p. 48
46. FORAN Robert A Cuckoo in Kenya. 1936 pp. 116-117
47. Entretien avec T.C. COLCHESTER, Grande-Bretagne, le 29 Novembre 1984.
Le premier club multi-racial du Kenya, le United Kenya Club, sera créé à Nairobi en 1946 et vivement encouragé par les autorités coloniales.
48. PARKER Mary Political and Social Aspects of the Development of Municipal Government in Kenya with special references to Nairobi.
1947 pp. 23-25
49. East Africa Women League Diamond Jubilee 1917-1977. Ce livret m'a été gracieusement adressé par Madame E.C. Palmer qui en est l'auteur et vice-Chairman de l'EAWL à Nairobi. E.A.S. - 7 Février 1931
50. The Leader - 30 Juillet 1910
51. J'ai pu faire ces observations grâce à la lecture de nombreux exemplaires de l'East African Standard pendant la période allant de 1903 à 1938.
52. The Leader - 19 Février 1910 MMLL
53. ROSS MCGREGOR W. Private Papers, Rhodes House
54. FORAN R. A Cuckoo in Kenya. 1936 p. 250

Monsieur T.C. COLCHESTER n'est pas convaincu que cette mésaventure soit réellement arrivée à Robert FORAN. D'après lui c'est une histoire drôle qui circulait dans la colonie et que Robert FORAN s'est appropriée. Elle reste néanmoins révélatrice de la rigidité sociale de la ville et de l'agacement de ceux qui en subissaient les conséquences.

55. COLE Lady E. Random Recollections of a pioneer Kenya Settler. p. 30
56. PARKER M. Political and Social Aspects of the Development of Municipal Government in Kenya with special references to Nairobi. 1947
p. 25
57. HUXLEY E. White Man's Country. 1935. Volume I p. 252
58. Official Gazette - August 1st 1900 PRO
59. Official Gazette - November 1st 1900 PRO
60. MEINERTZHAGEN Colonel Richard, Kenya Diary 1902-1906. 1957 p. 78
61. HUXLEY E. White Man's Country. 1935. Volume I p. 254
62. ALTRINCHAM Lord Kenya's Opportunity. p. 119
63. GOLDSMITH F.H. John Ainsworth Kenya Pioneer Administrator 1864-1948.
1955 p. 57
64. E.A.S. - 17 Janvier 1913
65. HUXLEY Elspeth The Mottled Lizard p. 15
66. E.A.S. - 25 Février 1928
67. E.A.S. - 17 Mars 1928

Lettre de Mademoiselle Juanita Carberry à l'auteur, 28 Février 1985.
Mademoiselle Carberry est la fille de Maïa Carberry et elle réside toujours au Kenya.

68. TRZEBINSKI E. Silence will speak. 1977. Est une biographie de Denys Finch Hatton
69. E.A.S. - 11 Juillet 1931. Avant la guerre de 1914-1918 un aller simple pour une lettre prenait 21 Jours.

N O I S T O N O J

L'étude de la fondation et de la croissance de Nairobi jusque dans les années trente montre que la population Africaine de la ville, quoique numériquement dominante par rapport aux autres communautés, Indienne et Européenne, est considérée comme un élément négligeable.

La communauté Européenne du Kenya qui est à l'origine de l'existence de la ville considère que Nairobi lui appartient. Elle ménage les Indiens qui ont un rôle commercial important mais cantonne les Africains à la périphérie des quartiers administratif et commerçant et loin de ses quartiers résidentiels.

Les aménagements réalisés selon des normes européennes exclusivement dans les quartiers où travaillent et résident les blancs, la construction de bâtiments de prestige, lieux d'exercice du pouvoir colonial tel que Government House, le conseil municipal dominé par la communauté blanche, la ségrégation résidentielle sont d'autant de moyens d'appropriation de l'espace urbain.

Il était important de savoir qui étaient les blancs de Nairobi et de tenter de cerner leurs activités économiques et leurs comportements, puisque leur importance est illustrée par la topographie de la ville elle-même.

Mais tout travail de recherche, s'il permet de répondre à un certain nombre de questions, doit aussi en poser. Ici la question serait de savoir

comment les autres populations ont elles-mêmes vécu Nairobi.

A propos de la population Africaine on peut évoquer quelques traits généraux. La naissance de la ville dans les régions du Kenya où elle n'existait pas est liée pour les Africains à l'apparition du travail salarié. Anthony Clayton et Donald Savage expliquent dans leur ouvrage Government and Labour in Kenya 1895-1963 les difficultés qu'a eu la société Africaine à s'adapter aux règles occidentales du travail salarié : la division du temps en période de travail et période de loisir, le salaire mensuel, la continuité de l'emploi. Dans un premier temps la masse des travailleurs Africains est mouvante, irrégulière, peu motivée. Le travail salarié est exécuté dans un but précis, pour satisfaire une dépense immédiate : l'achat d'une bicyclette, d'une femme ou le paiement de l'impôt. Les travailleurs restent attachés à leur lopin de terre auquel ils retournent et qui est leur réel moyen de subsistance.

Nairobi qui offre de nombreux emplois, le Public Works Department et l'Uganda Railway Company étant les principaux employeurs de la ville, attire cette population migrante. A ces hommes la ville permet la découverte de la liberté individuelle, même temporaire. Elle rassemble aussi des Africains d'origines diverses qui ne se rencontraient pas auparavant. Dans les années vingt et trente, la dureté des employeurs et les bas salaires, le fait que le travail salarié devient l'unique ressource de nombreux Africains, en raison de la réduction de la superficie des réserves, beaucoup d'entre eux s'engagent dans le syndicalisme. Ce sont ces mouvements syndicaux et politiques organisés à Mombasa et Nairobi qui donneront naissance au nationalisme Kenyan, et la ville est

le lieu propice pour l'expression des revendications par la grève ou les manifestations (1).

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le gouvernement Britannique a mis en place dans ses colonies d'Afrique Noire ce que les historiens Anglais ont appelé " la seconde occupation coloniale ". Cette nouvelle politique s'appuie sur le Development and Welfare Act 1940 qui n'a pu s'appliquer qu'une fois la guerre terminée. La colonisation doit se faire avec les peuples colonisés et non plus au dessus d'eux.

La convention de l'auto-suffisance financière des territoires est abandonnée, le gouvernement devient le promoteur de l'efficacité économique, encourageant les investissements pour améliorer la production Africaine (2).

Au Kenya, cette nouvelle politique rencontre une résistance de la part de la communauté Européenne qui redoute la concurrence Africaine. Sur le plan politique la participation Africaine reste très limitée, presque symbolique. Un membre Africain participe au conseil exécutif à partir de 1942, au conseil législatif en 1944 et au conseil municipal de Nairobi en 1946. En 1948, le gouvernement colonial estime que 22.000 personnes sont mal logés et 4.000 autres sans abri dans la ville de Nairobi. En 1952, la population Africaine de la ville s'élève à 95.000 personnes. *" Nairobi avec ses problèmes de logement, sa ségrégation résidentielle et son gouvernement municipal dominé par les Européens, apparaissait comme ce qu'il y avait de plus haïssable pour les Africains et les Asiens "* écrivent G. Bennett et A. Smith (3).

En 1950, la communauté Européenne a fêté le cinquantenaire de la ville

en grande pompe, le Duc de Gloucester est venu de Grande-Bretagne à cette occasion pour remettre à la ville une charte royale lui garantissant le statut de cité. Les cérémonies sont boycottées par une partie de la population Indienne et Africaine.

Mais si la ville est un lieu d'expression pour les nationalistes Kenyans, c'est aussi le lieu de la répression qui culmine en 1954 lorsque l'opération Anvil permet l'arrestation et le déplacement de 25.000 hommes Kikuyu, pendant la révolte Man-Man.

Il semble que de la deuxième guerre mondiale jusqu'à l'indépendance, Nairobi n'a cessé aux yeux des blancs, d'être leur ville. Malgré une population Africaine permanente et nombreuse, malgré les luttes syndicales et politiques. En 1963, lorsque le Kenya accède à l'indépendance, le jeune gouvernement hérite de cette capitale coloniale au déséquilibre accentué.

Cette attitude des Européens du Kenya ne serait-elle pas le propre de toute société européenne minoritaire et pourtant dominante en Afrique Noire, pendant la période coloniale ?

En tout cas elle n'est pas bien différente de l'attitude des Français d'Abidjan en Côte d'Ivoire entre 1920 et 1940 tels que les décrit Alain Tirefort (4).

D'après lui, la société française d'Abidjan est très hiérarchisée comme la société britannique de Nairobi. Il détermine trois catégories : la première est celle des " notabilités ", hauts fonctionnaires, grands commerçants qui demandent une administration coloniale à leur service, gros propriétaires fonciers. La seconde catégorie est numériquement la plus importante, elle rassemble les cadres moyens de l'administration

civile et militaire, les commerçants, les hôteliers et restaurateurs, les professions libérales. Le troisième groupe est composé de petits commerçants, artisans, clercs, mécaniciens qui sont concurrencés par les ouvriers spécialisés Africains.

Mais une fois ce morcellement exposé, l'auteur affirme que la distinction raciale prime sur tous les autres antagonismes qui sont ainsi évacués.

On observe en Côte d'Ivoire la présence d'une communauté de Libanais qui tient en général le commerce et qui pourrait être mise en parallèle avec la communauté Indienne du Kenya. L'attitude ambiguë des Français à leur égard est par beaucoup de points commune avec l'attitude des Anglais vis-à-vis des Indiens.

La vie sociale des Français d'Abidjan ressemble à celle des Britanniques de Nairobi. Les relations entre les différentes communautés sont le plus limitées possible. Elles ont lieu au travail et l'Africain le plus proche d'une famille Française est le boy.

Pendant leurs loisirs, les blancs d'Abidjan se consacrent au sport et vont prendre le soir l'apéritif au Cercle ou Club. Son accès est interdit aux Africains, sauf pour le service, et l'admission à un club est difficile, elle nécessite un parrainage. Les Clubs s'animent en fin d'après-midi et les week-end, on y célèbre les fêtes nationales ; le 14 Juillet et le 11 Novembre pour les Français d'Abidjan, n'ont pas moins d'importance que l'anniversaire du Roi pour les Anglais de Nairobi.

Pourtant à l'origine, l'histoire de ces deux colonies, celle de Côte d'Ivoire et celle du Kenya sont différentes. Mais une caractéristique

commune les rapproche : elles ont toutes deux accueillies une communauté blanche de colons agriculteurs. Les Français avec l'arrière pensée de rentrer finir leurs jours en métropole, les Britanniques avec l'espoir de créer un nouveau pays blanc. Cette communauté Européenne a localement et séparément appliqué les mêmes conventions sociales et les mêmes préjugés raciaux.

Si l'étude des institutions politiques Britanniques et Françaises montrent des différences entre les deux pratiques coloniales, l'étude comparée des comportements sociaux entre une communauté Britannique et une communauté Française en Afrique permet de se demander si vraiment les deux colonialismes étaient différents.

Pour y répondre avec certitude il faudrait que des recherches comparables et nombreuses soient menées qui permettront des conclusions.

NOTES DE LA CONCLUSION

1. CLAYTON A. and SAVAGE D. Government and Labour in Kenya 1895-1963.
1974, p.
2. LOW D.A. and SMITH A. Editors. History of East Africa. Volume III
1976
LOW D.A. and LONSDALE J. Introduction : Towards the new order 1945-
1963. p. 1 à 63
3. LOW D.A. and SMITH A. editors. History of East Africa. Volume III
1976
BENNETT G. and SMITH A. Chapter II : Kenya : from " White Man's
Country " to Kenyatta's State 1945-1963. p. 126
4. TIREFORT A. " Le Bon temps ". Approche de la société coloniale.
Etude de cas : la communauté Française en Basse Côte d'Ivoire
pendant l'entre deux guerres 1920-1940. Thèse de 3ème cycle. 1979.

B I B L I O G R A P H I E

A. Ouvrages généraux

History of East Africa. Oxford Clarendon Press

Harlow V. and Chilver E.M. Editors - Volume II, 1963, 766 p.

Low D.A. and Smith A. editors - Volume III, 1976, 691 p.

BALANDIER G.

Sociologie Actuelle de l'Afrique Noire

Paris, PUF, 1963, 532 p.

BRUNSCHWIG H.

Le Partage de l'Afrique Noire

Paris, Flammarion, 1971, 181 p.

CASTELLS M.

La Question Urbaine

Paris, Maspero, 1972, 570 p.

COQUERY-VIDROVITCH C.

L'Afrique Noire, Permanences et Ruptures

Paris, Payot, 1985, 440 p.

COQUERY-VIDROVITCH C.

L'Afrique de 1800 à nos jours

Paris, PUF, ed. rev. 1984, 480 p.

FURLEY O.W. and WATSON T.

A History of Education in East Africa

New York, Nok Publishers 1978, 458 p.

GEORGE P.

Précis de géographie urbaine

Paris, PUF, 1964

GOUROU P.

L'Afrique

Paris, Hachette, 1970, 488 p.

HORRUT Cl.

Les décolonisations Est-Africaines

Paris, Pédone, 1971

KING A.

Colonial Urban Development, Culture, Social Power and Environment

London, Routledge and Kegan Paul, 1976, 328 p.

KI-ZERBO J.

Histoire de l'Afrique Noire

Paris, Hatier, réédition 1978, 730 p.

LACOSTE Y.

Géographie du sous-développement

Paris, PUF, réédition 1979, 285 p.

MANONI O.

Prospero et Caliban. Psychologie de la Colonisation

Editions Universitaires - Collections Les jeux de l'Inconscient, Paris, 1985,
215 p.

PARKIN D. editor

Town and Country in Central and Eastern Africa

London, IAI, 1975, 355 p.

RAISON J.P.

L'Afrique des Hautes Terres

Paris, Armand Colin, 1974, 231 p.

VAN ZWANENBERG R.M.A. and KING A.

An Economic History of Kenya and Uganda 1800-1970

London, Mc Millan Press Ltd., 1975, 326 p.

B. Ouvrages concernant le Kenya et la ville de Nairobi

BEST N.

Happy Valley, the Story of the English in Kenya

London, Seckers and Warburg, 1979, 233 p.

BUIJENHUIJS R.

Le mouvement Mau-Mau. Une révolte paysanne anti-coloniale en Afrique Noire.

Paris, Mouton, 1971, 428 p.

CARLESACH J.

The Jews of Nairobi 1903-1962

Nairobi Hebrew Congregation 1963, 90 p.

CLAYTON A. and SAVAGE D.

Government and Labour in Kenya 1895-1963

London, Frank Cass and Co. 1974, 481 p.

FORAN R.

The Kenya Police 1886-1960

London, Robert Hale Ltd. 1963, 237 p.

FOX J.

White Mischief

London, Jonathan Cape, 1963, 299 p.

GOLDSMITH F.H.

John Ainsworth, Pioneer Kenya Administrator 1864-1946.

London, Mc Millan and Co. Ltd. 1955, 111 p.

HAKE A.

African Metropolis. Nairobi's Self help City

Sussex University Press, 1977, 284 p.

HILL M.F.

Permanent Way. The story of the Kenya and Uganda Railway
Nairobi, East African Railway and Harbours, 1949, 582 p.

SALVADORI M.

La Colonisation Européenne au Kenya
Larose, Paris, 1938, 228 p.

SORRENSON M.P.K.

Origins of European Settlement in Kenya
Oxford University Press, 1968, 320 p.

THORNTON L.W., SILBERMAN L. ANDERSON

Nairobi Master Plan for a Colonial Capital. A report prepared for the
Municipal Council of Nairobi
His Majesty's Stationery Office, 1948, 90 p.

WERLIN H.

Governing an African City : a study of Nairobi
London, African Publishing Co, 1974, 308 p.

C. Mémoires, Biographies et Romans

ALTRINCHAM Lord

Kenya's Opportunity, Memories, Hopes and Ideas
London, Faber and Faber Ltd., 1955, 308 p.

BLIXEN K.

La Ferme Africaine. Traduit du Danois par Y. Manceron
Paris, Gallimard, 1942 - Folio n° 1037, 1978, 497 p.
Titre original Out of Africa first published 1937.

CARMAN J.

A Medical History of Kenya. A personal memoir

London, Rex Collings, 1976, 110 p.

CHURCHILL W.S.

My African Journey

London, Hodder and Stoughton, 1908, 226 p.

COLE Lady E.

Random recollections of a pioneer Kenya Settler

Suffolk Baron Publishing Woodbridge, 1975, 126 p.

LESSING D.

The Grass is singing

First published 1950, London, Panther Bock 1984, 220 p.

MEINERTZHAGEN R.

Kenya Diary 1902-1906

Edinburgh, Oliver and Boyd, 1957, 374 p.

PATTERSON J.H.

The Man-Eaters of Tsavo

London, first published 1907, Fontana Books 1979, 189 p.

PERHAM M.

East African Journey Kenya, and Tanganyka 1929-30

London, Faber and Faber, 1976, 246 p.

THURMAN J.

Isak Dinesen, the life of Karen Blixen

London, Weidenfeld and Nicolson, 1982, 495 p.

TRZEBINSKI E.

Silence will speak. A study of the life of Denys Finch Hatton and his relationship with Karen Blixen

London, Heineman, 1977, 347 p.

D. Travaux non publiés, articles

JIMENEZ S.

Etude urbaine d'un quartier d'Abidjan. Le Plateau 1920-1940

Maitrise d'Histoire, Paris VII, 1983, 120 p.

KIPRE P.

Les villes coloniales de Côte d'Ivoire. Economie et Société 1893-à 1940

Thèse d'Etat, Lettres, Paris VII, 1981, 1059 p.

ODHIAMBO E.S.A.

The History of Kenya Executive Council 1907 to 1937

Ph. D. Thesis Nairobi University

ONYUKA R.

The First Citizens of Nairobi. A study of the Mayors 1903-1970

B.A. University of Nairobi, 1973, 105 p.

PARKER M.

Political and Social Aspects of the Development of Municipal Government in Kenya with special references to Nairobi

Colonial Office, 1947, SOAS

REDLEY M.

The Politic of a Predicament. The white community in Kenya 1918-1932

Ph. D. Thesis. Cambridge University, 1976

TIREFORT A.

" Le Bon Temps ". Approche de la société coloniale, la communauté française en Basse Côte d'Ivoire pendant l'entre deux guerres.

Thèse de 3ème cycle en Histoire, EHSS, 1979, Volume I, 338 p.,
Volume II, 187 p.

WHITE L.

Women's Domestic Labour in Colonial Kenya. Prostitution in Nairobi 1900-1950.

A paper presented at the African Studies Center. Boston University,
1980.

E. Guides

Contrairement aux ouvrages qui précèdent, je n'ai pas classé les guides par ordre alphabétique selon les noms des auteurs, mais par ordre chronologique de parution. Ce sont tous des guides destinés à d'éventuels colons, ils donnent de nombreuses informations sur les possibilités économiques et la vie sociale du Kenya colonial en plus des habituelles informations climatiques, pittoresques ou pratiques que contiennent généralement ce type d'ouvrages. Certains sont d'ailleurs rédigés dans un style qui se veut très littéraire.

WARD H.F. and MILLIGAN J.W.

Handbook of British East Africa 1912-1913

Nairobi, 1912, 257 p.

WELLER H.O.

Kenya without Prejudice

London, East Africa, 1931, 160 p.

STRANGE N.K.

Kenya to Day

London, Stanley Paul and Co. Ltd. 1934

Traveller's Guide to Kenya and Uganda

published by the Kenya and Uganda Railway and Harbours, 1937

F. Brochures

PRESTON R.O.

Oriental Nairobi. A record of the leading contributors to its early development.

Nairobi, 1938

SMART J.

Nairobi a Jubilee History 1900-1950

PALMER E.C.

East African Women's League 1917-1977. Sixty Years

Nairobi. Packaging Corporation Limited, 1977, 42 p.

LEHMAN M.A.

Torah from Kenya

Manfred and Ann Lehman Foundation Nairobi, 1984, 69 p.

S O U R C E S

A. Sources imprimées

1. KENYA GOVERNMENT PUBLICATIONS

Les Blue Books et Annual Reports peuvent être consultés en France sous forme de microfilms au Centre de Documentation et de Recherches du laboratoire Tiers-Monde, Afrique et de l'UER Géographie, Histoire et Sciences de la Société de l'Université Paris VII.

Group 1 : Annual Reports : 1897-1930 - 96995/1

Blue Books	:	1901-1904	-	96995/2
	:	1905-1907	-	" /3
	:	1908-1910	-	" /4
	:	1911-1913	-	" /5
	:	1914-1915	-	" /6
	:	1916	-	" /7
	:	1926-1927	-	" /7
	:	1928-1930	-	" /8

Group 2 : Annual Reports : 1931-1938 - 96995/38

Blue Books	:	1931-1932	-	96995/39
	:	1933-1935	-	" /40
	:	1936-1938	-	" /41
	:	1939	-	" /42

C.O. 630/1 - Acts 1900-1902

C.O. 542/1 - Official Gazette 1900-1902

PRO Kew. G.B.

Simpson Report 1913

Report on Sanitary Matters in the EAP, Uganda and Zanzibar
C.O. 533/168. Public Record Office, Kew, G.B.

Feetham Report 1927

Report of the Local Government Commission

Volume I Nairobi and its environs

Ce rapport m'a été prêté par Michaël Redley

Miscellaneous Blue Books on Economic and Social Affairs 1922-1964

Report of the Education Department 1925

753 12 R 68, Rhodes House, Oxford, G.B.

Education Annual Reports 1929, 1930, 1932.

Library of the Royal Commonwealth Society, London.

Ces rapports ne sont pas côtés, pour les consulter, il faut se rendre dans les sous-sols de la Bibliothèque de la Royal Commonwealth Society et chercher dans les cartons qui y sont entreposés.

Protectorate and Colony of Kenya Census : 1911-1921-1926-1931

Library of the Royal Commonwealth Society. London.

2. JOURNAUX

The Leader of British East Africa, Uganda and the Lakes 1902-1912.

Mc Millan Memorial Library, Nairobi.

East African Standard 1903-1938

British National Newspapers Library, London.

B. Sources Manusrites

1. SOURCES OFFICIELLES at the PRO, Kew, G.B.

In the records of the Foreign Office :

F.O. 2/795 : 1899-1903 - Nairobi change of site, Buildings, Drainage, etc...

In the records of the Colonial Office, Original Correspondence :

C.O. 533/123 - Public Health and African Location

C.O. 533/173 - Plague at Nairobi 1905

C.O. 533/102 - Plague at Nairobi and Kisumu 1911

C.O. 533/158 - The Flogging of natives by certain Europeans at Nairobi
1907.

C.O. 533 586/4 - Education of European and Asian Children

D.C./NBI 1/1 - District of Nairobi 1897-1913. KNA, Nairobi

2. PAPIERS PRIVÉS

- * Dr. Boedeker - Original manuscript of the early history of Nairobi Township Kabete, 1936, Mc Millan Memorial Library
- * A la Bibliothèque de Rhodes House à Oxford (annexe de la Bodleian Library) se trouvent rassemblées des archives privées :
- * Ainsworth Private Papers : Diaries 1895-1907-1917 - 3 volumes
- * Bremner Bruce Laing Letters 1914-1915 : Lettres d'un Assistant Superintendant à l'Uganda Railway Company, à sa mère et à sa soeur pendant les deux premières années de guerre.

- * Fitzgibbon Private Papers : notes, souvenirs, rapports au sujet de la planification urbaine à Nairobi 1928 à 1932
- * Huxley Hespeth Private Papers : les manuscrits de l'auteur de *White Man's Country* 1935
- * Ross W. Mc Gregor Private Papers : manuscrit du livre Kenya from within et coupures de presse + rapports du Directeur du Public Works Department de 1906 à 1923.